

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

LUNDI 17 FÉVRIER 2014

TOME V

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHÉ, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

TARIFS 2014 Compléments et précisions

Max LEVITA rapporte :

Par délibération n° 2013/616 en date du 16 décembre 2013, la Ville de Montpellier a délibéré sur les tarifs applicables en 2014.

Il convient d'apporter quelques compléments et précisions sur les tarifs votés d'une part (I) et de proposer le vote d'un nouveau tarif relatif au livre projet urbain (II).

I – Compléments et précisions apportés sur les tarifs votés :

1-1 : Les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) :

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpellierains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille. La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux lorsqu'un enfant, en situation de handicap est à la charge de la famille. Dans ce cas, le taux d'effort applicable est celui auquel la famille pourrait prétendre si elle avait un enfant supplémentaire.

| |
|---|
| Tarif horaire = Taux horaire x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond) |
|---|

➤ Taux applicables pour 2014

Le barème national pour 2014 venant d'être publié, les nouveaux taux applicables sont reportés dans le tableau ci-dessous. Dans la délibération du 16 décembre 2013, les taux 2013 étaient donnés à titre indicatif dans l'attente de publication du barème national.

| | Taux horaire | Tarif plancher 2014 | Tarif plafond 2014 |
|---|------------------------|---------------------|--------------------|
| ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant) | | | |
| 1 enfant | 0,06% | 0,38 € | 2,89 € |
| 2 enfants | 0,05% | 0,31 € | 2,41 € |
| 3 enfants | 0,04% | 0,25 € | 1,92 € |
| 4 à 7 enfants | 0,03% | 0,19 € | 1,44 € |
| 8 enfants et au-delà | 0,02% | 0,13 € | 0,96 € |
| ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant) | | | |
| 1 enfant | 0,05% | 0,31 € | 2,41 € |
| 2 enfants | 0,04% | 0,25 € | 1,92 € |
| 3 à 5 enfants | 0,03% | 0,19 € | 1,44 € |
| 6 enfants et au-delà | 0,02% | 0,13 € | 0,96 € |
| TARIFICATIONS SPECIFIQUES | | | |
| Famille non affiliée au régime CAF ou SNCF | Tarifs majorés de 50 % | | |
| Famille non domiciliée à Montpellier | Tarifs majorés de 10 % | | |

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € ($0.05\% \times 2\,200\text{€}$).

Par ailleurs, il est précisé que la Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans les cas suivants :

- La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur.
- Un enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance. La tarification à appliquer correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.
- Un enfant accueilli dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil général de l'Hérault peut bénéficier, d'autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

L'ensemble des modalités indiquées à l'article 1-1 ci-dessus annulent et remplacent les dispositions initialement votées dans la délibération du 16 décembre 2013.

2-1 : Les salles municipales et de matériel:

- **Les salles des Maisons Pour Tous & Centre de Ressources Darwin**

| Salles pour activités ponctuelles - Maison Pour Tous & Centre de Ressources Darwin | Tarifs 2014 |
|--|-------------|
| 1/2 journée salle de - 60 personnes | 55,00 € |
| 1/2 journée salle de + 60 personnes | 110,00 € |
| Journée salle de - 20 personnes | 55,00 € |
| Journée salle de 20 à 60 personnes | 110,00 € |
| Journée salle de + 60 personnes | 220,00 € |
| Week-end réunions et assemblées | 110,00 € |
| Week-end stages activités associations - 20 personnes | 110,00 € |
| Week-end stages activités associations + 20 personnes | 220,00 € |
| Caution location | 150,00 € |

Il est juste précisé que les tarifs ci-dessus tels que votés lors du conseil du 16 décembre dernier s'appliquent également au Centre de Ressources Darwin.

3-1 – Nouveau tarif relatif au livre projet urbain :

Les conclusions du projet urbain Montpellier 2040 ont été soumises au débat du Conseil Municipal lors de sa séance du 16 décembre 2013.

L'ensemble des rapports d'études produits à l'occasion de cette démarche ainsi que la synthèse débattue en conseil ont été rassemblés dans une édition limitée. Les premiers exemplaires de cette édition seront mis à la disposition des contributeurs et diffusés auprès des établissements d'enseignement dispensant des formations dans le domaine de l'urbanisme (notamment l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III).

Comme tout document administratif, cette édition sera par ailleurs disponible sur demande, mais fera l'objet d'un tarif spécifique de 25 euros l'unité.

| Projet Urbain Montpellier 2040 | Unité | Tarifs 2014 |
|--------------------------------------|--------------|-------------|
| Livre Projet Urbain Montpellier 2040 | 1 exemplaire | 25,00 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les compléments et précisions aux tarifs 2014 ;
- De préciser que ceux-ci seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Cotisation à l'Association des Maires de Grandes Villes de France

Max LEVITA rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à l'Association des Maires de Grandes Villes de France par le versement d'une cotisation.

Il est proposé de confirmer noter adhésion à cet organisme pour l'année 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'accepter le versement de la cotisation à l'Association des Maires de Grandes Villes de France pour un montant de 33 962,37 €;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 920, nature 6281;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Achat de matériaux, fournitures et produits pour la construction et le bâtiment.

Autorisation de signer les marchés.

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de matériaux, fournitures et produits pour la construction et le bâtiment.

Cet appel d'offres ouvert n° 3D0319 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ce marché est sans minimum et sans maximum, il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le marché est composé de 9 lots répartis comme suit :

| <i>Lots</i> | <i>Désignations des lots et descriptifs des besoins</i> | Montants estimatifs € HT sur la durée initiale (1an) | Montants estimatifs € HT totaux sur la durée totale (4 ans) |
|-------------|---|--|--|
| 1 | Bois et dérivés (panneaux CTBX/CP, mélaminés, portes, blocs portes, lattés, bois pleins, plinthes, parquets, bois de charpente autoclaves, bois exotiques et autres produits bois..) | 70 000 | 280 000 |
| 2 | Peintures bâtiment (Peintures acryliques, laques de finition à l'eau, peintures sol, enduits plastiques extérieurs de finition et autres peinture bâtiment....) | 25 000 | 100 000 |

| <i>Lots</i> | <i>Désignations des lots et descriptifs des besoins</i> | Montants estimatifs € HT sur la durée initiale (1an) | Montants estimatifs € HT totaux sur la durée totale (4 ans) |
|-------------|---|--|--|
| 3 | Peintures naturelles bâtiment (Peintures acryliques, laques de finition à l'eau, produits naturels de traitement du bois, décapants etc....) | 5 000 | 20 000 |
| 4 | Matériaux, fournitures et produits de construction, de rénovation, d'entretien, et d'aménagements intérieurs et extérieurs (Agglos ciments, briques, tuiles, placo, carreaux de plâtre, siporex, colles diverses, ciments divers, produits type « SIKA », dallages et revêtements extérieurs, enduits, carrelages, faïences, évacuations, aérations, toiture, isolation et autres produits et fournitures de décoration intérieurs..). | 15 000 | 60 000 |
| 5 | Fournitures d'agencement et de décoration intérieure, lasures et peintures techniques à l'eau. (Moquettes, accessoires, colles pour revêtements muraux, enduits et crépis intérieurs, lasures d'imprégnation et de finition professionnelles, vernis spécifiques, peintures anticorrosion en phase aqueuse, peintures de sous couche, plinthes PVC, sols souples, sols stratifiés, dalles plafond, tapis de sol, seuils de porte et autres fournitures et produits d'agencement et de décoration intérieure..) | 15 000 | 60 000 |
| 6 | Agrégats (sables de rivière, carrière, graviers, concassés, sables de mornas, recoupes et autres agrégats...) | 10 000 | 40 000 |
| 7 | Verres et dérivés (verres, miroirs et accessoires et autres produits verre..). | 20 000 | 80 000 |
| 8 | Aérosols peintures (Bombes de traçage à la machine) | 2 000 | 8 000 |
| 9 | Produits plastiques (plexiglas, polycarbonates, pvc et autres produits plastique..). | 5 000 | 20 000 |

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31/12/2014. Ils peuvent être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans 2015, 2016 et 2017.

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **le lot 1** :

- Prix des prestations 50%
- Valeur technique 30%
- Délai réduit de livraison 15%
- Développement durable 5%

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **les lots 2, 3 et 5** :

- Prix des prestations 60%
- Valeur technique 20%
- Délai réduit de livraison 15%
- Développement durable 5%

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **les lots 4, 6, 7 et 9** :

- Prix des prestations 80%
- Délai réduit de livraison 20%

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **le lot 8** :

- Prix des prestations 60%
- Valeur technique 30%
- Délai réduit de livraison 10%

La commission d'appel d'offres du 21 janvier 2014 a attribué ce marché pour **les lots** :

| <i>Lots</i> | <i>Sociétés</i> |
|--------------------|--|
| 1 | ARNAUD BOIS 2634 avenue de Maurin GAROSUD 34 070 MONTPELLIER |
| 2 | Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée |
| 3 | Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée |
| 4 | Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée |
| 5 | Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée |
| 6 | Infructueux et sera relancé sous forme de procédure adaptée |
| 7 | COULEURS DE TOLLENS 57 rue du LATIUM 34 000 MONTPELLIER |
| 8 | Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée |
| 9 | BAURES PROLIANS 462 rue de l'industrie BP 61178 34 009 MONTPELLIER CEDEX 01 |

Pour la ville de Montpellier, les crédits sont inscrits au budget fonctionnement, natures 60632 et 60628, tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Achat de produits de droguerie. Autorisation de signer les marchés.

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de produits de droguerie.

Cet appel d'offres ouvert n° 3D0325 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ce marché est passé sans minimum et avec maximum, il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le marché est composé de 6 lots répartis comme suit :

| <i>Lots</i> | <i>Désignations des lots</i> | Montants annuels maximum en € HT sur la durée initiale (1an) | Montants totaux maximum en € HT sur la durée totale (4 ans) |
|-------------|------------------------------|---|--|
| 1 | Savons lessives aérosols | 90 000 | 360 000 |
| 2 | Entretien cuisine | 70 000 | 280 000 |
| 3 | Accessoires ménagers | 90 000 | 360 000 |
| 4 | Papier toilettes | 70 000 | 280 000 |

| <i>Lots</i> | <i>Désignations des lots</i> | Montants annuels maximum en € HT sur la durée initiale (1 an) | Montants totaux maximum en € HT sur la durée totale (4 ans) |
|-------------|------------------------------|--|--|
| 5 | Produits ecolabel | 30 000 | 120 000 |
| 6 | Sacs plastique | 50 000 | 200 000 |

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31/12/2014. Ils peuvent être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2015, 2016 et 2017).

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **les lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6** :

- Prix des prestations **60%**
- Valeur technique **40%**

La commission d'appel d'offres du 4 février 2014 a attribué ce marché pour :

- **Les lots 1, 3, 4 et 5** à la société COLDIS ZAC du plan 230 avenue du Counoise 84 320 Entraigues sur Sorgue,
- **Le lot n° 2** à la société HPC Z.A. Les Cousteliers 85 rue de la Bandido 34 160 Castries,
- **Le lot n° 6** a été déclaré infructueux et sera relancé sous forme de procédure adaptée.

Pour la Ville de MONTPELLIER, les crédits sont inscrits au budget fonctionnement, nature 60631, tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e) à signer le marché avec les entreprises retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Cession des matériels et des véhicules

Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Cession des véhicules : DEMENT

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules et au renouvellement 2013 de la flotte, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113 route départementale 613 34 740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

2) Cession des matériels : Parc DARWIN

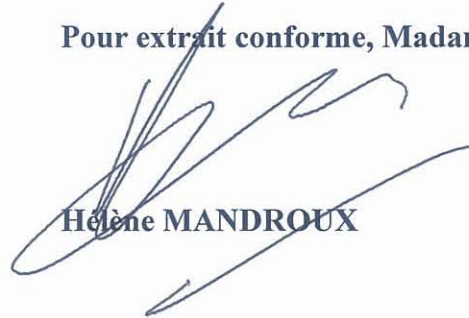
Suite à l'état de vétusté de ces matériels du parc Zoologique de Montpellier, il convient de céder ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

D'autoriser les ventes aux enchères, par le Centre 113, des véhicules du Service Parc Auto.
D'autoriser les ventes aux enchères, par l'intermédiaire du site spécialisé AGORA STORE, des matériels du Parc DARWIN.
D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(e), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned over the printed name.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014



**COMMISSION DE REFORME DU
MATERIEL ET DES VEHICULES**
Du mardi 10 décembre 2013

DIRECTION ENERGIE MOYENS TECHNIQUES

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules : DEMA

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules, il convient de réformer ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme et le principe de ces ventes aux enchères.

2) Réforme du matériel : Parc DARWIN

Suite à l'état de vétusté de ces matériels du parc Zoologique de Montpellier, il convient de céder ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme et le principe de ces ventes aux enchères.

**Signatures des membres
de la Commission de réformes**

**Le Responsable du service Achats
et Production Graphique**

Mario Girardi

Marériels Parc DARWIN-Parc Zoologique de Montpellier

| quantité | matériel | modèle | marque | commentaire | Estimation, prix en € |
|-------------|-------------------------|------------|---------|--|-----------------------|
| 12 | haut parleurs extérieur | LH1-10M10E | Bosch | matériel neuf et remplacé suite aux nouvelles normes | 240 |
| 1 | remorque | | | sans timon | 50 |
| 1 lot de 20 | hauts parleurs | | Bosch | matériel en état de marche | 200 |
| 2 | bennes 15m³ | | inconnu | bennes percées sur les parois latérales | 200 |
| 1 | moteur de bateau | | Honda | paraît neuf | 100 |
| 2 | dumpers | 150dh | ausa | restent pour pièces au zoo 9125 9128 | 0 |
| 1 | billetterie automatique | | | inutilisée depuis 2 ans | 250 |

COMMISSION DE REFORME

| N° Parc | Immatriculation | Type | Marque et Modèle | Date MEC | Kilométrage | Commentaire | Estimation valeur résiduelle (€) |
|---------|-----------------|------|------------------|------------|-------------|-------------|----------------------------------|
| 7 | A1H34381 | vt | Lapierre | 15/05/2002 | | Epave | 0 |
| 14 | A1H34131 | vt | Lapierre | 15/05/2002 | | Epave | 0 |
| 300 | CN751RS | VP | Peugeot 106 | 25/08/2000 | 55 000 | vétuste | 600 |
| 315 | CL861VF | VP | Renault Laguna 2 | 14/03/2002 | 149 000 | vétuste | 800 |
| 332 | CP283BD | VP | Peugeot 106 | 13/03/2003 | 46 000 | vétuste | 900 |
| 443 | CW041XZ | VP | Renault Clio | 15/09/1993 | 94 000 | vétuste | 400 |
| 541 | CQ733ME | VP | Peugeot 106 | 28/12/1999 | 46 000 | vétuste | 600 |
| 547 | CK085XD | VP | Renault Mégane | 27/04/2005 | 104 000 | Epave | 0 |
| 548 | 1906XZ34 | VP | Citroën Ax | 09/09/1997 | 53 000 | vétuste | 500 |
| 549 | CT599NN | VP | Renault Scénic | 31/03/2005 | 107 000 | vétuste | 600 |
| 587 | CQ758ME | VP | Peugeot 106 | 17/01/2000 | 92 000 | vétuste | 600 |
| 885 | CS947NV | VUL | Renault Trafic | 28/04/2000 | 168 000 | vétuste | 800 |

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

SERM – Petit Bard – Garantie d'emprunt Ville de Montpellier - Prêt PRU 2014 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine basée sur un programme d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, de désenclavement du secteur et de revalorisation de l'image du quartier Petit Bard confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un prêt PRU de **5 M€** auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

Prêt pour le financement de l'opération **Petit Bard** selon les caractéristiques suivantes :

- Montant : 5 M€,
- Durée de la période d'amortissement : 2 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat plus 60 pdb (soit 1.85% au 1er février 2014)
- Taux annuel de progressivité des échéances : de 0% à 0.50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du livret A),
- Simple Révisabilité des taux d'intérêt : en fonction de la variation du taux du livret A
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 100 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 5 000 000 €.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de :
la Caisse des Dépôts et Consignations de 5 000 000 € de garantie,

aux conditions précisées ci-dessus
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (EMMA) Participation financière de la Ville Abroge et remplace la délibération n°2013/399 du 7 octobre 2013

Serge FLEURENCE rapporte :

Lors de la séance du 7 octobre 2013, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au projet EMMA, ainsi que le versement de 100 000€ à l'Agglomération de Montpellier.. Or la participation financière doit être versée au maître d'ouvrage, c'est-à-dire à Transdev Montpellier.

Par conséquent, la présente délibération a pour objectif de modifier la délibération n°2013/399 du 7 octobre 2013, en proposant un versement de subvention à Transdev Montpellier et non à l'Agglomération de Montpellier.

Dans un souci d'optimisation de l'utilisation des différents services liés au transport et à la mobilité, les collectivités souhaitent mettre à la disposition des usagers un support unique facilitant l'usage de ces services : informations, système de paiement, interopérabilité.

Pour ce faire, l'Agglomération de Montpellier a lancé en 2010 le projet EMMA (Espace Multimodal de Montpellier Agglomération).

Ce projet se décline en 4 objectifs stratégiques :

- Rendre accessible à tous les publics, l'offre en transport collectif, par l'utilisation d'outils utilisant les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication,
- Favoriser une politique globale de maîtrise des déplacements par le développement intégré des modes alternatifs à la voiture particulière,
- Accroître et développer la lisibilité du service public de transport grâce à la mise à disposition de moyens modernes d'information,
- Renforcer la présence de services publics de transport dans les quartiers (« agences de mobilité » dans les Maisons d'Agglomération, Maisons pour Tous, mairies annexes,...).

Deux catégories d'utilisateurs pourront utiliser la plateforme :

- le « *Grand Public* » : il sera possible aux usagers de la Ville de Montpellier, de Montpellier Agglomération et ultérieurement de la Région Languedoc-Roussillon d'accéder aux services de mobilité, de manière simple depuis internet, via l'agence numérique, ou depuis les « agences de mobilité ».

Ainsi, les services suivants seront accessibles :

- Une information générale sur les différents services existants
 - Une aide à l'évaluation du besoin et assistance au choix du service et de la tarification associée.
 - La mise en place d'un contrat simple ou combiné Transports collectifs/Autopartage/Vélopartage,
 - La possibilité de chargement ou rechargement de l'ensemble des services tarifaires (transports en commun, Vélomagg', autopartage, P+tram, parkings de Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) en ouvrage et pour les abonnés,
 - Suivi individualisé des consommations et achats et réception d'informations personnalisées sur un compte personnel,
 - L'information et alertes individualisée des différents services.
- Certains « *employeurs* » (publics et parapublics) auront également accès à ces services.

Grâce à la mise en place du compte-client « Groupe » multiservices et multi-bénéficiaires, l'entreprise pourrait gérer, via un espace entièrement sécurisé, les prestations mobilités de ses salariés :

- Demande de renouvellement d'abonnement,
- Suivi des bénéficiaires Plan Déplacements Entreprise,
- Achat de titres pour des déplacements professionnels,
- Gestion de la facturation.

Mise en œuvre du projet :

Pour pouvoir bénéficier de ces services, l'utilisateur devra préalablement souscrire au contrat « mobilité ». Il disposera d'un support unique qui prendra la forme soit d'une carte, soit d'une clé USB.

La mise en œuvre du projet EMMA se fera en trois grandes phases :

La phase 1 débute en 2014 avec le lancement du service EMMA dans les espaces mobilités TaM et du contrat de mobilité regroupant les transports collectifs, le vélo et le stationnement en ouvrage en post paiement. Les clients multimodaux ou monomodaux, ayant souscrits ou non un contrat de mobilité EMMA, seront inscrits dans le système central TaM, gestionnaire d'EMMA.

Ainsi, il sera possible d'accéder, avec un même support (carte ou clé USB) aux services suivants :

- Transports en commun
- Services Mobilité : stationnement P+R, Vélopartage (Vélomagg'), Autopartage (en partenariat avec Modulauto), covoiturage,...

- Services de stationnement en ouvrage exploités par TaM

La phase 2 sera opérationnelle en décembre 2014. Cette étape sera marquée par l'ouverture de l'espace numérique EMMA. C'est à partir de cette étape que des formules tarifaires combinées seront proposées. Des propositions de formules tarifaires devront être adoptées par les autorités organisatrices au plus tard en novembre 2014. C'est également à cette date que le parking sur voirie rentrera dans le dispositif via le système paybyphone mise en place par la Ville de Montpellier en amont.

A partir du 1^{er} avril 2015, des bornes de rechargement seront installées dans des lieux publics majeurs de l'Agglomération (Centre Régional des Œuvres Universitaire et Scolaires (CROUS), pôle emploi, Caisse d'Allocations Familiales (CAF)...). Dans un second temps et grâce à l'espace numérique EMMA, les clients pourront s'inscrire aux services des collectivités et opérateurs qu'ils souhaitent utiliser en fonction de leurs besoins.

Il sera également possible, via cette plateforme, de faire des demandes de droits à réduction, valables pour un ou plusieurs des services des collectivités et des opérateurs.

EMMA est aussi un label, qui pourra être identifié sur les cartes donnant accès à EMMA, sur les sites des partenaires par un lien vers l'espace EMMA et sur les supports de communication grand public et institutionnels. Une campagne de communication est en cours de finalisation pour un lancement commercial de la phase 1 en avril 2014

Financements :

L'estimation prévisionnelle du projet s'élève à 4 540 790€. EMMA fait partie du programme intégré FEDER 2007-2013 (Fonds Européen de Développement Régional).

Assiette pour le FEDER 4 540 790€

Assiette pour le financement EcoCité 3 905 790€

EcoCité (35%) 1 367 026€

FEDER – PUI 1 000 000€

TaM/Transdev 600 000€

Véolia Transdev 454 000€

Ville de Montpellier 100 000€

Montpellier Agglomération 1 019 764€ (dont subvention Région Languedoc-Roussillon sollicitée)

TaM et Transdev Montpellier sont les maîtres d'ouvrage de ce projet. Equival prendra en charge la maîtrise d'œuvre du projet.

La Ville de Montpellier est convaincue du bien fondé de ce projet, qui va permettre de faciliter l'accès aux transports en commun, mais aussi de réduire la part de la voiture individuelle, ce qui est en cohérence avec la Plan Local de Déplacements mis en place progressivement depuis 2010.

La convention jointe en annexe reprend dans le détail les conditions de l'attribution de la subvention de la Ville

Il s'agit donc de prévoir un budget de 100 000€ pour l'ensemble du projet EMMA.


En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'associer la Ville au projet EMMA ;
- d'approuver les termes de la convention jointe en annexe

- d'approuver le versement, à Transdev Montpellier, d'une subvention de 100 000€ ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

ENTRE

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par son Maire en exercice, Mme Hélène MANDROUX, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal, n°.....en date du,

ci-après dénommée « la Ville »,

d'une part,

ET

- La société TRANSDEV-Montpellier, représentée par son Président Mr Franck-Olivier ROSSIGNOLLE dûment habilité à cet effet,

ci-après, dénommée « Transdev Montpellier »,

d'autre part.

SOMMAIRE

| | |
|--|--------|
| Article I Objet | page 3 |
| Article II Coût du Projet et Financement | page 3 |
| Article III Description du projet Emma et Propriété Intellectuelle | page 4 |
| Article IV Engagement de Transdev Montpellier | page 4 |
| Article V Contrôle | page 5 |
| Article VI Reversement-Résiliation-Litiges | page 6 |
| Annexe : Projet de service | |

Article I : Objet

La Ville de Montpellier a décidé de s'associer au projet baptisé EMMA (Espace Multimodal de Montpellier Agglomération) engagé dans le cadre de la convention de Délégation de Service Public de Transport que Montpellier Agglomération a confiée au Groupement Momentané d'Entreprises TaM/Transdev-Montpellier. Au sein de ce Groupement, la société Transdev-Montpellier a été désignée maître d'ouvrage de ce projet.

La phase I du projet EMMA a pour objectif de mettre à disposition du public un accès numérique destiné à la commercialisation et à l'information d'un ensemble de services de mobilité proposé en alternative à la voiture particulière. Il est ouvert aux collectivités partenaires du Programme Urbain Intégré FEDER 2007-2013 : la Région Languedoc Roussillon et la Ville de Montpellier.

Le projet EMMA a pour finalité :

- de faciliter l'accès des usagers aux services de mobilités : transports en communs, les parkings d'échange, le service Vélomagg', l'autopartage, les parkings en ouvrage de la Ville de Montpellier horodateurs sur voirie. Le tout est conçu comme un socle pouvant intégrer ultérieurement d'autres services de mobilité et des services de la vie quotidienne (piscines, médiathèques, cantines scolaires, crèches petites enfance, ...),
- de renforcer la diffusion de l'information et de la commercialisation des différents services sur le territoire et les quartiers,
- de valoriser les services et les infrastructures multimodaux mis à la disposition des usagers. Actuellement la commercialisation dissociée des différents services contraints les usagers à effectuer des démarches distinctes malgré des tarifications combinées. Le projet EMMA facilitera la commercialisation en mettant à la disposition des usagers un guichet unique dans les « espaces mobilité » et d'apporter le même service à domicile par internet. De même, il permettra d'envisager de nouvelles synergies tarifaires entre les services.

La première phase qui sera mise en service en avril 2014 avec le « contrat mobilité » concerne les transports en communs urbains, les parkings d'échange, le service Vélomagg', l'autopartage, et les parkings en ouvrage de la Ville de Montpellier (clients horaires en post-paiement)

Article II : Coût du Projet et financement

Le coût de cette première phase est évalué à 4 540 790 € H.T.

Le plan de financement est le suivant :

| | |
|---------------------------|-------------|
| FEDER | 1 000 000 € |
| Etat (CDC/Ecocités) | 1 367 026 € |
| Montpellier Agglomération | 1 019 764 € |
| TaM | 600 000 € |
| Groupe Transdev | 454 000 € |
| Ville de Montpellier | 100 000 € |

Compte tenu de l'avancement du projet, la Ville s'engage à verser la totalité de sa participation à Transdev Montpellier, dans un délai de 30 jours à compter de la date de signature de la présente convention, sur production des justificatifs de dépense.

Article III : Description du projet EMMA et Propriété intellectuelle

Le Projet EMMA est constitué de plusieurs éléments :

1. Une application mobile permettant notamment aux usagers d'accéder au système paybyphone de la voirie de la Ville de Montpellier.
2. Les évolutions logicielles sur les équipements péagers des parkings centre-ville, amortis sur la durée d'amortissement restante des caisses et barrières, et constituant des biens de reprise pour la Ville de Montpellier dans le cadre de chacune des DSP conclues pour la gestion des parkings centre-ville.
3. L'accès via internet sera mis à disposition dans le cadre d'une licence d'exploitation au bénéfice des Collectivités et EPCI Partenaires, notamment la Ville de Montpellier, à partir de décembre 2014.

Cette licence restera acquise aux Collectivités et EPCI partenaires au-delà du terme des Délégations de Service Public, et ce quel que soit le futur délégataire, avec une charge de maintenance/hébergement.

Article IV : Engagement de Transdev Montpellier

Dans le cadre du projet EMMA, Transdev-Montpellier, assurera les missions suivantes :

- Procéder au développement du projet EMMA, ayant pour objectif de mettre à disposition du public un contrat mobilité destiné à associer la commercialisation d'un ensemble de services de mobilité : transport, vélo, autopartage, consommation horaire des parkings centre ville en postpaiement., un accès

numérique destiné à la commercialisation et à l'information de l'ensemble des services de mobilité, complété d'une application mobile.

- S'assurer de l'avancement du Projet auprès du maître d'œuvre Equival, ainsi que des apports effectifs de TaM et du Groupe Transdev au Projet.
- Elaborer et déposer, au nom de la structure assurant la maîtrise d'ouvrage du projet, un dossier de demande de subvention auprès du FEDER pour un montant de subvention escompté de 1000000 €. Assurer le suivi administratif et technique de ce dossier.
- Elaborer et déposer, au nom de la structure assurant la maîtrise d'ouvrage du projet, un dossier de demande de subvention auprès de CDC/Ecocités « villes de demain » pour un montant de subvention escompté de 1.367.026 €. Assurer le suivi administratif et technique de ce dossier.
- Appeler les subventions complémentaires auprès de Montpellier Agglomération et de la Ville de Montpellier
- Prendre les dispositions nécessaires pour préserver la compatibilité du projet avec les développements multiservices (vie quotidienne ou mobilité) et sa connexion avec les projets numériques des collectivités partenaires.
- Assurer la maintenance et l'exploitation technique de la plateforme au terme de la période de garantie suivant sa mise en service. Cette mission couvre l'hébergement sécurisé de la plateforme, la mise à disposition d'une hot-line, et la maintenance préventive et corrective du logiciel.

ARTICLE V - Contrôles :

En application de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville de Montpellier se réserve le droit de contrôler les informations comptables, financières et techniques établies par Transdev Montpellier.

A ce titre Transdev Montpellier établira :

- un bilan financier de la mise en œuvre de la première phase de la plateforme EMMA sur (à produire au plus tard le 31 décembre 2014)
- un bilan technique de la mise en place des fonctionnalités de la plateforme EMMA sur les parkings et autres installations gérées par la Ville de Montpellier (à produire au plus tard au 31 mars 2015)

ARTICLE VI Reversement :

En cas de non respect des clauses de la présente convention et en particulier de la non exécution totale ou partielle du projet , de l'utilisation des fonds non

conforme à l'objet de la présente convention, la Ville de Montpellier, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et après mise en demeure restée sans réponse dans un délai d'un mois à compter de sa notification, peut décider d'exiger le remboursement total ou partiel des sommes versées.

La mise en œuvre de cette procédure et le remboursement éventuel de tout ou partie des sommes versées pourra notamment intervenir si les bilans prévus à l'article V de la présente convention ne sont pas produits dans un délai de deux mois à compter des dates figurant à l'article susvisé.

Fait à MONTPELLIER

Le

En deux exemplaires originaux

Pour la Ville de Montpellier

Le Maire

Mme Hélène Mandroux

Pour Transdev Montpellier

Le Président

M. Franck-Olivier ROSSIGNOLLE

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des parcs de stationnement «FOCH-PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS » et « ARC DE TRIOMPHE »

Philippe THINES rapporte :

Par délibération n° 2012 / 579 du 17 décembre 2012, la Ville a confié la gestion des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe à EFFIA Stationnement dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Le contrat a pris effet le 15 février 2013 pour se terminer le 31 décembre 2025.

Durant cette exploitation, il est apparu nécessaire de compléter et de préciser l'article 8 de la Convention relatif aux places en amodiation dans le cadre d'un avenant. Il s'agit de l'avenant n°1.

Dans le cadre de cet avenant, les parties conviennent de préciser et de réajuster les conditions et le nombre de places en amodiation du contrat de DSP pour l'exploitation des parkings Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe.

La Convention prévoyait 291 places de stationnement en amodiation, situées dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs, dont :

- 186 sous la place des Martyrs de la Résistance (91 places au niveau -4 et 95 places au niveau -5), accessibles uniquement aux détenteurs d'emplacements amodiés ;
- et 105 sous la place du Marché aux Fleurs qui fonctionnent en foisonnement.

L'intégralité des contrats arrivait à échéance le 14 février 2013, après la signature de la Convention.

L'exploitation commerciale de ces places n'a pas été confiée au délégataire. Elle est du ressort de la Ville qui gère leur mise à disposition auprès des usagers moyennant le paiement d'une redevance.

Effia stationnement, délégataire, se charge toutefois de leur entretien, l'amodiateur lui versant une participation au titre des charges d'exploitation du parc.

Sur cette base, 64 contrats tripartites d'amodiation ont été conclus au 1^{er} novembre 2013.

Considérant ce nombre de contrats, les places des amodiataires seront concentrées au niveau -5 du parking Foch-Préfecture, sous la Place des Martyrs de la Résistance qui compte 95 emplacements, afin de délimiter physiquement le stationnement amodié par rapport aux places publiques

De plus, pour répondre aux demandes en amodiations, les 31 places encore disponibles au niveau -5 du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs sont conservées par la Ville de Montpellier afin d'être amodiées ultérieurement. Ces places seront mises à disposition par la Ville dans les conditions évoquées plus haut (contrats tripartite Ville/ EFFIA/ Amodiataire).

La Ville estime ne pas pouvoir amodier les 196 places restantes. Elle souhaite que lesdites places soient donc intégrées dans le contrat de délégation de service public conclu avec EFFIA Stationnement.

Le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs, d'une capacité globale de 685 places, dont 426 sous la Place des Martyrs de la Résistance et 259 sous la Place du Marché aux fleurs, compte donc à présent 590 places publiques exploitées par EFFIA Stationnement dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu le 11 février 2013 et 95 emplacements amodiés situés au niveau -5 sous la Place des Martyrs de la Résistance.

Les amodiations qui étaient situées sous la place du Marché aux Fleurs (105 places) et au niveau -4 sous la place des Martyrs de la Résistance (91 places), soit 196 emplacements, deviennent donc des places publiques exploitées par EFFIA Stationnement dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu le 11 février 2013.

La Convention porte donc à présent sur un nombre total de 1136 places (685 places dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et 451 places dans le parking Arc de Triomphe) dont 1041 publiques exploitées par EFFIA Stationnement et 95 en amodiation exploitées par la Ville.

La suppression de places amodiées constitue un manque à gagner pour l'exploitant puisqu'il ne percevra plus les charges versées par les amodiataires.

Cependant, les abonnements qui découleront de la mise en exploitation des places supplémentaires devraient générer une augmentation de recette compensant ce manque à gagner malgré un contexte général de baisse de fréquentation des parkings de centre-ville.

Ces places supplémentaires constitueront une amélioration du service public pour répondre à des périodes aléatoires de fortes affluences (périodes de fêtes, soirées,.), celles-ci ne produisant que des recettes peu significatives. En conséquence, la mise en exploitation des anciennes places amodiées ne paraît pas affecter l'équilibre financier de la Délégation de Service Public.

Toutefois, en l'absence de recul suffisant permettant d'établir un bilan prévisionnel précis, cet avenant prend acte qu'un bilan de l'exploitation sera effectué en février 2015 pour aboutir à un éventuel réajustement de la redevance en fonction des résultats d'exploitation.

S'il est constaté que le basculement de ces places amodiées n'entraîne pas d'effets favorables sur l'exploitation du parking, la Ville se réserve le droit de les reprendre en amodiation.

Sous réserve des éléments ci-dessus indiqués, l'application des autres dispositions contractuelles de la Convention demeure inchangée, ces dernières étant pleinement applicables entre les Parties.

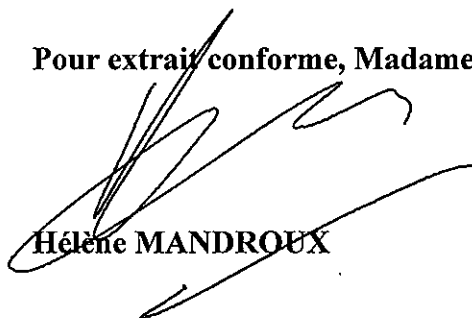
Il est donc proposé au Conseil de valider l'avenant n°1 du contrat de DSP pour l'exploitation des parkings Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer avec EFFIA Stationnement l'avenant n°1 et tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

AVENANT N°1 à la convention de délégation de service public POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION Des PARCS DE STATIONNEMENT « FOCH-PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS »
et « arc de triomphe »

PROJET

ENTRE :

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal du

Ci-après dénommée « la Ville »,

Et

La société **EFFIA Stationnement**, SASf au capital de 160 000 € immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 435 272 596, dont le Siège Social est 20 boulevard Poniatowski - 75012 Paris,

Représentée par Monsieur Fabrice LEPOUTRE, Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « EFFIA » ou « le Délégué »

Ci-après dénommées conjointement les « Parties »

PREAMBULE

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement, par la délibération n° 2012 / 579 du 17 décembre 2012 et par une convention de DSP en date du 11 février 2013, la gestion des parcs de stationnement Foch-Préfecture/Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe (ci-après désignée la « Convention »).

Dans le cadre de cette exploitation, il est apparu nécessaire de compléter et de préciser l'article 8 de la Convention relatif aux places en amodiation.

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – PLACES EN AMODIATION ET COMPOSITION DES PARKINGS FOCH-PREFECTURE / MARCHÉ AUX FLEURS ET ARC DE TRIOMPHE

Les parties conviennent de préciser et de réajuster les conditions et le nombre de places en amodiation du contrat de DSP pour l'exploitation des parkings Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe

La Convention prévoyait 291 places de stationnement en amodiation, situées dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs, dont :
186 sous la place des Martyrs de la Résistance (91 places au niveau -4 et 95 places au niveau -5), accessibles uniquement aux détenteurs d'emplacements amodiés ;
et 105 sous la place du Marché aux Fleurs qui fonctionnent en foisonnement.

L'intégralité des contrats arrivait à échéance le 14 février 2013, après la signature de la Convention.

L'exploitation commerciale de ces places n'a pas été confiée au délégataire. Elle est du ressort de la Ville qui gère leur mise à disposition auprès des usagers moyennant le paiement d'une redevance.

Effia stationnement, délégataire, se charge toutefois de leur entretien, l'amodiateur lui versant une participation au titre des charges d'exploitation du parc.

Sur cette base, 64 contrats tripartites d'amodiation ont été conclus au 1^{er} novembre 2013.

Considérant ce nombre de contrats, les places des amodiateurs seront concentrées au niveau -5 du parking Foch-Préfecture, sous la Place des Martyrs de la Résistance qui compte 95 emplacements, afin de délimiter physiquement le stationnement amodié par rapport aux places publiques

De plus, pour répondre aux demandes en amodiations, les 31 places encore disponibles au niveau -5 du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs sont conservées par la Ville de Montpellier afin d'être amodiées ultérieurement. Ces places seront mises à disposition par la Ville dans les conditions évoquées plus haut (contrats tripartite Ville/ EFFIA/ Amodiateur).

La Ville estime ne pas pouvoir amodier les 196 places restantes.

Elle souhaite que lesdites places soient donc intégrées dans le contrat de délégation de service public conclu avec EFFIA Stationnement.

Le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs, d'une capacité globale de 685 places, dont 426 sous la Place des Martyrs de la Résistance et 259 sous la Place du Marché aux fleurs, compte donc à présent 590 places publiques exploitées par EFFIA Stationnement dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu le 11 février 2013 et 95 emplacements amodiés situés au niveau -5 sous la Place des Martyrs de la Résistance.

Les amodiations qui étaient situées sous la place du Marché aux Fleurs (105 places) et au niveau -4 sous la place des Martyrs de la Résistance (91 places), soit 196 emplacements, deviennent donc des places publiques exploitées par EFFIA Stationnement dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu le 11 février 2013.

La Convention porte donc à présent sur un nombre total de 1136 places (685 places dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et 451 places dans le parking Arc de Triomphe) dont 1041 publiques exploitées par EFFIA Stationnement et 95 en amodiation exploitées par la Ville.

ARTICLE 2 – IMPACT FINANCIER DE L'AVENANT

La suppression de places amodiées constitue un manque à gagner pour l'exploitant puisqu'il ne percevra plus les charges versées par les amodiataires.

Cependant, les abonnements qui découleront de la mise en exploitation des places supplémentaires devraient générer une augmentation de recette compensant ce manque à gagner malgré un contexte général de baisse de fréquentation des parkings de centre-ville.

Ces places supplémentaires constitueront une amélioration du service public pour répondre à des périodes aléatoires de fortes affluences (périodes de fêtes, soirées...), celles-ci ne produisant que des recettes peu significatives. En conséquence, la mise en exploitation des anciennes places amodiées ne paraît pas affecter l'équilibre financier de la Délégation de Service Public.

Toutefois, en l'absence de recul suffisant permettant d'établir un bilan prévisionnel précis, cet avenant prend acte qu'un bilan de l'exploitation sera effectué en février 2015 pour aboutir à un éventuel réajustement de la redevance en fonction des résultats d'exploitation.

S'il est constaté que le basculement de ces places amodiées n'entraîne pas d'effets favorables sur l'exploitation du parking, la Ville se réserve le droit de les reprendre en amodiation.

ARTICLE 3 – EFFET RELATIF DE L'AVENANT

Les Parties conviennent que, sous réserve des éléments ci-dessus indiqués, l'application des autres dispositions contractuelles de la Convention demeure inchangée, ces dernières étant pleinement applicables entre les Parties.

Article 4 - ENTREE EN VIGUEUR DE L'AVENANT

Le présent avenant entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Montpellier, en deux exemplaires le

Pour la Ville de Montpellier Pour EFFIA Stationnement

Hélène MANDROUX Fabrice LEPOUTRE

Conseil Municipal 17 février 2014
Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de la
décision**

Synthèse de la décision

| | |
|-----------|---|
| 2013/0151 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de tampons bois et mécaniques" à la société EFTG pour un montant maximum de commandes de 50 000.00 € HT. C'est un marché unique à bons de commande passé pour 4 ans à compter de sa notification. |
| 2013/0223 | La Commune de Montpellier décide de défendre ses intérêts dans le contentieux l'opposant à madame COLAS Laurence. |
| 2013/0248 | Il s'agit d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage chargé de nous assister dans la rédaction du cahier des charges de notre futur SIRH à la société ATEXO CONSEIL pour un montant de 91900.62 € HT et pour une durée de 18 mois pour la tranche ferme et 12 mois pour la tranche conditionnelle. |
| 2013/0339 | La Ville décide de signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 du 16 Septembre 2013 au 28 Juin 2014, pour un montant de 24 428.25 € T.T.C. |
| 2013/0353 | De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une durée de deux ans. |
| 2013/0354 | De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans. |
| 2013/0355 | De signer la convention d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique et d'utilisation de connectivités optiques, entre la Ville de Montpellier et HERAULT NETWORKS, pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans. |
| 2013/0356 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUTOT Magali. |
| 2013/0357 | Pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes « Archives Municipales », il est nécessaire d'apporter des modifications à l'acte initial, en créant un fonds de caisse, en reprenant les encaissements autorisés, et les règles relatives à cette régie. |
| 2013/0358 | De conclure un avenant de report de l'étude de requalification urbaine de la Cité Paul Valéry, pour une durée de 6 mois, dans l'attente de retenir un cabinet spécialisé en concertation. |

| | |
|-----------|---|
| 2013/0359 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL CITYA COGESIM. |
| 2013/0360 | Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Manifestations Culturelles, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie d'avances, en élargissant les dépenses autorisées. |
| 2013/0361 | Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché prestation de service de nettoyage professionnel d'articles textiles, à la société EDANCO pour un montant maximum de commandes de 60 000.00 € HT. C'est un marché unique, à bons de commandes, passé pour une durée de 2 ans à compter de la date de notification. |
| 2013/0362 | Modification des conditions tarifaires des polices d'assurances n° OR 203 583 et OR 203 448 Y par application d'une majoration de 5%. |
| 2013/0363 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL AVEM |
| 2013/0364 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Sabrina NASRI |
| 2013/0365 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Epoux BROUWERS |
| 2013/0366 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire de désordres Crèche La Petite Sirène |
| 2013/0367 | De conclure une convention de coproduction du spectacle Des-Amours avec l'association Théâtre en Mouvement, pour un montant de 20 000 €, dans le cadre de la saison 2013-2014 du Théâtre Jean Vilar. |
| 2013/0368 | Théâtre Jean Vilar De conclure une convention de coproduction avec la Compagnie U Structure Nouvelle pour un montant de 20 000 € HT, dans le cadre de la programmation du Théâtre Jean Vilar. |
| 2013/0369 | D'attribuer le marché de réalisation d'une émission délocalisée sur le thème des Hivernales à la société Médias du Sud pour un montant de 18 620 € HT. |
| 2013/0370 | Suite à la résiliation de l'entreprise ID métal du marché de construction de la salle de boxe Jean Farré, le lot 4 (Serrurerie : Menuiseries extérieures – Alu) a été attribué à l'entreprise CICIARELLI pour un montant de 60 307.69 € HT. |
| 2013/0371 | De conclure une convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne avec l'association Nouveau Sainte Anne pour l'organisation de trois salons. |
| 2013/0372 | De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle L'Attentat de Y. Khadra, pour un montant de 15000 € HT, dans le cadre de la saison 2013-2014 du Théâtre Jean Vilar. |
| 2013/0373 | D'attribuer le marché pour les campagnes de capture et de stérilisation de pigeons, et d'effarouchement d'étourneaux à l'entreprise SA SACPA pour un montant de 9 960 € HT par an. Ce marché étant reconductible 3 fois, le montant total pour les 4 années est de 39 840 € HT. |
| 2013/0374 | De conclure une convention de mise à disposition des oeuvres de Linda Mac Cartney, pour l'exposition Linda Mac Cartney, It's not only rock n'roll au Pavillon Populaire, avec Linda Enterprises Limited, pour un montant de 35 000 €. |

| | |
|-----------|--|
| 2013/0375 | D'attribuer le marché de «Création et certification de réseaux cuivre, contrôle qualité de lignes Télécom (RNIS, DSL) » à la société EURL G. METRAL pour une durée de deux ans, un montant minimum de 20 000 € HT et maximum de 80 000 € HT. |
| 2013/0376 | D'attribuer le marché à bons de commande concernant les travaux et la maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs à l'entreprise DEBART IRRIGATION pour un montant maximum de 85 000,00 € HT. |
| 2013/0377 | Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 ME auprès de La Banque Postale pour une durée d'un an à compter du 7 janvier 2014. |
| 2013/0378 | Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Archives Municipales, et afin de respecter la réglementation, il est nécessaire de modifier les informations figurant dans la Décision. |
| 2013/0379 | Dans le cadre de la procédure de dialogue compétitif concernant l'aménagement du barrage du lac des Garrigues, une prime de 10 000 € H.T. est attribuée aux candidats retenus ayant participé au dialogue jusqu'à la remise des offres. |
| 2013/0380 | De conclure un avenant afin d'adapter le marché selon le niveau de jeu et le projet de développement économique 2013/2014 du Montpellier Handball, et ainsi, de formaliser la prestation spécifique auprès d'opérations localement adaptées et ainsi d'augmenter le montant du contrat de prestations de service Club de Haut Niveau de l'EUSRL Montpellier Handball, pour un montant de 18 092 € HT, soit de porter le montant du contrat à 138 706 € HT. |
| 2013/0381 | La Ville de Montpellier décide de confier la mission d'AMO Médiation pour la Cité du Corps Humain à Melle Emilie Guldner concepteur-auteur de projets de médiation scientifique pour un montant total de 29 000.00 € HT |
| 2013/0382 | Attribution d'un marché à procédure adaptée: Conception et commissariat général 2014-2015 des expositions du Pavillon Populaire, pour un montant de 20 000 € d'honoraires et 17 000 € maximum de frais. |
| 2013/0383 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire de l'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat. |
| 2013/0384 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire des travaux de démolition au 168 impasse d'Arcole. |
| 2013/0385 | La Ville décide de passer un avenant à la Mission de maîtrise d'oeuvre de la construction de la salle Farré, afin d'intégrer un niveau de contraintes supplémentaires liées au réaménagement des espaces publics, pour un montant de 6 650 € HT. |
| 2013/0386 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/GUEMAR Fathia. |
| 2013/0387 | La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter l'avenant de régularisation concernant la période du 01/01/13 au 11/12/13 qui prévoyait le paiement d'une prime de 12 499.65€. |
| 2013/0388 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Emilie IBANEZ. |

| | |
|-----------|--|
| 2013/0389 | D'attribuer un marché public pour le renouvellement des 3 contrats d'assurances : <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : protection juridique des agents et des élus (Compagnie CFDP Assurances, pour une prime annuelle de 2309.71 € TTC) - Lot 2 : tous risques expositions (Compagnie Axa Art, pour une prime annuelle forfaitaire de 319.34 € HT pour les expositions permanentes et une prime annuelle de 192.05 € HT pour la mise à disposition d'œuvres) - Lot 3 : individuelle accident (Compagnie Albingia, pour une prime annuelle de 6 373.24 € TTC) |
| 2013/0390 | D'attribuer le marché de fourniture de mobilier pour la Cité des Métiers à ESPACE LR pour un montant de : Tranche ferme : 24 800,17 € HT + Tranche conditionnelle : 1 855 € HT. |
| 2013/0391 | La Ville de Montpellier décide de reconduire la convention avec l'association "Tennis Club Paillade" relative à la mise à disposition des terrains de tennis la Paillade pour une redevance, de 645 € pour l'année 2014. |
| 2013/0392 | La Ville de Montpellier décide de passer une convention avec le Montpellier Herault Sport Club relative à la mise à disposition du parking Heidelberg pour une redevance, de 1140 € pour l'année 2014. |
| 2013/0393 | La Ville de Montpellier décide de reconduire la convention avec l'association "Centre Equestre de Montpellier Grammont" relative à la mise à disposition du Centre Equestre de Grammont pour une redevance, de 3110 € au titre de l'année 2014. |
| 2013/0394 | De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Malbosc avec M. Hance, suite à une demande d'extension d'une maison d'habitation, pour un montant de 7 920 €. |
| 2013/0395 | La Ville de Montpellier décide de reconduire les conventions avec l'association ASPTT concernant la mise à disposition des tennis du complexe sportif Léon Cazal et des tennis du complexe sportif de Grammont pour une redevance, respectivement, de 3 630 € et 3 220 € au titre de l'année 2014. |
| 2013/0396 | D'attribuer le marché de prestations techniques des voeux 2014 pour la communication de la ville à la société Scenexpo pour un montant minimum de 10 000 € et maximum de 75 000 € HT. |
| 2013/0397 | D'adopter l'avenant n° 1 au marché de «Maintenance et prestations plateforme XFRAME» avec la société TELEBIG pour un montant de 2 385 € HT, portant le montant total du marché à 51 000 € HT. |
| 2013/0398 | De conclure un avenant au marché « Mission de contrôle technique pour rénovation intérieure avec traitement acoustique du Rockstore », dans le cadre de la rénovation du Rockstore et de la découverte de vestiges archéologiques, pour un montant de 2 400 € HT. |
| 2013/0399 | Pour assurer le bon fonctionnement de la régie, et le paiement des dépenses ponctuelles pour le compte des urgences des différents services de la Ville qui ne cessent de se diversifier, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'avance de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion et d'élargir les dépenses autorisées. |
| 2013/0400 | De contracter un emprunt de 1.5 millions d'euros auprès du Crédit Coopératif dans le cadre du financement des investissements prévus au Budget Primitif 2013 selon résultats de l'appel d'offres réalisé le 27/5/2013 en deux tours de table. |
| 2014/0003 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Local jardinier du Parc Petit Bois de la Colline. |

| | |
|-----------|---|
| 2014/0004 | Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée: prestation de transport d'oeuvres d'art pour l'exposition Dernières Nouvelles de l'Ether à la Panacée, pour un montant de 23 635.00 € HT. |
| 2014/0005 | De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et la Direction Départementale de la Sécurité Publique pour une durée de dix ans. |
| 2014/0006 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ José GARCIA. |
| 2014/0008 | Exercer le droit de priorité sur la cession des parcelles appartenant à l'Etat sises 359 rue de Fontcouverte cadastrées HZ 243 et 245 de 78 m ² , pour un montant de 1€, parcelles d'ores et déjà aménagées en trottoir. |
| 2014/0009 | Vu la nécessité de fonctionnement dans les établissements de la petite enfance, il convient de transformer les régies des haltes-garderies et le Jardin d'enfant en régie de recettes et d'avances, et d'intégrer les R.A.M, en simple régie d'avance. Il convient également d'uniformiser le montant de l'avance pour l'ensemble des établissements de la petite enfance. |
| 2014/0010 | Nécessité, par mesure de sécurité, de mettre en place un 2ème point de collecte pour les recettes du marché Mosson par la société Brinks titulaire du marché; demande d'autorisation de signer l'avenant n°1 augmentant de 400 € HT - soit 13, 65% - le montant annuel initial du marché pour les 5 derniers mois restants sur sa durée d'exécution totale (fin marché mai 2014). |
| 2014/0011 | Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée: location de films pour le cinéma Nestor Burma, pour un montant maximum de 55 000 € HT pour l'année 2014 aux différents distributeurs de films présents sur le marché. |
| 2014/0012 | De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Nouveau St Roch, entre la Ville, CIRMAD et la SERM en vue du projet de complexe hôtelier (lot 1) pour un montant de 1 752 367 €. |
| 2014/0013 | La Ville de Montpellier décide d'attribuer à la société IREC SAS un marché sans publicité ni mise en concurrence référencé, pour un montant de 22 455,33 € HT comprenant 7 131 € HT pour le logiciel et 15 324,33 € HT de maintenance sur la période 2014/2016. |
| 2014/0015 | Secrétariat Général - Service Courrier : Considérant que la régie a une activité limitée, et suite au contrôle de la Trésorerie Municipale, il a été préconisé de ramener le maximum de l'avance autorisée à 150 euros. |
| 2014/0016 | D'attribuer le marché concernant l'achat et la pose d'une cellule de refroidissement rapide et d'une marmite de cuisson pour la préparation des repas des restaurants scolaires : <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : entreprise SOLANREF pour un montant de 34659.60 € HT - Lot 2 : entreprise SALAGER SERRA pour un montant de 39 750 € HT |
| 2014/0017 | Vu la nécessité de porter le fonds de caisse de 20 euros à 120 euros, il convient de modifier la Décision relative aux droits de stationnement de la TAM, tout en reprenant les règles relatives à la régie. |
| 2014/0018 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Viviane GREL |
| 2014/0020 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Association Les Arceaux Figuerolles Ensemble |

| | |
|-----------|--|
| 2014/0025 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Iond POPESCU |
| 2014/0026 | D'attribuer le marché de services à bons de commande sans minimum et un montant maximum de 5 000,00 Euros H.T. pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois portant sur un lieu de dépôt pour animaux domestiques ou sauvages à l'association S.O.S NATURE |

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de tampons bois et mécaniques**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de tampons bois et mécaniques, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°3B0130), conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, en date du 10 avril 2013, la société EFTG 537 route de la Menuiserie 42 600 PRALONG a présenté l'offre économique la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société EFTG pour un montant maximum de commandes de 50 000.00 € HT pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, nature 6064, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 03/06/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 04/06/2013
Notifiée le :

**COLAS / MONTPELLIER
CONTENTIEUX
Décision d'ester en justice**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176 du 01/09/2011 ;

Considérant :

- que par courrier en date du 04 décembre 2012 madame Laurence COLAS a présenté une demande de démission pour motif légitime ;
- que par courrier en date du 08 janvier 2013, la commune a refusé de reconnaître le motif légitime de la démission et a appliqué en conséquence, un délai de carence pour l'attribution de l'indemnisation chômage ;
- que la commune a maintenu son refus le 22 avril 2013 à la suite d'un recours gracieux ;
- que madame Laurence COLAS a déposé le 28 juin 2013 un recours devant le tribunal administratif visant à l'annulation de ce refus ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire par l'intermédiaire de la SCP d'avocats Vinsonneau Palies, Noy, Gauer et Associés,
- de verser, le cas échéant, les provision d'usage à l'avocat de la Commune;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200

Montpellier, le 17/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 18/12/2013

Notifiée le :

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le choix d'une
solution de gestion des ressources humaines de la Ville
de Montpellier et du CCAS**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le code des marchés publics et notamment l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n°2012/2584/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, 1^{er} adjoint ;

Considérant :

- Ce marché est passé pour une durée de dix-huit mois pour la tranche ferme et de douze mois pour la tranche conditionnelle. Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et pour les tranches conditionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les études de la tranche concernée. Etant précisé qu'en cas de recouvrement des tranches dans le temps, le délai contractuel de l'ensemble des prestations ne sera pas réduit à moins de 18 mois.
- Que la Ville a lancé le 25 juin 2013 une procédure de marché relative à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le choix d'une solution de gestion des ressources humaines de la Ville de Montpellier et du CCAS.
- Que l'analyse des offres a permis de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée n° 3C0329 à la société ATEXO CONSEIL pour un montant total de 91900,62€ HT décomposé comme suit :
 - Tranche ferme : 45041,88 HT
 - Tranche conditionnelle : 46858,75 HT
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section investissement, chapitre 900.

Montpellier, le 18/12/2013

Pour Madame le Maire absente, l'Adjoint
suppléant

Serge FLEURENCE

Publiée le : 19/12/2013
Notifiée le :

**Convention d'occupation de salles
Palais Universitaire Sportif Veyrassi**

**Université Montpellier 1 – Ville de Montpellier
Saison sportive 2013 - 2014**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- que l'Université Montpellier 1, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville des créneaux sur le parquet et dans les salles de sports collectifs, de musculation et de judo après 18h, ainsi que sur le parquet le samedi matin, avec une remise de 50% ;
- que la Ville pourra bénéficier des mêmes conditions financières pour la réservation du parquet de la halle pour des manifestations de 5 jours pendant les week-ends (hors vacances scolaires) ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université Montpellier 1, du 16 septembre 2013 au 28 juin 2014, pour la somme de 24 428.25 € T.T.C.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, ligne de crédit 1770, nature 924, fonction 613-2.

Montpellier, le 28/11/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur le
Conseiller Spécial délégué aux Sports

Patrick VIGNAL



CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE SALLE AMÉNAGÉE À USAGE PROFESSIONNEL N° 20015- 2013-2014

Entre les soussignés :

Monsieur Philippe AUGÉ,
Président de l'Université Montpellier 1, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du mercredi 28 mars 2012,

d'une part,

et

Madame Hélène MANDROUX,
agissant en qualité de Maire de la Ville de Montpellier, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifié par délibération 2009/131 du 30 mars 2009,
Ci-après, nommé « l'utilisateur »,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET ET DURÉE

L'université Montpellier 1 s'engage à mettre à la disposition de l'utilisateur les installations et voies d'accès suivantes, qu'il devra restituer en état :

- Locaux : La salle de musculation, le parquet de la halle,
La salle de sports collectifs, la salle de judo,
- Lieu : le Palais Universitaire des Sports Languedoc-Roussillon
- Aménagement du ou des locaux (locaux aménagés à usage professionnel) :
« Le ou les présents locaux comportent des aménagements mobiliers et donnent lieu à la facturation de la TVA au taux de 19,6% en sus du prix HT.
Les aménagements sont les suivants : diverses salles de sport avec marquage au sol et panier, divers agrès »

| | |
|---------------------------------|--|
| ▪ La salle de musculation | le lundi, mercredi de 20h à 22h |
| ▪ Le parquet de la halle | Le mardi, le jeudi et le vendredi de 18h à 22h |
| | Le mardi et le jeudi de 20h à 22h |
| | Le samedi de 10h à 12h |
| ▪ La salle de judo | Le lundi, le mercredi de 18h à 20h |
| | Le vendredi de 20h à 22h |
| • La salle de sports collectifs | Le jeudi de 20h à 22h |

Le parquet de la Halle du PUSLR durant 5 jours, le week-end (hors vacances scolaires, sous réserve que la demande soit déposée au moins un mois à l'avance, et selon les disponibilités au jour de la demande (demi-tarif appliqué en fin de convention).

- La période d'utilisation est la suivante : **du Lundi 16 septembre 2013 au samedi 28 juin 2014**
- Les effectifs accueillis seront limités à : 60 personnes par salle.
- L'activité exercée sera : Musculation, badminton, judo, boxe.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de leur infrastructure, de l'ordre public, des missions de l'Université, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie de cette mise à disposition, l'utilisateur s'engage :

- à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis,
- à verser une participation financière établie avec une remise de 50% sur toutes les installations sportives.

Il a été convenu que la hausse des tarifs soit exceptionnellement répercutée sur 3 ans. Le coût total pour l'année 2013-2014 sera de :

24 428,25 € TTC (Vingt-quatre mille quatre cent vingt-huit euros vingt-cinq cts),

tarif approuvé par le conseil d'administration de l'Université Montpellier 1, dans sa séance du **mardi 15 janvier 2013** correspondant notamment :

1. aux charges de fonctionnement,
2. au gardiennage **pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,**
3. au nettoyage **pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,**
4. à l'équipement de la salle

Cette contribution forfaitaire sera due intégralement dès la signature de la présente convention et pourra être payée par chèque bancaire établi au nom de l'Agent Comptable de l'UM1 ou par virement bancaire (demander RIB de l'agent comptable de l'UM1).

La présente convention donne lieu à la facturation de la TVA au taux de 19,6% en sus du prix indiqué en HT en vertu des articles 256 B et suivants du Code Général des Impôts C.G.I.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'utilisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition ; cette police portant le n° 094944H a été souscrite du..... auauprès de SMACI.
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le directeur de l'UFR ou son représentant et en acceptant l'utilisation en l'état,
- avoir procédé avec le directeur de l'UFR ou son représentant à une visite des locaux utilisés et des voies d'accès à emprunter,

- avoir constaté avec le directeur de l'UFR ou son représentant l'emplacement du dispositif d'alarme, des extincteurs et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, l'utilisateur s'engage :

- à faire respecter l'interdiction réglementaire de fumer dans les locaux,
- à observer le règlement intérieur,
- à observer la capacité d'accueil autorisée,
- à respecter les créneaux horaires autorisés,
- à informer l'Université de toute modification des installations que l'utilisateur souhaiterait apporter.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour la période mentionnée à l'article 1 ; elle prend fin automatiquement à l'expiration de cette période ; elle peut toutefois être dénoncée :

Par l'utilisateur :

- pour cas de force majeure, dûment justifié et signifié au Président de l'UM1 par lettre recommandée, un mois avant le début de la période d'utilisation,
- **au delà de cette date, l'Université Montpellier 1 appliquera des frais d'annulation d'un maximum de 25 % de la somme due au titre des actes de gestion et de dédommagements.**

Par le Président de l'Université Montpellier 1 :

- à tout moment, pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ou à l'ordre public ou si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

Fait en trois exemplaires à Montpellier, le

Pour le Président de l'Université Montpellier 1
et par délégation,
Le Vice-président du Conseil d'Administration

Pour Madame le Maire
de la ville de Montpellier
Le Conseiller Municipal spécial Sports

Jean MARTINEZ

Patrick VIGNAL

Le Directeur de l'UFR STAPS

Didier DELIGNIERES

PEGASE
**Convention de location de fibres optiques entre la Ville
de Montpellier
et la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n° 2013/2034, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses sites, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire d'environ 35 000 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée deux ans
- redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit environ 84000 €.

Décide en conséquence :

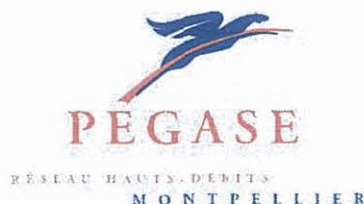
- D'approuver la convention à passer entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette de la redevance liée à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06/12/2013
Notifiée le :





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER**

Entre les soussignés :

- **La Ville de Montpellier, représentée par Madame le Maire**, agissant en vertu d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

La Communauté d'agglomération de Montpellier, dont le siège se trouve 50 place Zeus, représentée par Monsieur , dûment habilité à cet effet, en exécution d'une délibération du Conseil d'agglomération du

ci-après dénommée "**le client**"

d'autre part,

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 - DEFINITIONS..... | 4 |
| ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION..... | 4 |
| ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS | 5 |
| ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES..... | 5 |
| ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES | 5 |
| ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES..... | 5 |
| 5.4.1 MISE A DISPOSITION | 6 |
| 5.4.2 RECEPTION..... | 6 |
| 5.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION..... | 6 |
| ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES..... | 7 |
| ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS | 9 |
| ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES | 10 |
| ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES | 10 |
| ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE | 11 |
| ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION | 11 |
| ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION | 11 |
| ARTICLE 13 - RESILIATION..... | 11 |
| ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES..... | 12 |

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUI

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques, dépendances du domaine public, qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers.

Au titre d'un certain nombre de conventions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficie des liaisons optiques mises à disposition par la Ville de Montpellier pour les besoins de développement de ses réseaux et dont une liste figure en annexe 1 des présentes.

Les parties souhaitent définir un cadre contractuel applicable aux liaisons existantes ainsi qu'aux futures liaisons que la Ville pourrait mettre à disposition de le client.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de Le client.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par le client les conditions définies à l'article 6.4.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de le client les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de le client des fibres optiques déployées sur son domaine public afin de permettre au client de délivrer ses propres services.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les Parties conviennent que la relation contractuelle entre la Ville et le client est régie par la présente convention et ses annexes 1 et 2 (et le cas échéant ses avenants),

Pour bénéficier d'une ou plusieurs liaisons autres que celles figurant en annexe 1 de la présente convention, les parties signeront une nouvelle annexe 1 qui comprendra la ou les nouvelles liaisons mises à disposition de le client par la Ville. Cette nouvelle annexe vaudra avenant à la présente convention.

La présente convention remplace, à compter de sa date d'entrée en vigueur, les conventions précédemment conclues entre la Ville et le client pour les liaisons en fibre optique mises à disposition de le client.

ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES

Les liaisons optiques de la Ville mises à disposition de le client sont décrites dans l'annexe 1.

La longueur totale des ces liaisons optiques sert de base au calcul de la redevance.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2.

En cas de demande complémentaire de la part de le client, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

Le client est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison défini par la Ville.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant au client la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

5.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira au client toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Le client doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

5.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

Le client prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Le client se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

5.3 : FRAIS A LA CHARGE DE LE CLIENT

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par le client sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

5.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition du client aux points de livraison et à la date de mise à disposition définies en annexe n°1.

5.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les futures liaisons optiques au client sous deux (2) mois après la date de signature par les deux parties de la nouvelle annexe 1 comprenant les informations relatives à cette (ces) future(s) liaison(s) et valant avenant à la convention.

5.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville.

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

Les conséquences financières de ce report de mise à disposition pour des réserves majeures seront réglées par l'article 5.4.3 suivant.

5.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, le client peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 8.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 5.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par le client dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, Le client pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

6.1 : EXPLOITATION

Le client sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 9 ci-après.

6.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

Le client s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront mis sa disposition en application de la présente convention.

Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, la ville procède sans délai à la remise en état des lieux, le montant de cette remise en état sera à la charge de le client.

Le client devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre au client d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement le client par l'envoi d'un email au chef de projet de le client ainsi qu'au Centre de supervision de le client quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si le client constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville dans les meilleurs délais.

6.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de le client devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, le client n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, le client pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention :

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées au client après la mise à disposition des fibres optiques,
- les services techniques de la Ville.

6.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de Le client.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, le client appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

Le client devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

Le client confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations au client sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. Le client donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargés de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville au client indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville et du prestataire de la maintenance sont indiquées dans l'annexe 1

Les demandes d'intervention de le client seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû au client. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

6.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour le client dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.,
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures,

- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 6.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an ;
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures.

6.3.3 Crédit de redevance :

Le client bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 8.2 ci-après. Les crédits de redevance ne sont pas cumulables.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour le client renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.2 ci-après, le client se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS

Le client devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir sans possibilité d'indemnisation les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser le client par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de le client entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par Le client.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, le client pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

8.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé en annexe 1; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

8.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC

8.2.1 Montant de la redevance

Pour l'occupation des câbles de fibre optique de la Ville le client versera à cette dernière , et par virement bancaire, une redevance annuelle d'occupation du domaine public

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2,4 € nets /mètre et par paire de fibres optiques (deux euros quarante cent nets toutes charges comprises par mètre et par paire de fibres optiques) base juin 2012.

Le montant de cette redevance est fixée en annexe n°1

Il est calculé comme suit :

$$R = 2,4 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

8.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ", qui sera adressé à :

La Communauté d'agglomération de Montpellier
50 place Zeus
34045 Montpellier cedex 1

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 5.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

8.2.3 Variation de la redevance

- L'indemnité ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction (ICC). La variation s'appréciera au 1^{er} janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui du 2^{ème} trimestre 2012, valeur 1666, et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au 1^{er} janvier de l'année de facturation.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le client est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison, à l'exclusion des dommages indirects et immatériels tels que définis par la jurisprudence française, , et dans la limite d'un plafond égal, tous dommages confondus, à la redevance annuelle d'occupation due par la Ville au client.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

Le client fera son affaire des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, conséquence de son occupation, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de chaque partie pourra être engagée en cas de préjudices causés à son cocontractant du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE

Le client a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 11 - CESSION DE LA CONVENTION

Le client ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

Toutefois, le client peut céder les droit et obligations de la présente convention cadre à une société Affiliée. Cette dernière désigne toute personne morale qui directement ou indirectement contrôle le client ou est contrôlée directement ou indirectement par la même entité que celle qui contrôle le client ou est contrôlée par le client. La notion de contrôle s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce.

ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

Elle est conclue pour une durée de deux ans à compter du 1 janvier 2013 sauf dénonciation adressée par le client ou par la Ville à son cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la présente convention.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Cette évolution ne pourra dépasser 15% du prix unitaire par période initiale. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans au client. A défaut d'accord des parties, la Ville et le client mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs

tirés du non-respect par le client de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer le client par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

13.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

13.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par le client

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par le client de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

13.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.1, le client aura droit au remboursement de la redevance payée au titre de la présente convention, prorata temporis de la durée restant à courir entre la date de prise en compte de la résiliation et la fin de l'année couverte par la redevance précitée.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.2, le client abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée au client par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de le client, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 13.1.2 ci-avant et adressée au client pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

13.1.5 Dépose des équipements de Le client

Le client est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de résiliation. 3 mois

13.2 : A L'INITIATIVE DE LE CLIENT

13.2.1 Sans faute de la Ville

Le client peut résilier de plein droit et à tout moment tout ou partie de la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Si la demande de résiliation intervient après le 30 juin de chaque année, Le client abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.2.2 En cas d'inexécution

Le client peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre Le client du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition et conditions tarifaires
- Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour la Communauté d'Agglomération de
Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint Délégué

Michaël DELAFOSSE



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION
CONDITIONS TARIFAIRES**

1 – BASE DE CALCUL DU MONTANT DE LA REDEVANCE

| Liaison Client | Référence | Linéaire | Prix unitaire 2012 | FAS € | Total base 2012 | Observation |
|---|-----------|--------------|-----------------------|-------|-----------------|-------------|
| Médiathèque Jean Jacques Rousseau, Médiathèque Shaespeare | | 5000 | 2,4 | | | |
| Médiathèque Shaespeare, Médiathèque Hugo | | 5500 | 2,4 | | | |
| Médiathèque Lorca, Médiathèque Hugo | | 4300 | 2,4 | | | |
| Médiathèque Lorca, hôtel d'agglomération | | 3500 | 2,4 | | | |
| Médiathèque Fellini, hôtel d'agglomération | | 700 | 2,4 | | | |
| Médiathèque Centrale, hôtel d'agglomération | | 500 | 2,4 | | | |
| Montcalm, hôtel d'agglomération | | 2500 | 2,4 | | | |
| Planétarium, hôtel d'agglomération | | 3500 | 2,4 | | | |
| Cap Oméga, Planétarium | | 5000 | 2,4 | | | |
| Complexe Funéraire, Planétarium | | 4500 | 2,4 | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Total | | 35000 | | | 84 000 | |

2 DESCRIPTION LIAISONS

Coordonnées Ville prestataire de maintenance :

Ville : n° de téléphone : 04 67 34 70 74, 04 67 34 71 18, Direction des Systèmes d'Information

Prestataire de maintenance :

| Grille de contact Hotline | | | Contacts régionaux |
|---|--|---|--|
| | Du lundi au vendredi de 8h à 20h | Du lundi au vendredi de 20h à 8h Week-end + Jours fériés | |
| Niveau 1 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires | Hotline CIRCET 03 29 64 43 87 hotline@circet.fr | Astreinte CIRCET 06 25 89 20 17 astreinte@circet.fr | Cedric IDIR responsable techniciens Montpellier 06 12 90 13 25 cedric.idir@circet.fr |
| Niveau 2 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires | Mario De Lima 06 18 29 12 54 mario.delima@circet.fr | Mario De Lima 06 18 29 12 54 mario.delima@circet.fr | Laurent GALAUD responsable d'affaire Montpellier 06 10 91 79 67 laurent.galaud@circet.fr |
| Niveau 3 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires | Didier Mura 06 03 36 25 59 dider.mura@circet.fr | Didier Mura 06 03 36 25 59 dider.mura@circet.fr | Christophe.peauger responsable d'agence Montpellier 06 10 91 79 72 Christophe.peauger@circet.fr |

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0354

PEGASE
Convention de mise à disposition de fibres optiques par
la Ville de Montpellier à SFR
Liaison POP SFR-POP COGENT - L05672

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/2034, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 1500 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 656 €
 - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 3000 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06/12/2013
Notifiée le :





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON POP SFR-POP COGENT
L05672**

Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER
sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Société Française du Radiotéléphone - SFR, une société anonyme au capital social de
3 423 265 598,40 € dont le siège social est situé 42 avenue de Friedland 75008 Paris,
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 343 059
564, représentée par son directeur en exercice ou par une personne dûment habilitée aux
fins des présentes

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT | 4 |
| ARTICLE 1 - DEFINITIONS | 4 |
| ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION | 4 |
| ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES | 5 |
| ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES..... | 5 |
| ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION | 5 |
| ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES | 5 |
| 6.4.1 MISE A DISPOSITION | 6 |
| 6.4.2 RECEPTION..... | 6 |
| ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES..... | 6 |
| ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS..... | 9 |
| ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES..... | 9 |
| ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES..... | 10 |
| ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE | 11 |
| ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION..... | 11 |
| ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION | 11 |
| ARTICLE 14 - RESILIATION..... | 11 |
| ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES..... | 12 |

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIV

Conformément au code des postes et télécommunications, la société SFR, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques réalisées par cette dernière sur son territoire.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre les points de présence de l'opérateur.

La longueur de la liaison représente un linéaire, d'environ 1500 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de SFR.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procèderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17

Mel : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

9.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé 656 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION

9.2.1 Montant de la redevance

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable “

Contrat n°L05672 (LFO47928_002U) qui sera adressé à :

SFR

TSA 92201

59782 Lille Cedex 9

Affaire suivie par Monsieur HENNI Abbas

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o \left(0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO} \right)$$
 dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **P_o** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1^{er} janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à

l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

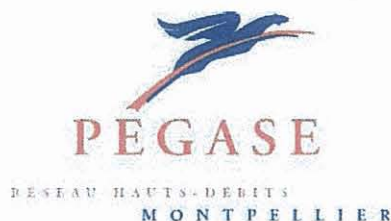
Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON POP SFR-POP COGENT
L05672**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION

1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 1 500 m.

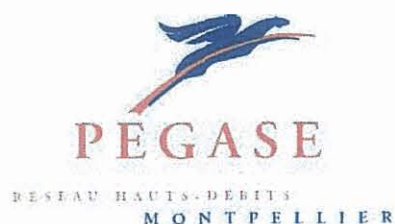
2° Points de livraison des liaisons :

Point de livraison n°1 : chambre K2C POP COGENT
Point de livraison n°2 : chambre K2C POP SFR

| Liaison | linéaire en ml |
|--------------------|----------------|
| POP COGENT-POP SFR | 1 500 |

3° Date de mise à disposition des liaisons :

Entre 8 semaines et 12 semaines à compter de la signature de la convention.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON POP SFR-POP COGENT
L05672**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE

DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

| <i>Paramètre</i> | <i>Valeur</i> |
|---|--|
| Diamètre de mode à 1310 nm | $9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$ |
| Diamètre de gaine optique | $125 \pm 1 \mu\text{m}$ |
| Excentration cœur / gaine | $\leq 0,8 \mu\text{m}$ |
| Non circularité du diamètre de mode | $\leq 6 \%$ |
| Non circularité de la gaine optique | $\leq 1 \%$ |
| Longueur d'onde de coupure en câble | $\leq 1250 \text{ nm}$ |
| Dispersion chromatique à 1550nm | $\leq 18 \text{ ps/nm.km}$ |
| Atténuation maximale à 1550nm (hors câble) | $\leq 0,25 \text{ dB/km}$ |
| Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm | Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB |
| Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble) | $\leq 0,05 \text{ dB/km}$ |
| PMD | $\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$ |
| Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm | $\leq 0,1 \text{ dB}$ |
| Test en tension (100 % des fibres testées) | Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent |

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON POP SFR-POP COGENT
L05672**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE

CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

| |
|--|
| ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM. |
|--|

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles. Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure). L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

| |
|---|
| <p>LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.</p> |
|---|

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

| |
|--|
| <p>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUTE.</p> |
|--|

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectorisées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

| | Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm | Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm | Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm |
|------------------------------|--|--|---|
| Épissures | X | X | X |
| Connecteurs | X | X | X |
| Réflexions | X | | |
| Atténuation linéique | X | | |
| Atténuation photométrique | X | X | |

Pour les fibres non connectorisées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

| Connecteur | SC | FC, ST | EC | VFO |
|-------------|--------|--------|--------|------|
| Atténuation | 0,5 dB | 0,6 dB | 0,8 dB | 1 dB |

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

| Connecteur | SC/APC | FC, ST, SC/PC | EC | VFO |
|-------------------|---------|---------------|---------|---------|
| Taux de réflexion | - 50 dB | - 30 dB | - 45 dB | - 30 dB |

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES
 FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

| Connecteur | SC | FC, ST | EC | VFO |
|---------------|--------|--------|--------|------|
| α_{cn} | 0,5 dB | 0,6 dB | 0,8 dB | 1 dB |

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 – Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{FO} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

| Connect. d'extrémité | SC | FC, ST | EC | VFO |
|----------------------|---------|---------|---------|---------|
| α_{rf} | 0,25 dB | 0,30 dB | 0,45 dB | 0,55 dB |

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), $\alpha_{rf} = 0$.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
- Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
- Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
- Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
- Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.

PEGASE
Convention d'accès au nœud de raccordement Eureka
Ville de Montpellier – HERAULT NETWORKS

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
 - Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/2034, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Eureka avec une infrastructure de télécommunication très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irrigue tous les bâtiments du parc Eureka. Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Eureka des services très haut débit sur les liens tout optique.
- Que pour les besoins de ces clients sur le parc Eureka, l'opérateur HERAULT NETWORKS a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques de son réseau Pégase.
- Qu'après négociation, HERAULT NETWORKS a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - Frais d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique : 1 000 € HT/baie/an
 - Utilisation de connectivité optique, prise optique, 75 € HT/prise/mois
 - Frais d'accès au service de la prise optique 100 € HT/prise, frais de couverture supplémentaire sur proposition de la Ville
 - Durée dix ans

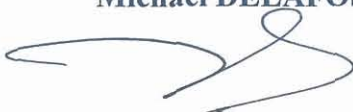
Décide en conséquence :

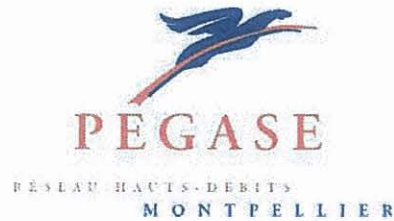
- D'approuver la convention à passer entre HERAULT NETWORKS et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06/12/2013
Notifiée le :





**CONVENTION D'ACCES A LA BOUCLE LOCALE
OPTIQUE DE LA VILLE DE MONTPELLIER DANS LA
ZONE D'INFLUENCE DU NŒUD DE RACCORDEMENT
OPTIQUE EUREKA
VILLE – HERAULT NETWORKS**

Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Aurélien LETOURNEUR, agissant en qualité de président de la SAS HERAULT NETWORKS, sise 229 rue Alphonse Beau de Rochas 34500 BEZIERS ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT | 4 |
| ARTICLE 1 - DEFINITIONS | 4 |
| ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION | 4 |
| ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS FOURNIES | 5 |
| ARTICLE 4 - DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION | 5 |
| ARTICLE 5 - TRAVAUX D'INSTALLATION..... | 5 |
| ARTICLE 6 – ACCES | 5 |
| ARTICLE 7 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES..... | 6 |
| ARTICLE 8 - SOUS-CONCESSION..... | 6 |
| ARTICLE 9 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES | 6 |
| ARTICLE 10 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES | 7 |
| ARTICLE 11 - MODIFICATION DES LIAISONS..... | 9 |
| ARTICLE12 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES | 9 |
| ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES | 10 |
| ARTICLE 14 - CONTROLE DE LA VILLE..... | 11 |
| ARTICLE 15 - CESSIION DE LA CONVENTION | 11 |
| ARTICLE 16 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION..... | 11 |
| ARTICLE 17 - RESILIATION | 11 |
| ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES | 12 |
| PROCEDURE D'ACCES ET DE SORTIE DU NRO | 18 |

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIV

Préambule

La Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Euréka avec une infrastructure de télécommunication très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irrigue tous les bâtiments du parc Euréka.

Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique déployés par la Ville.

La présente convention s'adresse aux exploitants de réseaux ouverts au public, déclarés auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ci-après désignés "opérateurs".

La convention décrit les conditions techniques et financières pour la mise à disposition de la boucle locale optique du parc Euréka et d'un espace d'hébergement dans le nœud de raccordement « NRO Euréka ».

Pour proposer ses services sur fibre optique, Complétel a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques sur le parc technologique Euréka.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- **Fibres optiques** : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- **Liaisons** : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- **Mise à disposition** : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- **Point(s) de livraison** : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- **Dysfonctionnement** : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- **Rétablissement** : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur la boucle locale optique entre le NRO Euréka et les bâtiments situés dans le parc Eureka (défini en annexe2). Tout d'autre demande fera l'objet d'une proposition spécifique.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties

s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS FOURNIES

La mise à disposition de services de la boucle locale optique Euréka à l'opérateur fait l'objet des prestations décrites ci-après.

1- Service de connectivité optique

Il s'agit de la fourniture de liaison(s) optique(s) depuis l'emplacement mis à disposition de l'opérateur dans le NRO jusqu'au point de terminaison du client de l'opérateur situé dans la zone d'influence du NRO.

2 - Service d'hébergement

Ce service est indissociable de l'offre de connectivité optique, un opérateur ne peut bénéficier de ce service sans mise à disposition de connectivité(s) optique sur le parc.

L'hébergement correspond à la mise à disposition d'un emplacement dans le NRO. Celui-ci est composé d'une baie raccordée sur la boucle locale optique du parc Euréka et d'une liaison optique du réseau haut débit municipal Pégase. Celle-ci est composée d'une fibre optique jusqu'au point de raccordement entre Pégase et le point de présence de l'opérateur, sans coût supplémentaire si le point de présence de l'opérateur est déjà sur Pégase, sinon les travaux de raccordement sont à la charge de l'opérateur.

L'offre d'hébergement dans le NRO Euréka correspond à la mise à disposition :

- d'une baie 600 x 600, selon le plan d'occupation joint en annexe1, alimentée en 220 VAC,
- d'un accès permanent 24h/24 dans le local d'hébergement.

ARTICLE 4 - DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION

Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions de l'article L145-1 et suivants du code de commerce, et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour la société.

ARTICLE 5 - TRAVAUX D'INSTALLATION

L'opérateur devra procéder à l'installation de ses équipements techniques, en respectant strictement les normes en vigueur et les règles de l'art. L'exécution de ces travaux sera à sa charge exclusive. Il lui appartient de maintenir ses propres équipements en état de fonctionnement à partir de l'énergie électrique fourni par la Ville.

ARTICLE 6 – ACCES

Après signature de la présente la Ville donnera à l'opérateur la procédure d'accès aux NRO Euréka afin qu'ils puissent entretenir ses équipements.

La Ville pourra refuser l'accès à toute personne qui ne produit pas le justificatifs d'identification appropriés démontrant qu'elle est un contractant désigné. En tout état de cause, la Ville pourra refuser l'accès à son NRO à toute personne dont le comportement est raisonnablement considéré par le représentant de la Ville comme susceptible de perturber l'exploitation du NRO.

L'opérateur sera responsable à l'égard de la Ville des contractants désignés qui entrent dans le NRO et devra s'assurer que ces personnes respectent la procédure d'accès.

La Ville pourra périodiquement modifier les droits d'accès définis dans les présentes conditions d'accès en raison de travaux, pour des raisons de sécurité ou à des fins de gestion, à condition que ces modifications ne diminuent pas de manière substantielle les droits de l'opérateur liés à l'utilisation de l'espace qui lui sont concédés par les présentes conditions.

Le client n'autorisera, ne permettra et ne fera rien dans le NRO qui puisse endommager les appareils et équipements de la Ville ou des autres opérateurs. Il devra s'assurer qu'il n'empêche, ne perturbe, n'interfère ou n'interrompt, à aucun moment, au plan électrique ou physique, l'exploitation des équipements de communication de la Ville ou de tout autres opérateurs. Il s'engage à réparer immédiatement toute défaillance de son équipement qui cause ou pourrait causer ladite interférence. Nonobstant ce qui précède, lorsque l'opérateur n'intervient pas ou retarde son intervention ou la réparation de l'interférence, la Ville pourra (mais elle n'y sera pas obligée) prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher ou remédier à cette interférence et l'opérateur s'engage à rembourser la Ville des frais raisonnablement engagés à cet effet.

ARTICLE 7 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

La Ville est propriétaire de l'ensemble des fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 8 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

9.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

9.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le

cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

9.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

9.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison sous un délai d'un mois selon les conditions définies ci-après :

- demande formalisée de l'opérateur à la Ville pour la mise à disposition d'une connectivité optique (nom du client, adresse,...)
- visite technique préalable du point de livraison du client
- accord de la ville sur la faisabilité technique
- accord du propriétaire pour l'utilisation des installations de télécommunication à l'intérieur du domaine privé.

ARTICLE 10 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

10.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

10.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

10.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur les points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

10.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

Courriel : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

10.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 10.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

ARTICLE 11 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 17 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Les tarifs sont établis à partir d'une délibération du Conseil municipal dans sa séance du 22 décembre 2008 « tarification des services du nœud de raccordement Euréka » et repris dans le tableau ci-dessous.

| | |
|--|---------------------------------|
| Service d'hébergement | 1 000 €HT/an/baie |
| Service de connectivité optique | 75€HT/mois/point de terminaison |
| Frais de mise en service connectivité optique | 100 €HT/point de terminaison |
| Liaison optique terminale entre la colonne montante et le client si celle-ci exède 15 mètres | Sur proposition de la ville |

Le montant annuel de la redevance étant fonction du nombre de point de terminaison alloué à l'opérateur par mois, il est convenu que le calcul annuel de la redevance serait obtenu en multipliant le nombre de point de terminaison au prorata temporis par le prix de service de connectivité optique. Un tableau synthétisant le nombre de point de terminaison et les dates de mise en service est annexé à la convention. Celui-ci est mis à jour par les services de la Ville et transmis à l'opérateur à chaque modification.

Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "NRO_herault_Networks" qui sera adressé à :

HREULT NETWORKS
229 Rue Alphonse Beau de Rochas
34500 BEZIERS

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition et selon le nombre de prises optiques mise à disposition de l'opérateur telle que définie dans l'annexe 3, annexe mise à jour mensuellement.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Variation des redevances

Les tarifs ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

P = Po TP01/T0P01 dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **Po** le prix de référence (valeur décembre 2008);
- **TP01** est la dernière valeur considérée de l'indice « prix du génie civil index général tous travaux »,
- **T0P01** est la valeur du même indice du mois d'octobre 2008 soit 627,9.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 14 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 15 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

ARTICLE 16 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'annexe 3 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 17 - RESILIATION

17.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

A ce titre la Ville se réserve le droit de vérifier auprès de l'opérateur que toutes les connectivités optiques mises à disposition délivrent bien un service de télécommunication aux clients du parc Euréka. Dans le cas contraire la Ville pourra procéder à la résiliation de la connectivité optique.

17.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

17.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

17.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

17.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée, ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

17.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire, à défaut les équipements deviennent la propriété de la Ville.

17.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

17.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

17.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : plan local NRO

Annexe n°2 : plan parc Eureka et zone d'influence du NRO

Annexe n°3 : Tableau raccordement bâtiment de l'opérateur

Annexe n°4 : Règlement intérieur NRO

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

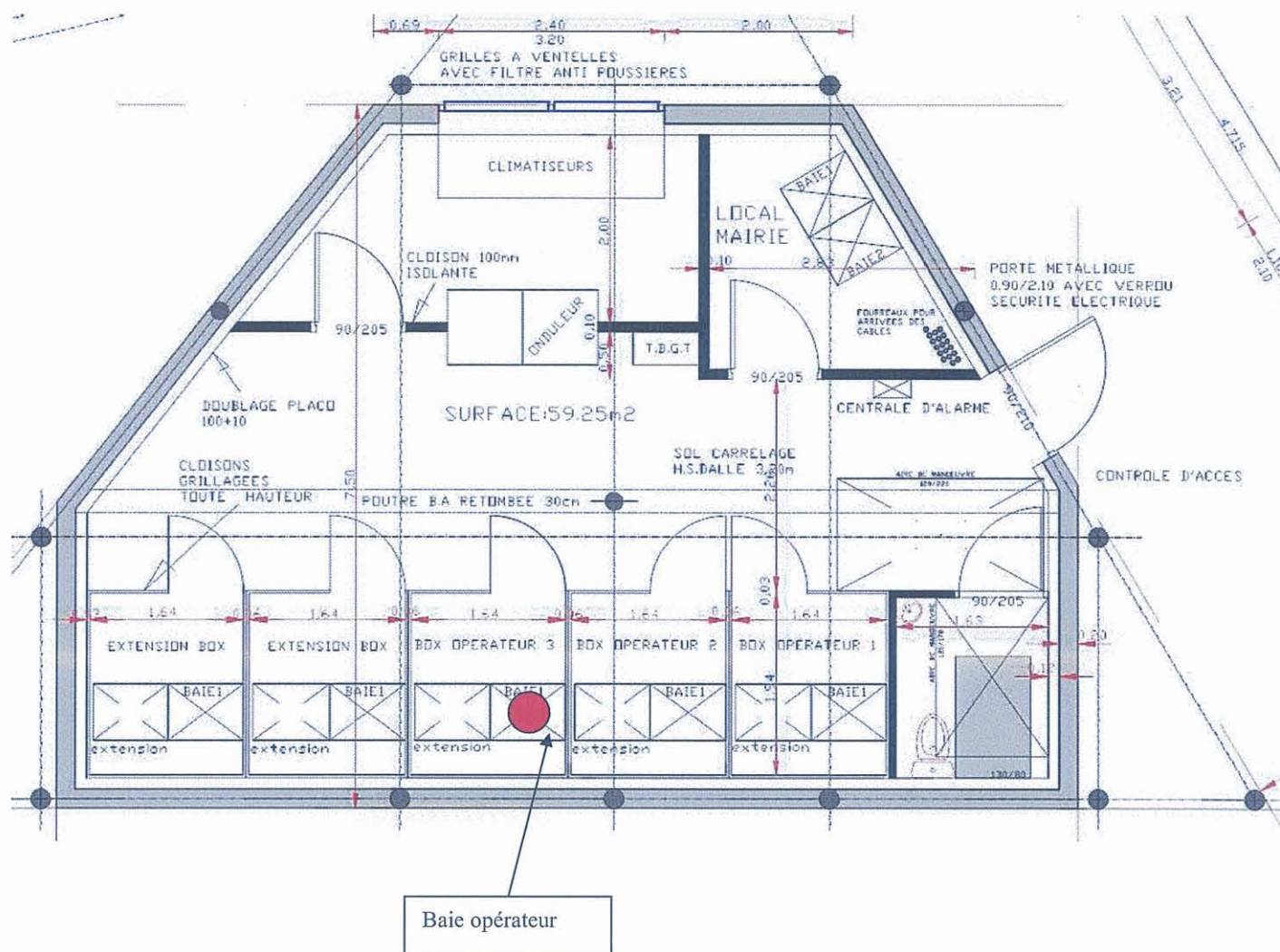
Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur

ANNEXE 1

Plan Nœud de raccordement optique

Emplacement baie opérateur



ANNEXE 2

Plan Parc Euréka



ANNEXE 3

TABLEAU RECAPITULATIF DES CONNECTIVITES ACTIVES DE L'OPERATEUR

Ce tableau servant de base au calcul de la redevance sera mis à jour
mensuellement par le service Réseaux et Télécom de la Ville.

| Nom entreprise | adresse | Nombre prises optique | Date mise en service | observation |
|---------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------|
| Herault Networks | Parc millénaire Bâtiment 3 | 1 | 01/01/2014 | FAS : 750 € |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

ANNEXE 4

Règlement intérieur NRO Euréka

Hygiène et Sécurité

La Ville met en place les règles suivantes afin de respecter la législation locale et nationale, les principes généraux applicables en matière de travaux d'installation, de conditions de travail, de sécurité et de lutte contre l'incendie. Chaque personne pénétrant à l'intérieur du NRO Euréka devra respecter ce règlement intérieur.

SEULS LES CLIENTS AUTORISES ET LES EMPLOYES sont admis dans le NRO. Chaque visiteur doit avoir une carte d'accès individuelle. Vous devrez vous identifier auprès du personnel télécom de la Ville dès que la demande vous en est faite. Vous ne pourrez pénétrer dans le NRO qu'après avoir lu ces instructions d'hygiène. L'accès aux autres baies est interdit.

INFORMER SI POSSIBLE LE PERSONNEL DE MAINTENANCE DES BIENS QUE VOUS AMENEZ ET SORTEZ DU BATIMENT.

ANNONCER SI POSSIBLE VOTRE ARRIVEE 24 HEURES A L'AVANCE.

Chaque intervenant doit badger en entrant dans le NRO, désactiver l'alarme intrusion. Chaque intervenant doit activer l'alarme intrusion en sortant du bâtiment.

EVITER LES SITUATIONS DANGEREUSES. Ne pas utiliser d'équipement qui pourrait représenter un danger pour l'hygiène. En cas de doute, veuillez consulter le Responsable des Installations.

FERMER LES PORTES. Les portes intérieures doivent rester fermées à tout moment. La porte extérieure doit demeurer fermée et verrouillée pour des raisons de sécurité.

EVACUATION IMMEDIATE LORSQUE L'ALARME SONNE.

IL EST INTERDIT DE PRENDRE DES PHOTOGRAPHIES SOUS QUELQUE FORME QU'ELLE SOIT SANS AUTORISATION ECRITE DE LA VILLE.

CONSERVER LA PROPRETE DES LOCAUX, NE PAS FUMER.. NE PAS APPORTER DE NOURRITURE.

TOUTE ACTIVITE ENTRAINANT LA CREATION DE PARTICULES DE POUSSIERE EST INTERDITE.

LAISSER LES EMBALLAGES DU MATERIEL A L'EXTERIEUR DU NRO. Les emballages du Matériel devront être enlevés des locaux.

LE STOCKAGE DU MATERIEL EST INTERDIT

SIGNALER TOUTE IRREGULARITE ET ALARME au service télécom de la Ville.

Procédure d'accès et de sortie du NRO

Badger à l'entrée de la porte pour ouvrir celle-ci

Refermer le porte d'entrée.

Désactiver l'alarme en utilisant le badge qui vous a été remis.

En fin d'intervention, éteindre les lumières, activer l'alarme

Fermer la porte.

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0356

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ BOUTOT Magali
Recours pour excès de pouvoir contre le rejet de la
demande de déclaration préalable n° DP 34172
1300564

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 08/08/2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable déposée par Mme BOUTOT Magali, visant à demander l'abatage d'un micocoulier 2 - 4 rue Baumes ;
- Que Mme BOUTOT Magali a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18/10/2013 sous le n°1305105-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/12/2013
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie de recettes Archives
Municipales
Création d'un fonds de caisse - Modification des
recettes autorisées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision du 30 janvier 1983 instituant une régie de recettes auprès des Archives Municipales,
- Vu les décisions du 11 avril 2006 et du 17 mars 2009 modifiant la régie de recettes des Archives Municipales,
- Vu la Décision 137 du 09/04/2010, permettant l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds,
- Vu la Décision 226 du 28/05/2013 relative à la modification des modes de recouvrement,
- Vu la Décision 0397 du 14/09/2011, élargissant les recettes encaissées,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 27/11/2013,

Considérant : que pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes « Archives Municipales », il est nécessaire d'apporter des modifications à l'acte initial, en créant un fonds de caisse, en reprenant les encaissements autorisés, et les règles relatives à cette régie.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes « Archives » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Médiathèque Emile Zola, 287, rue Poséidon, 34000 Montpellier.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Les droits de reproduction et d'enregistrement de documents sur différents supports : papier, cédérom, courriel,
- Le remboursement par les usagers des frais de duplication de documents réalisés par un prestataire extérieur (duplication de microfilms),
- La vente des publications des Archives Municipales,
- Les frais d'authentification de copie conforme de document,
- La vente de plans et documents divers issus du SIG.

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrements suivants au chapitre 923 :

- Chèques
- Numéraires

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'un reçu ou d'une quittance.

Article 5 : Un fonds de caisse d'un montant de 10 euros est mis à disposition du régisseur.

Article 6 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le régisseur et les mandataires doivent prendre connaissance des conditions fixées dans l'acte de nomination.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse autorisée à conserver par le régisseur est fixé à 400 euros.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le montant maximum, fixé à l'article 7, et au minimum, une fois par mois.

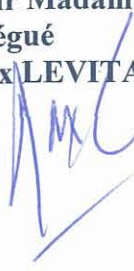
Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Le régisseur, n'est pas assujéti au cautionnement.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'MLC' or similar, written over the printed name 'Max LEVITA'.

Publiée le : 06/12/2013
Notifiée le :

**ETUDE DE REQUALIFICATION URBAINE DE LA
CITE PAUL VALERY (CROIX D'ARGENT)
REPORT DE L'ETUDE
Avenant au marché n° 2C0003**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégations de fonctions à **Monsieur Michael DELAFOSSE**, adjoint délégué à l'urbanisme,

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder au report de l'étude de recomposition urbaine de la Cité Paul Valéry pour une durée approximative de 6 mois afin de consacrer à ce secteur de ville une dimension plus ambitieuse en matière de concertation publique,
- qu'il est envisagé durant cette période de lancer un marché complémentaire dans le but de retenir un bureau d'étude ayant pour mission l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la participation du public. Ce dernier sera amené à travailler en étroite collaboration avec le groupement d'études initialement retenu, à savoir l'« Atelier Ville et Paysages » associé au consultant en Sociologie Monsieur Marc PONS.

Décide en conséquence :

- d'accepter l'avenant au marché n° 2C0003 suspendant cette étude pour une période de 6 mois environ,
- de dire que les clauses et conditions du marché initial n°2C0003 demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant,
- de dire que la dépense relative au futur marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la participation du public sera imputée sur le budget 2014 de la Ville.

Montpellier, le 11/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12/12/2013
Notifiée le :



AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : GROUPEMENT « ATELIER VILLE ET PAYSAGE / M. MARC PONS »

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Etude de requalification urbaine de la Cité Paul Valéry (Quartier Croix d'Argent)

N° du marché : 2C0003

Notifié le : 20 août 2013

Montant initial du marché : 41.290 € HT / 49.382 € TTC

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet le report de l'étude de recomposition urbaine de la Cité Paul Valéry, marché n°2C0003 notifié en date du 20 août 2013 au groupement d'étude « Atelier Ville et Paysages » et Monsieur Marc PONS, consultant en Sociologie.

En effet, les premiers éléments de cette étude ont permis de révéler les nombreuses attentes des habitants de ce quartier et des secteurs alentours en matière de re compositions et de réorganisation des espaces ouverts au public.

Dans ce contexte, et afin de permettre au plus grand nombre de s'exprimer sur le projet de requalification urbaine envisagé par la Ville de Montpellier, il convient de consacrer à ce secteur d'étude une dimension plus ambitieuse en matière de concertation publique.

ARTICLE 2

Il est par conséquent convenu de suspendre le marché en cours pour une période approximative de 6 mois durant laquelle il sera lancé un second marché dont l'objectif est de retenir un bureau d'étude qui aura pour mission l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la participation du public.

Ce bureau d'étude sera amené à travailler en étroite collaboration avec le groupement d'études initialement retenu.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du marché initial n°2C0003 demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A, le

Le candidat mandataire,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

Atelier Villes et Paysages

Michael DELAFOSSE

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant »

A, le

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~83~~ 1359

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ SARL CITYA
COGESIM**
**Recours pour excès de pouvoir contre le rejet de la
déclaration préalable n° DP 34172 1300715**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 23 aout 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable déposée par la SARL CITYA COGESIM, visant à effectuer des travaux de clôture, 183 rue Claude Brousson ;
- Que la SARL CITYA COGESIM a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/10/2013 sous le n°1305294-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/12/2013
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances Manifestations
Culturelles
Elargissement des dépenses autorisées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2176/2011 du 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 16/09/2005, instituant une régie d'avances Manifestations Culturelles auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine,
- vu la Décision du 28/07/2011, relative à l'élargissement des dépenses autorisées,
- Vu la Décision du 04/11/2005 relative à l'ouverture d'un compte courant,
- Vu la Décision 419 du 05/11/2012 relative à l'octroi d'une avance complémentaire et temporaire,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 27/11/2013

Considérant : que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Manifestations Culturelles, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie d'avances, en élargissant les dépenses autorisées.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avance « Manifestations culturelles » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : La régie est située 1, place Georges Frêche, 34 267, Montpellier Cedex 2.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Paiement de fournitures et petit matériel, papeterie, livres et documentation, photocopies et tirages photos, petits travaux de décoration, de graphisme, de maquettisme, d'arts appliqués, location de matériel audio et vidéo,
- Frais de réception, de transport, d'hôtellerie, ou **d'hébergement en appartement meublé**, de restauration, de parking, de transport d'œuvres, billets d'entrée dans les musées et autres structures culturelles,
- Acomptes sur contrats de cession du droit d'exploitation des spectacles,

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de paiement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte Bancaire

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Il est demandé au mandataire et au régisseur de prendre connaissance de l'acte de nomination dans lequel apparaissent les obligations relatives au régisseur.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 500 €.

Article 8 : Une avance complémentaire de 4 000 € pourra être ponctuellement octroyée dans le cadre de l'organisation de la ZAT uniquement.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 12/12/2013

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour la prestation de service de nettoyage
professionnel d'articles textiles**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestation de service de nettoyage professionnel d'articles textiles, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0156), conformément à l'article 28 (procédure adaptée) et 77 du code des Marchés Publics, en date du 16 octobre 2013, la société EDANCO, 74 avenue Samuel Champlain 34 000 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société EDANCO pour un montant total maximum de commandes de 60 000.00 € HT,
Pour une durée de 2 ans à partir de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 611, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le **13/12/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : **16/12/2013**
Notifiée le :

**ASSURANCE
MARCHE D'ASSURANCE n°2H968421
MODIFICATIONS CONDITIONS TARIFAIRES**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la compagnie d'assurance AREAS, titulaire du marché d'assurance n°2H 968421 (lots n°1 et n°3), face aux difficultés économiques et financières ayant eu pour conséquence une forte augmentation des coûts d'assurance, nous propose une modification des conditions tarifaires des polices n°OR 203 583 et OR 203 448 Y, par application d'une majoration de 5% ;
- Qu'à défaut d'acceptation de cette proposition les polices susvisées seront résiliées au 1^{er} janvier 2014 conformément aux dispositions contractuelles ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de la majoration de 5% des cotisations des polices n°OR 203 583 et OR 203 448 Y

Montpellier, le 11/12/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : 12/12/2013
Notifiée le :**

CONTENTIEUX

SARL AVEM

Assignation devant le Tribunal de Commerce

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL AVEM assigne la commune de Montpellier devant le Tribunal de Commerce en appel en garantie pour le paiement de la facture due par ladite société à VEOLIA ;
- Que la commune conteste une quelconque responsabilité dans cette affaire ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/12/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : 12/12/2013
Notifiée le :**

CONTENTIEUX

Ville c/ Sabrina NASRI

**Recours contre l'arrêté du 10 juin 2013 prononçant
une sanction disciplinaire**

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Sabrina NASRI a introduit un recours pour excès de pouvoir (instance n°1305455-3) contre l'arrêté municipal du 10 juin 2013 lui infligeant une sanction disciplinaire ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le **11/12/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : **12/12/2013**
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° **213/365**

CONTENTIEUX
Epoux BROUWERS
Appel contre jugement du Tribunal d'Instance du 07
octobre 2013 (bornage judiciaire)

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le Tribunal d'Instance a, par jugement du 07 octobre 2013, rendu un jugement d'homologation d'un bornage judiciaire favorable à la commune ;
- Que les époux BROUWERS ont relevé appel de cette décision (instance n°13/08272) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le **11/12/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : **12/12/2013**
Notifiée le :



CONTENTIEUX
Désordres Crèche La Petite Sirène
(Revêtement cour et clôture)
Quartier Malbosc

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que des fissures et déformations sont apparues sur le revêtement de la cour et la clôture de la crèche La Petite Sirène dans le Quartier Malbosc, 115 avenue de Fès ;
- Qu'il convient de rechercher les causes et origines de ces désordres ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/12/2013
Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar, saison 2013-2014
Convention de coproduction du spectacle Des-Amours
avec l'association Théâtre en Mouvement

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville, *via* le théâtre Jean Vilar, participe à la création et à la diffusion de spectacles, à l'action culturelle et artistique auprès des populations ;
- Que la Compagnie Théâtre en Mouvement présentera au Théâtre Jean Vilar, les 3 et 4 avril 2014, le spectacle *Des-Amours*, créé en partenariat avec le théâtre ;
- Que la compagnie détient les droits de ce spectacle et qu'ainsi, conformément à l'article 28 du code des Marchés publics, ce marché peut, compte tenu des circonstances, être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de coproduction du spectacle *Des-Amours*, jointe en annexe, avec la compagnie Théâtre en Mouvement, 42 rue Adam de Craponne, 34 000 Montpellier, pour un montant de 20 000.00 € TTC (mapa 3D0573) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/12/2013
Notifiée le :

CONTRAT DE COPRODUCTION

« DES-AMOURS »

Ecriture et mise en scène de Saïda Mezgueldi

Entre les soussignés :

La Ville de Montpellier - Théâtre Jean Vilar

Adresse : 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier

Tel : 04.67.40.41.39.

Courriel : luc.braemer-théâtre.jvilar@ville-montpellier.fr

Siret : 213 401 722 017 87

Code NAF : 8411Z

Licence : n° 1.10486.94

Représenté par Madame Hélène Mandroux en qualité de Maire agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire.

Ci-après dénommé LE COPRODUCTEUR,

Et

La compagnie Théâtre en Mouvement

Adresse : 42, rue Adam de Craponne – 34000 Montpellier

Tel : 06 28 04 75 87

Courriel : theatreenmouvement@gmail.com

Siret : 456 450 587 00036

Code NAF : 9001Z

Licence : 2-1063715

Représentée par Mme Dominique Bailleux en sa qualité de Présidente

Ci-après dénommé LE PRODUCTEUR,

D.3.

ARTICLE 1 – OBJET ET DEFINITION GENERALE DES ACTIONS

Par la présente convention, la compagnie Théâtre en mouvement et la Ville de Montpellier - Théâtre Jean Vilar – s'engagent à réaliser un programme convenu entre eux. Ce programme porte principalement sur les actions suivantes :

- Création et diffusion de spectacle
- Action culturelle et artistique auprès des populations
- Médiation en lien avec l'équipe du théâtre

Pour concourir à la réalisation de ces actions la compagnie Théâtre en Mouvement engagera la metteur en scène Saïda Mezgueldi.

Pour concourir à la réalisation de ces actions, le Théâtre Jean Vilar - Ville de Montpellier mobilisera ses équipes administratives, de médiation, de relations publiques et technique.

Les parties s'associent pour réaliser la production du projet :

« DES-AMOURS »

Textes et Mise en scène : Saïda Mezgueldi,

Assistant à la mise en scène : Sylvère Petit

Création lumière : Nina Tanné

Création Vidéo : Mael Herrero

Création musique : Félix Nico

Distribution : Elie Prévot (guitare et basse) , Hind Richard (chant) Mélina Bomal (comédienne) Saïda Mezgueldi (comédienne) et Aurélia Picot (danseuse)

Ce spectacle sera créé au Théâtre Jean Vilar

Le 3 et 4 avril au Théâtre Jean Vilar

Il est expressément convenu que le présent accord ne pourra être considéré comme une société entre les parties, la responsabilité de chacun étant limitée aux engagements pris dans la présente convention.

En aucun cas l'un des coproducteurs ne pourra être tenu responsable des engagements pris par l'autre, même au cas où ces engagements se rapporteraient au présent accord.

1).3

ARTICLE 2 - PRODUCTION DELEGUEE

La Compagnie Théâtre en Mouvement, en accord avec les coproducteurs, accepte la responsabilité de producteur délégué.

A ce titre, la Compagnie Théâtre en Mouvement, déclare être propriétaire de tous les droits de représentation et d'exploitation du spectacle.

Le producteur délégué s'engage à assurer, dans le cadre du budget de montage fourni en annexe, l'exécution de la production du spectacle à savoir :

- la gestion de l'opération au plan administratif, technique et financier ;
- l'engagement et le financement de toutes les dépenses et notamment l'engagement du personnel attaché au spectacle dont il assurera la rémunération et le règlement de l'ensemble des charges sociales et fiscales.

Il appartient donc au producteur délégué :

- de rédiger le budget de la production, d'en suivre l'administration et l'exécution ;
- de veiller à l'organisation technique de la production en lien avec le producteur ;
- de centraliser l'ensemble des dépenses et recettes relatives au budget de la production ;
- de transmettre aux coproducteurs toutes les informations concernant l'évolution de la production et des budgets correspondants.

Le producteur délégué aura tout pouvoir pour réaliser l'objet de la convention, prendre toute mesure concernant son activité sociale, sera seul habilité à signer des contrats, conventions et passer des commandes envers les tiers dans la limite du budget mentionné en annexe 1.

Par ailleurs, il est convenu entre les parties que le PRODUCTEUR DELEGUE détient pour les années à venir l'exclusivité des droits d'exploitation. A ce titre, il pourrait assurer l'exploitation et la diffusion ultérieure de la production. LES COPRODUCTEURS n'exerceront pas de droits de suite sur l'exploitation et la diffusion ultérieure à la production.

D.B.

ARTICLE 3 - DUREE

La convention de coproduction prend effet à sa signature et prend fin le 4 avril 2014.

ARTICLE 4 – CALENDRIER DES REPETITIONS

Résidence de Création 6 semaines :

Ecriture

- 6 au 17 janvier 2014 Salle de répétition Baillargues

Répétitions

- 3 au 7 février 2014 Salle de répétition Baillargues
- 24 au 28 février 2014 Salle de répétition Baillargues
- 3 au 14 mars 2014 Théâtre Jean Vilar - Montpellier
- 31 mars au 4 avril 2014 Théâtre Jean Vilar - Montpellier

ARTICLE 5 - BUDGET DE LA PRODUCTION

Le budget prévisionnel de la production du spectacle est fourni en annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention. Il sera signé par le coproducteur.

Ce budget définit les sommes réputées suffisantes pour couvrir l'ensemble des dépenses relatives au montage du spectacle. Il comprend les apports du producteur délégué, des coproducteurs et d'une façon générale, de l'ensemble des partenaires de la production. Il détermine l'apport du COPRODUCTEUR qui s'entend tout compris.

ARTICLE 6 - APPORTS DE COPRODUCTION

Le COPRODUCTEUR s'engage à faire apport à la coproduction d'un apport en numéraire de 20 000€ TTC.

Cette somme sera versée au compte du PRODUCTEUR DELEGUE,

Titulaire du compte : THEATRE EN MOUVEMENT

Domiciliation : CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON

IBAN : FR76 1348 5008 0008 9125 1691 734

BIC : CEPAPRPP348

Sur présentation d'une facture.

Le paiement s'effectuera en deux mandatements :

1).3.

Le premier d'un montant de 10 000€ (dix mille euros) à la signature du contrat, et 10 000€ (dix mille euros) en 2014 (sous réserve du vote du budget 2014 du théâtre.)

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 5, les associés conviennent de porter aux produits de la production les subventions et aides spécifiques de toute nature directement générées par le montage du spectacle.

Dans ces cas, LE PRODUCTEUR DELEGUE est autorisé à faire évoluer le budget en fonction des besoins de la production et dans la limite de ces financements complémentaires.

Si les coproducteurs ne peuvent être tenus responsables d'un déficit sur la production, ils renoncent également à un intéressement au résultat éventuellement bénéficiaire de cette production.

Par ailleurs, les coproducteurs ne percevront aucun droit de suite sur l'exploitation du spectacle.

ARTICLE 7 - EXPLOITATION DU SPECTACLE

LE COPRODUCTEUR accueillera les 2 représentations du spectacle les 3 et 4 avril 2014.

Cet accueil fera l'objet d'un contrat de cession séparé au tarif de 4 500 euros TTC (quatre mille cinq cent euros).

ARTICLE 8 - PROROGATION

Les associés peuvent convenir de proroger la convention au delà du terme fixé. Au besoin, ils devront établir un avenant précisant leurs nouvelles obligations réciproques.

ARTICLE 9 - CONSERVATION DES ELEMENTS

Jusqu'à la fin de l'exploitation, LE PRODUCTEUR DELEGUE devra assurer la conservation et le stockage des éléments ayant servi au spectacle, dans les locaux prévus à cet effet, notamment pour assurer la tournée chez les coproducteurs.

Au delà, ces éléments deviendront la pleine et entière propriété du PRODUCTEUR DELEGUE et il pourra en disposer comme bon lui semblera.

ARTICLE 10 - MENTIONS PUBLICITAIRES

Tant pendant la durée de la présente convention que lors d'une exploitation ultérieure, LE PRODUCTEUR DELEGUE et les coproducteurs s'engagent à faire figurer sur tout document de présentation ou de publicité du spectacle la dénomination sociale du coproducteur. Les autres mentions obligatoires seront déterminées ultérieurement en fonction du montage définitif de la production.

11.13.

ARTICLE 11 - ANNULATION DU CONTRAT

La présente convention se trouverait annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi et la jurisprudence.

Le défaut ou le retrait des droits de représentations à la date d'exécution de la présente convention entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle exposée en préambule.

ARTICLE 12 - CONTESTATION, LITIGES

En cas de contestations ou de litiges à propos de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents du ressort du siège social du défendeur, mais seulement après épuisement des voies amiables.

Document de 6 pages,

Fait à Montpellier, le 4 octobre 2013, en double exemplaires originaux

LE PRODUCTEUR DELEGUE*

Théâtre en Mouvement

La Présidente

Madame Dominique BAILLEZ



LE COPRODUCTEUR*

La Ville de Montpellier - Théâtre Jean Vilar

Madame le Maire de Montpellier

Madame Hélène MANDROUX

* faire précéder de la mention « lu et approuvé »
Parapher chaque page du contrat

Théâtre Jean Vilar
Convention de coproduction avec la Compagnie U
Structure Nouvelle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville, *via* le théâtre Jean Vilar, participe à la création et à la diffusion de spectacles, à l'action culturelle et artistique auprès des populations ;
- Que la Compagnie U Structure Nouvelle présentera au Théâtre Jean Vilar, le 24 avril 2014, le spectacle *Est-ce ainsi... ?*, un projet participatif créé en partenariat avec le théâtre ;
- Que la compagnie détient les droits de ce spectacle et qu'ainsi, conformément à l'article 28 du code des Marchés publics, ce marché peut, compte tenu des circonstances, être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de coproduction du spectacle *Est-ce ainsi... ?*, jointe en annexe, avec la compagnie U Structure Nouvelle, 5 rue Bayard, 34 000 Montpellier, pour un montant de 27 400.95 € HT (mapa 3D0574)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/12/2013
Notifiée le :

CONTRAT DE COPRODUCTION

EST-CE AINSI... ?

PROJET PARTICIPATIF

D'APRES LES TEXTES DE MAGALI MOUGEL ET FELIX JOUSSERAND

MISE EN SCENE DE MATHIAS BEYLER

Entre les soussignés :

La Ville de Montpellier- théâtre Jean Vilar

Adresse : 155, rue de Bologne 34080 Montpellier

Tel : 04.67.40.41.39.

Courriel : luc.braemer-théâtre.jvilar@ville-montpellier.fr

Siret : 213 401 722017 87

Code NAF : 751 A

Licences : n° 1.10486.94

Représenté par Madame Hélène Mandroux en qualité de Maire agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire.

ci-après dénommé LE COPRODUCTEUR I

et

Association U-Structurenouvelle

Adresse : 5 rue Bayard – 34000 Montpellier

Licence : 2-1020710

APE : 9001Z

Tel : 09 51 85 66 85

Courriel : administration@u-structurenouvelle.org

Représentée par Gérard ESPINOSA en sa qualité de Président

Ci-après dénommé LE PRODUCTEUR

GE

ARTICLE 1 – OBJET ET DEFINITION GENERALE DES ACTIONS

Par la présente convention, la compagnie U-Structurenouvelle et la Ville de Montpellier - théâtre Jean Vilar – s’engagent à réaliser un programme convenu entre eux. Ce programme porte principalement sur les actions suivantes :

- Création et diffusion de spectacles
- Action culturelle et artistique auprès des populations
- Médiation en lien avec l’équipe du théâtre
- Production d’un projet participatif faisant appel à la collaboration des habitants du quartier et se déroulant en deux temps : premier temps un temps de collecte de témoignage avec deux écrivains en résidence et un deuxième temps de création d’un spectacle à partir des deux textes des écrivains en résidence. (Projet en annexe 2)

Pour concourir à la réalisation de ces actions la compagnie U-structurenouvelle engagera le metteur en scène Mathias Beyler ainsi que les personnels nécessaires.

Pour concourir à la réalisation de ces actions, la Ville de Montpellier - théâtre Jean Vilar mobilisera ses équipes administratives, de médiation, de relations publiques et technique.

Les parties s’associent pour réaliser la production du projet :

« Est-ce Ainsi... ? »

D’après les textes de Magali Mougél et Felix Jousserand

Mis en scène par Mathias Beyler

Ce spectacle sera créé au Théâtre Jean Vilar

Le 24 avril 2014

Il est expressément convenu que le présent accord ne pourra être considéré comme une société entre les parties, la responsabilité de chacun étant limitée aux engagements pris dans la présente convention.

En aucun cas l’un des coproducteurs ne pourra être tenu responsable des engagements pris par l’autre, même au cas où ces engagements se rapporteraient au présent accord.

GE

ARTICLE 2 - PRODUCTION DELEGUEE

U-StructureNouvelle, en accord avec le coproducteur, accepte la responsabilité de producteur délégué.

A ce titre, U-StructureNouvelle, déclare être propriétaire de tous les droits de représentation et d'exploitation du spectacle.

Le producteur délégué s'engage à assurer, dans le cadre du budget de montage fourni en annexe, l'exécution de la production du spectacle à savoir :

- la gestion de l'opération au plan administratif, technique et financier ;

- l'engagement et le financement de toutes les dépenses et notamment l'engagement du personnel attaché au spectacle dont il assurera la rémunération et le règlement de l'ensemble des charges sociales et fiscales.

Il appartient donc au producteur délégué :

- de rédiger le budget de la production, d'en suivre l'administration et l'exécution ;

- de veiller à l'organisation technique de la production en lien avec le co- producteur ;

- de centraliser l'ensemble des dépenses et recettes relatives au budget de la production ;

- de transmettre au coproducteur toutes les informations concernant l'évolution de la production et des budgets correspondants.

Le producteur délégué aura tout pouvoir pour réaliser l'objet de la convention, prendre toute mesure concernant son activité sociale, sera seul habilité à signer des contrats, conventions et passer des commandes envers les tiers dans la limite du budget mentionné en annexe 1

Par ailleurs, il est convenu entre les parties que le PRODUCTEUR DELEGUE détient pour les années à venir l'exclusivité des droits d'exploitation. A ce titre, il pourrait assurer l'exploitation et la diffusion ultérieure de la production. LES COPRODUCTEURS n'exerceront pas de droits de suite sur l'exploitation et la diffusion ultérieure à la production.

ARTICLE 3 - DUREE

La convention de coproduction prend effet à sa signature et prend fin le 26 avril 2014.

ARTICLE 4 – CALENDRIER DES REPETITIONS

Les répétitions se dérouleront du 5 au 23 avril 2014.

GE

ARTICLE 5 - BUDGET DE LA PRODUCTION

Le budget prévisionnel de la production du spectacle est fourni en annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention. Il sera signé par le coproducteur.

Ce budget définit les sommes réputées suffisantes pour couvrir l'ensemble des dépenses relatives au montage du spectacle. Il comprend les apports du producteur délégué, des coproducteurs et d'une façon générale, de l'ensemble des partenaires de la production. Il détermine l'apport du COPRODUCTEUR qui s'entend tout compris.

ARTICLE 6 - APPORTS DE COPRODUCTION

Le COPRODUCTEUR s'engage à faire apport à la coproduction d'un apport en numéraire de 27400,95 € HT (vingt sept mille quatre cent euros et quatre vingt quinze centimes) + 1507,05 € (TVA 5.5%) soit 28 908.00 € TTC (vingt huit mille neuf cent huit euros).

Cette somme sera versée au compte du PRODUCTEUR DELEGUE, U-StructureNouvelle, au crédit Coopératif de Montpellier

Code Banque : 42559

Code guichet : 00034

Numéro de compte : 21028290509

Clé RIB : 47

Sur présentation d'une facture.

Le paiement s'effectuera en deux mandatements :

Le premier d'un montant de 20000€ (vingt mille euros) à la signature du contrat, le solde en février 2014 (sous réserve du vote du budget 2014 du théâtre.)

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 5, les associés conviennent de porter aux produits de la production les subventions et aides spécifiques de toute nature directement générées par le montage du spectacle.

Dans ces cas, LE PRODUCTEUR DELEGUE est autorisé à faire évoluer le budget en fonction des besoins de la production et dans la limite de ces financements complémentaires.

Si les coproducteurs ne peuvent être tenus responsables d'un déficit sur la production, ils renoncent également à un intéressement au résultat éventuellement bénéficiaire de cette production.

Par ailleurs, les coproducteurs ne percevront aucun droit de suite sur l'exploitation du spectacle.

ARTICLE 7 - EXPLOITATION DU SPECTACLE

LE COPRODUCTEUR accueillera les 3 représentations du spectacle les 24 et 25 avril 2014.

Cet accueil fera l'objet d'un contrat de cession séparé au tarif de 4 500.00 euros TTC.

GE

ARTICLE 8 - PROROGATION

Les associés peuvent convenir de proroger la convention au delà du terme fixé. Au besoin, ils devront établir un avenant précisant leurs nouvelles obligations réciproques.

ARTICLE 9 - CONSERVATION DES ELEMENTS

Jusqu'à la fin de l'exploitation, LE PRODUCTEUR DELEGUE devra assurer la conservation et le stockage des éléments ayant servi au spectacle, dans les locaux prévus à cet effet, notamment pour assurer la tournée chez les coproducteurs.

Au delà, ces éléments deviendront la pleine et entière propriété du PRODUCTEUR DELEGUE et il pourra en disposer comme bon lui semblera.

ARTICLE 10 - MENTIONS PUBLICITAIRES

Tant pendant la durée de la présente convention que lors d'une exploitation ultérieure, LE PRODUCTEUR DELEGUE et les coproducteurs s'engagent à faire figurer sur tout document de présentation ou de publicité du spectacle la dénomination sociale du coproducteur. Les autres mentions obligatoires seront déterminées ultérieurement en fonction du montage définitif de la production.

ARTICLE 11 - ANNULATION DU CONTRAT

La présente convention se trouverait annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi et la jurisprudence.

Le défaut ou le retrait des droits de représentations à la date d'exécution de la présente convention entraînerait sa résiliation de plein droit.

ARTICLE 12 - CONTESTATION, LITIGES

En cas de contestations ou de litiges à propos de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents du ressort du siège social du défendeur, mais seulement après épuisement des voies amiables.

Document de 7 pages,

fait à Montpellier, le 4 octobre 2013, en double exemplaires originaux

* faire précéder de la mention « lu et approuvé »


Parapher chaque page du contrat

LE PRODUCTEUR DELEGUE*

U-StructureNouvelle

Le président

Monsieur Gérard ESPINOSA

lu et approuvé.


LE COPRODUCTEUR*

Madame le Maire de Montpellier

Madame Hélène MANDROUX

GE

ANNEXE 1

BUDGET PREVISIONNEL PRODUCTION « EST-CE AINSI... ? »

| | DEPENSES | | RECETTES | |
|-------|---|-------|--|-------|
| | A / rémunérartion brut | | Ville de Montpellier Théâtre Jean Vilar | 28908 |
| | Les auteurs : | | | |
| | Magali Mougel | 5000 | | |
| | Félix Jousserand | 5000 | DRAC LR | 8000 |
| | Metteur en scène et direction artistique du projet | | | |
| | Mathias Beyler | | | |
| | et 4 comédiens (distribution en cours) 20jours x6hx5 | 18000 | | |
| | personnesx30€ | | | |
| | frais de gestion | 3000 | | |
| | B/ Défraiement et transport | 1908 | | |
| | C/ Achats décors | 4000 | | |
| TOTAL | | 36908 | | 36908 |
| | | | | |

GE

Rm

THEATRE JEAN VILAR – VILLE DE MONTPELLIER

projets participatif saison 2013 - 2014

« EST-CE AINSI... ? »

D'APRES LES TEXTES DE MAGALI MOUGEL ET FELIX JOUSSERAND

MIS EN SCENE PAR MATHIAS BEYLER

Ce pourrait être le titre d'une comptine, d'un film ou d'une nouvelle...

Ce pourrait être des histoires mêlées : celle d'un petit marchand d'allumettes ou d'une riche héritière.

Ce que l'on sait c'est que La Paillade n'en sera pas la toile de fond mais le personnage principal.

Le projet « est ce ainsi » a pour but de raconter le quartier au travers d'une démarche artistique et non plus sociologique, politique ou sociale.

Des artistes (écrivains, comédiens et metteur en scène) seront en lien avec des habitants du quartier pour une création partagée qui aboutira à une présentation publique.

Confronter les points de vue, les points communs, les dissemblances entre les mots ancrés dans une réalité quotidienne et ceux d'une immersion occasionnelle. A la notion de saison pourrait s'ajouter la notion de jour et de nuit : que vivent les habitants d'un quartier excentré, entre l'effervescence d'un quartier en activité (écoles, marché, vie associative..) durant la journée et la vie nocturne d'un quartier en sommeil.

Deux auteurs : un auteur en immersion chez l'habitant, un auteur en atelier d'écriture avec des habitants du quartier... au fil des quatre saisons. Cette matière textuelle issue de ces deux approches sera la matière au spectacle Est-ce ainsi... ? les 24 et 25 avril 2014.

Ecriture

- Un auteur en immersion chez l'habitant

Magali Mougel enseigne à l'Université de Strasbourg et anime des ateliers de théâtre et d'écriture. Elle a écrit notamment le diptyque Varvara essai 1 et Waterlily essai 2 (L'Act Mem, 2007), textes lauréats des Journées de Lyon des auteurs de théâtre. Elle travaille régulièrement avec plusieurs compagnies. Sa pièce Erwin Motor / Dévotion (Espace 34, 2011) prend pour cadre une petite entreprise lorraine de sous-traitance automobile. Cécile Volanges est une jeune ouvrière modèle qui travaille de nuit sur une chaîne de montage. Le texte détourne, dans une écriture au lyrisme décalé, les figures libertines de Laclos pour saisir les mécanismes d'attachement au travail et d'aliénation.

Elle est sollicitée pour écrire sur le quartier au cours d'une année, quartier qui deviendra un terrain d'aventures, de rêveries, de réflexion, d'histoires.... et ce, durant une semaine par trimestre (5 jours).

Planning prévisionnel

Saison été : du 26 au 30 août 2013 chez Madame Amina Kassemi

Saison automne : du 23 au 27 septembre 2013 ou du 30 septembre au 4 octobre 2013

Saison hiver : du 9 au 13 décembre 2013

Saison printemps : entre le 1er et le 15 mars 2014

En parallèle, un autre écrivain mènera un atelier d'écriture avec les habitants sur les mêmes temps : 3 ateliers de 2 h puis 2 jours pour le travail de retranscription. La commande sera la même, écrire sur leur quartier au cours des saisons.

Cet auteur devra retranscrire l'écriture plurielle.

- Un auteur en atelier d'écriture

Félix Jousserand : Slameur actif au sein du collectif de slam poésie Spoke Orkestra et co-fondateur des Éditions Spoke, il dépeint le tragique dérisoire de notre société via des textes fictionnels, violents, scandés tantôt dans une optique purement musicale, tantôt avec une voix froide, détachée. Roman noir sur scène électrochoc comme on armerait un fusil automatique territoires interlopes métaphysique du sous-sol une photographie du monde moderne c'est un langage chroniques polyphoniques de la zone de calme dirige de la main gauche les Editions Spoke. Avec Didier Feldmann enregistre des disques avec la bouche et écrit des livres.

Bien avant les Abd Al Malik et autres Grand Corps Malade, Félix J. et ses acolytes défrichaient les terres de cette nouvelle poésie urbaine, prompt à sortir la pratique du vers de son austérité apparente, et ramener dans son sillon des générations plus proches de l'énergie hip hop.

Planning prévisionnel

1er atelier d'écriture

Lundi 16, mardi 17 et jeudi 19 septembre de 14h30 à 16h30 à la Mpt Léo Lagrange

Les 3 autres ateliers sont à programmer.

A chaque fin de session, une rencontre entre Mathias Beyler et les auteurs sera organisée pour faire une lecture des textes produits.

Mise en scène

Mathias Beyler se chargera avec quatre comédiens professionnels et les participants à l'atelier d'écriture de mettre en scène ces écrits.

Edition : Le théâtre Jean Vilar se donne pour objectif de faire éditer les textes produits.

Recherche de partenaires

Le théâtre Jean Vilar s'engage à prendre contact avec les différentes associations du quartier de la Paillade pour mener à bien ce projet, en premier lieu avec les associations dont nous sommes déjà partenaires : Défi, I-PEICC, Uni 'sons... ainsi qu'avec le Centre Social Caf.

Ces associations serviront de support et de partenaires pour trouver 4 habitants ou 4 familles qui hébergeraient un écrivain ainsi que pour trouver les participants à l'atelier d'écriture.

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue de réaliser une émission délocalisée sur
le thème des Hivernales**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire en vue de réaliser une émission délocalisée sur le thème des Hivernales ;
- Que le plateau de télévision est réalisé dans les conditions du direct pour permettre à l'émission d'être diffusée et rediffusée ;
- Que la société Médias du Sud, est la seule chaîne de télévision locale en capacité de toucher le public souhaité d'une manière aussi particulière,
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Médias du Sud, présente une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Médias du Sud pour un montant de 18 620 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 929 nature 6233.

Montpellier, le 08/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/01/2014
Notifiée le :

**Marché passé selon une procédure adaptée
Relance du lot 4 Serrurerie : Menuiseries extérieures -
Alu
Construction de la salle de boxe Jean Farré
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire et modifiée par la délibération 2009/131 du 30 mars 2009 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2735 date 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL. ;

Considérant :

- qu'à la suite de la résiliation de l'entreprise ID métal (délibération n° 2013 / 444) en date du 6 octobre 2013, une nouvelle consultation a été lancée conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, et l'entreprise CICIARELLI a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- qu'il y a lieu de confier à l'entreprise CICIARELLI les travaux de Serrureries, Menuiseries extérieures, Alu, pour la construction de la salle de boxe Jean Farré ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché de travaux de Serrureries, Menuiseries extérieures / Alu précité à l'entreprise CICIARELLI – Rue de la Grande Terre – Zone Euro 2000 – 30132 CAISSARGUES pour un montant de 60 307,69 € hors taxe (soixante mille trois cent sept Euros et soixante-neuf centimes hors taxe), en référence au Marché à Procédure Adaptée (MAPA) n° 3B0704 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville de Montpellier – Service Sport : Fonction 924: – Nature : 213.5

Montpellier, le **13/12/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur le conseiller
adjoint délégué aux Sports


Patrick VIGNAL

Publiée le : **16/12/2013**

Notifiée le :

**Convention de mise à disposition du Carré Sainte
Anne à l'association Nouveau Sainte Anne pour
l'organisation de trois salons**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'association Nouveau Sainte Anne a déposé une demande en vue d'organiser, au Carré Sainte Anne, le Salon des Antiquaires du 6 au 8 décembre, la Mostra du Livre Ancien les 14 et 15 décembre et la Foire aux Santons les 21 et 22 décembre ;
- Que cette mise à disposition se fait dans le respect du règlement intérieur approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010 ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public de 510 € par jour d'ouverture au public est due, conformément à la grille des tarifs 2013 approuvée par délibération du 17 décembre 2012 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2013
Notifiée le :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CARRE SAINTE-ANNE A UNE ASSOCIATION

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Hélène MANDROUX, dûment autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008, complétée par la délibération n°2009/131 du 30 mars 2009.

Et

L'association « Nouveau Sainte-Anne », 1 rue Sainte-Anne, 34000 MONTPELLIER et représentée par Monsieur Sadik FARABI, Président de l'association.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier en sa qualité de propriétaire met à disposition le Carré Sainte-Anne à l'association « Nouveau Sainte-Anne », du jeudi 5 décembre au lundi 9 décembre 2013 inclus pour le « Salon des antiquaires » (ouverture publique les 6, 7 et 8 décembre 2013), du jeudi 12 décembre au lundi 16 décembre 2013 inclus pour la « Mostra du livre ancien » (ouverture publique : 14 et 15 décembre 2013) et du jeudi 19 au lundi 23 décembre 2013 inclus pour la « Foire aux santons » (ouverture publique : les 21 et 22 décembre 2013).

ARTICLE 2 : L'association occupe les lieux en l'état, sans modification de structure et s'engage à les restituer en l'état à l'issue des périodes de mise à disposition. Elle en assurera également l'entretien courant.

ARTICLE 3 : Les lieux sont ouverts gratuitement au public pour les dates suscitées (article 1) de 10 heures à 20 heures. Le gardiennage est sous la responsabilité de l'association, en accord avec le responsable du lieu.

ARTICLE 4 : L'association est tenue d'assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des locaux, objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- les œuvres et objets exposés ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'association et leurs assureurs respectifs.

En cas de préjudice lors de la période de mise à disposition de la salle, l'association doit pouvoir produire une attestation de son assureur sanctionnant les dispositions précitées. Elle devra par la suite pouvoir en justifier la présentation à toute demande de la collectivité.

Si l'association choisit de ne pas contracter d'assurance concernant les dispositions précitées, la Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de préjudice relevant de ces mêmes dispositions.

ARTICLE 5 : La maintenance technique ainsi que les éclairages se feront en accord avec le responsable de la salle et des agents techniques de la Direction de la Culture et du Patrimoine affectés au Carré Sainte-Anne. En aucun cas les exposants ne devront sortir du Carré Sainte-Anne le matériel technique mis à leur disposition sans l'accord du responsable.

ARTICLE 6 : La Ville de Montpellier prendra à sa charge :

- l'envoi protocolaire du carton d'invitation à la liste habituelle.
- un suivi auprès de la presse (relais de l'information auprès de la presse locale.)

- le relais de la manifestation sur tous ses supports institutionnels de communication.
- l'installation et le démontage de certains matériels dans des limites déterminées par le régisseur des expositions en accord avec l'association et en fonction de ses possibilités de service,
- la présence de deux agents d'accueil et de surveillance durant toute la durée de l'ouverture au public des salons (personnel municipal non habilité à vendre objets ou publications pour un tiers.)
- la remise en état de la salle et son nettoyage courant.

ARTICLE 7 : Une clé de la porte d'entrée sera remise au Président de l'association ainsi qu'un numéro de code personnel pour l'alarme le jeudi 5 décembre 2013. Le Président de l'association sera responsable de la mise en service de l'alarme pour toute ouverture et fermeture en dehors des heures ouvrables. Le responsable du lieu devra en être informé au préalable. En aucun cas la clé ne devra être prêtée à un tiers sans l'accord du responsable du lieu.

ARTICLE 8 : Conformément à la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2012, la redevance d'occupation du domaine public est fixée à 510 € par jour pour l'année 2013, pendant les jours d'ouverture au public des salons ; en contrepartie de cette redevance, la vente d'œuvres d'art, d'artisanat, de publications et d'objets est autorisée au sein du Carré Sainte-Anne.

Si des documents annexes concernant l'exposition (catalogues, fascicules, cartes postales) sont vendus au profit de l'association, cette vente sera faite sous son entière responsabilité.

Par ailleurs, un chèque de caution de 385 € sera déposé par l'association, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal Municipal. Cette caution pourra être retenue par la Ville de Montpellier en cas de détérioration de la structure de la salle, détérioration ou disparition du matériel mis à disposition.

ARTICLE 9 : L'association devra faire figurer sur tous les documents de communication, de manière bien visible, le logo de la Ville de Montpellier selon la charte graphique en vigueur, ainsi que la dénomination du lieu Carré Sainte-Anne et l'adresse : rue Philippy - 34000 Montpellier. Tous les documents de communication liés à la manifestation faisant l'objet de cette convention devront obligatoirement être visés, avant impression et diffusion, par la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

ARTICLE 10 : L'association devra jouir personnellement de la salle d'exposition et ne devra en aucun cas sous-traiter l'espace.

ARTICLE 11 : La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non respect de tout ou partie de l'une de ces clauses. En cas de résiliation au tort de l'association, celle-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention est du ressort des Tribunaux compétents de la Ville de Montpellier.

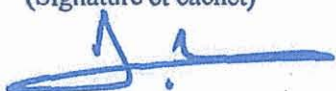
Fait à Montpellier, le 5 décembre 2013

Le Président de l'association,

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint délégué,

Sadik FARABI
(Signature et cachet)

Philippe SAUREL



Théâtre Jean Vilar, saison 2013-2014
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle
L'Attentat de Y. Khadra

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2013-2014 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme comporte le spectacle L'Attentat de Y. Khadra, par la compagnie Humani Théâtre, spectacle qui sera présenté les 15, 16 et 17 janvier 2014 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu de l'objet du marché, ce mapa (3D0617) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession des droits d'exploitation du spectacle L'Attentat de Y. Khadra, joint en annexe, avec la compagnie Humani Théâtre, pour un montant de 15 000 € HT ;
- De dire que seront également pris en charge les frais de transport (pour un montant de 584 € HT) ainsi que les frais d'hébergement et de restauration (prise en charge directe par la Ville) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, fonction 923, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif 2014 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/12/2013
Notifiée le :



humani théâtre

administration@humanitheatre.fr - www.humanitheatre.fr

Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle

Entre les soussignés :

Raison sociale de l'entreprise : **HUMANI THEATRE**
Adresse du siège social : **Domaine de Rouëire – 34310 Quarante**
Téléphone : **04 67 93 74 63**
Numéro de Siret : **438 169 500 000 24**
Numéro de licence d'entrepreneur de spectacles : **n°2-1012639**
Représentée par **M. Sébastien RIBERPREY** en sa qualité de **Président**
Ci-après dénommé **LE PRODUCTEUR** d'une part,

Et

Raison sociale de l'entreprise : **Ville de Montpellier – Direction de la Culture et du Patrimoine**
Adresse du siège social : **Théâtre Jean vilar – 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier**
Téléphone : **04 67 40 76 06**
Numéro de Siret : **213 401 72201787 APE : 751A**
Numéro de licence d'entrepreneur de spectacles : **N°1-10486.94**
Représentée par **Hélène Mandroux** en sa qualité de **Maire de Montpellier** (agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire)
Ci-après dénommé **L'ORGANISATEUR** d'autre part.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIVIT :

Le PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et des intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'Attentat de Y. Khadra

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle pré-cité.
L'ORGANISATEUR s'est assuré la disponibilité des lieux choisis conjointement avec le producteur dont le PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 – Objet

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat de cession d'exploitation des spectacles

3 représentations de L'Attentat de Y. Khadra:

Les 15, 16 et 17 janvier 2014 à 20h00

Article 2 – Obligations du Producteur

Le PRODUCTEUR fournira le spectacle, d'une durée d'environ 120 minutes entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

Le PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autre que ceux éventuellement mis à la charge de L'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Article 3 – Obligations de l'Organisateur

A) Généralités. L'ORGANISATEUR fournira le personnel nécessaire au montage et au démontage éventuels, et au service des représentations ainsi que le matériel selon la fiche technique qui lui sera fournie. Il assurera, en outre, le service général du spectacle : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes et service de sécurité éventuel, en se conformant à la législation et à la réglementation en vigueur. En sa qualité d'employeur, il assumera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. Le lieu de représentation ne pourra être modifié par L'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

B) Droits d'auteur et droits voisins. L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès de la société d'auteur compétente (SACD) ainsi que le règlement des droits correspondants, et la SPEDIDAM.

C) Autorisations. L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et de l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

D) Service de sécurité. L'ORGANISATEUR s'engage à mettre en place un service de sécurité en fonction du lieu de spectacle et des perturbations susceptibles de se produire à l'occasion de la représentation. L'ORGANISATEUR devra veiller à ce que les membres de son service d'ordre réservent le meilleur accueil au public. L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et de l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la mise en place du service de sécurité.

E) Publicité. En matière de publicité, L'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

F) Promotion. Aucune enseigne de partenaires médiatiques ou commerciaux ne pourra apparaître devant et dans le lieu de représentation, et en particulier sur la scène autre que celles contractuellement agréées par le PRODUCTEUR.

G) Première partie. Aucune première partie au spectacle objet du présent contrat ne pourra être programmée par L'ORGANISATEUR sans autorisation préalable écrite de la part du PRODUCTEUR.

H) Invitations. L'ORGANISATEUR s'engage à mettre à la disposition du PRODUCTEUR jusqu'à 20 places exonérées pour chaque représentation, objet du présent contrat.

Article 4 – Billetterie

L'ORGANISATEUR sera responsable de l'établissement de la billetterie et en supportera le coût. Il sera également responsable de sa mise en vente, et de la mise en place des services et personnels de contrôle. Dans le cas où l'image de l'artiste serait reproduite sur les billets, L'ORGANISATEUR devra impérativement obtenir l'accord préalable du PRODUCTEUR (bon à tirer).

L'encaissement de la recette correspondante à chaque date reviendra à L'ORGANISATEUR.

Article 5 – Transports – Restauration - Hébergement

Les frais de transport s'élèvent à 584,00 € HT, et sont inclus dans le prix de cession.

Les repas et l'hébergement sont pris en charge directement par l'ORGANISATEUR pour 10 personnes du 14 au 18 janvier 2014.

Article 6 – Prix

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, sur présentation de facture, une somme de 16 441,12 € TTC (seize mille quatre-cent quarante-et-un euros et douze centimes) soit 15 584,00 € HT (quinze mille cinq cent quatre-vingt quatre euros) correspondant à :

- 15 000,00 € montant artistique hors taxes
- 584,00 € montant des transports hors taxes

Article 7 – Modalités de paiement

Le règlement des sommes prévues à l'article 6 sera effectué par virement administratif à l'ordre d'Humani Théâtre ordonné à l'issue de la représentation et sur présentation de facture.

Article 8 – Montage - Démontage

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du 14 janvier 2014 pour permettre d'effectuer le montage, les réglages et d'éventuels raccords. Le démontage et le rechargement seront effectués à l'issue de la représentation.

Article 9 – Responsabilités

Chaque partie garantie l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

Article 10 – Assurances

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations tout objet lui appartenant ou à son personnel. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...).

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de responsabilité civile. Il mettra à la disposition du PRODUCTEUR aux dates un local fermant à clé et sera responsable de la protection et du gardiennage de tout objet appartenant au Producteur.

Dans le cas d'un spectacle en plein air, le PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR s'engagent à s'entendre sur le report ou l'annulation, étant entendu que la totalité du contrat de cession restera dû au PRODUCTEUR.

Article 11 – Enregistrement - diffusion

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de trois minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations, objet du présent contrat, devra faire l'objet d'un accord écrit de la part du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à faire respecter les interdictions de captation du spectacle par tous procédés photographiques ou d'enregistrements sonores et/ou visuels.

Il demeure entendu, si le PRODUCTEUR envisage de procéder à la captation et l'exploitation d'enregistrement sonore et/ou visuel de la représentation, qu'il sera en mesure de le faire à son seul arbitre et bénéfice, ce dont L'ORGANISATEUR le garantit, en son nom et celui des salles retenues, ainsi que d'éventuels sous-traitants.

Le PRODUCTEUR fera alors son affaire de toutes les dépenses afférentes à cette captation.

Article 12 – Annulation du contrat

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résolu de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de l'une de ses clauses essentielle.

Toute annulation du fait de l'une ou l'autre des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière à la date de rupture du contrat.

Article 13 – Litiges


En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation des tribunaux du lieu d'exécution.

Fait à Quarante, le 7 octobre 2013

En 2 exemplaires

Le PRODUCTEUR
HUMANI THEATRE

L'ORGANISATEUR
VILLE DE MONTPELLIER – DIRECTION DE
LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

lu et approuvé
p10

Humani Théâtre
Compagnie de Rouvère
34310 Quarante
Tél: 438 169 500 00024

Philippe SAUREL
Adjoint au Maire
Délégué à la Culture

**Marché passé selon une procédure adaptée pour les
campagnes de capture et de stérilisation des pigeons et
d'effarouchement d'étourneaux 3B0756.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE adjointe déléguée.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à une campagne semestrielle de capture et de stérilisation de pigeons, et selon la population de volatiles sur le territoire communal, à une ou deux campagnes d'effarouchement d'étourneaux ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 10 octobre 2013, l'entreprise « SA SACPA » a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;
- que la durée initiale du marché est d'une année, reconductible 3 fois, montant total pour les 4 années : 39 840 euros HT.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise « SA SACPA », domaine de Rabat, 47 700 PINDERES, pour un montant de 9 960 € HT par an.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville.
- d'autoriser Mme le Maire ou l'adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 16/11/2014

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE



Publiée le : 17/11/2014
Notifiée le :

**Exposition Linda Mac Cartney, It's not only rock
n'roll au Pavillon Populaire**
**Convention de mise à disposition des oeuvres de Linda
Mac Cartney**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la programmation 2014 du Pavillon Populaire comporte une retrospective des œuvres photographiques de Linda Mac Cartney intitulée *Linda Mac Cartney, It's not only rock'n'roll* ;
- Qu'il convient de formaliser la mise à disposition de ces œuvres
- Que Linda Enterprises Limited (LEL) est détentrice exclusive des droits relatifs à ces œuvres et que, par conséquent, conformément à l'article 35.II-8 du Code des marchés publics ce contrat peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature de la convention de mise à disposition des œuvres de Linda Mac Cartney, jointe en annexe, pour un montant de 35 000 € payable à la signature du contrat;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 20/12/2013
Notifiée le :

CONVENTION datée du 11 décembre 2013

EXPOSITION "LINDA MCCARTNEY : IT'S NOT ONLY ROCK N' ROLL" (TITRE TEMPORAIRE) AU PAVILLON POPULAIRE À MONTPELLIER

ENTRE

- (1) La Ville de Montpellier, Hôtel de Ville de Montpellier, 1 Place Francis Ponge, 34064 Montpellier Cedex 2, France, représentée par Mme Hélène MANDROUX, maire, conformément à la décision du conseil municipal du 27 juillet 2009, ci-après "**l'Exposant**",
- (2) Linda Enterprises Ltd qui est une filiale appartenant à 100 % à MPL Communications Ltd, et dont le siège social est situé au 1 Soho Square, Londres, W1D 3BQ, Royaume-Uni, ci-après "**LEL**".

QU'IL SOIT CONVENU QUE :

- (A) L'Exposant accueillera l'exposition dont le titre temporaire est "Linda McCartney : It's Not Only Rock'n'Roll" au Lieu (ci-après "l'Exposition") pendant la Période de l'Exposition. L'Exposant présentera l'exposition en collaboration avec LEL et l'entrée sera gratuite pour le public.
- (B) Ce contrat vise à déterminer les conditions de l'organisation et de la présentation de l'Exposition dans le Lieu.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

CONDITIONS DE L'ACCORD :

| | | |
|---------------------------------------|-------|---|
| Description de l'Exposition | de | Une rétrospective sur l'œuvre de Linda McCartney en tant que photographe visant à montrer l'importance de sa contribution pour la photographie du 20ème siècle. |
| Pièces de l'Exposition | | Une liste des pièces qui seront incluses dans l'Exposition, telle qu'établie dans l'annexe 1. |
| Nouvelles Épreuves | | Les nouvelles épreuves qui seront fournies, le cas échéant, à l'Exposant par LEL, le détail de ces épreuves est donné dans l'Annexe 2. |
| Date de l'Accord | | 11 décembre 2013. |
| Période de l'Exposition | de | du 21 février 2014 au 4 mai 2014 compris. |
| Ouverture de l'Exposition à la Presse | de la | 20 février 2014. |
| Lieu | | Pavillon Populaire, Espace d'art photographique de la Ville de Montpellier, Esplanade Charles-De-Gaulle, 34000 Montpellier France. Surface d'exposition complète : environ 650 mètres carré. |
| Rétribution | | La somme de 35 000 € (toutes taxes comprises) sera versée par l'Exposant à LEL immédiatement après la signature de cette |

| | | |
|---|--------|---|
| | | Convention conformément au paragraphe 2. |
| Directeur artistique du Pavillon Populaire de la Ville de Montpellier | | Gilles Mora. |
| Commissaire d'exposition | | Gilles Mora et les membres de la famille McCartney en collaboration avec Claudia Schmid de LEL. |
| Date de Livraison du Projet d'Exposition | | À convenir entre les parties (aux fins du paragraphe 3 ci-dessous). |
| Durée | | Sous réserve des dispositions du paragraphe 8, à partir de la Date de cette Convention et jusqu'à la date située 30 jours après la Période de l'Exposition. |
| Budget de l'Exposition. | de | Le budget convenu pour l'exposition est de 207000 € (rémunération incluse, tel qu'établi plus en détail dans l'Annexe 3). |
| Attribution de l'Exposant | de | "Une exposition produite par le Pavillon Populaire, en coopération avec Linda Enterprise Ltd", à afficher conformément au paragraphe 6.2. |
| Attribution du Commissariat de l'Exposition | de | "Gilles Mora et les membres de la famille McCartney en collaboration avec Claudia Schmid de Linda Enterprises Ltd", à afficher conformément au paragraphe 6.2. |
| Exigences spécifiques concernant les Cadres | | Délibérément laissé vierge. |
| Attribution des Bénéfices de l'Exposition | des de | Aux fins du paragraphe 5.3, les Bénéfices de l'Exposition (le cas échéant) seront reversés intégralement à LEL et afin d'éviter toute ambiguïté lesdits Profits de l'Exposition incluront tous les mécénats obtenus par l'une des parties conformément au paragraphe 5.6. |
| Dispositions pour Sir Paul McCartney | | Conformément au paragraphe 5.2, l'Exposant fournira : deux billets d'avion aller-retour en première classe et un transport au sol adapté et de première qualité, de Londres à Montpellier, jusqu'à deux nuits dans la "Suite Présidentielle" ou son équivalent dans l'un des meilleurs hôtels de Montpellier, Un service de protection rapprochée jour et nuit pendant le séjour de Sir Paul McCartney en France (1 ou 2 gardes du corps fournis par la meilleure agence de la région), un cuisinier de premier ordre pour son usage exclusif pendant le séjour à Montpellier, qui proposera des repas végétariens de première qualité. |

CONDITIONS STANDARDS DE LA CONVENTION :

1. REGLES GENERALES

- 1.1 Les parties peuvent, d'un commun accord, ajouter ou modifier les conditions ci-présentes si tous ces changements sont paraphés par les deux parties.

1.2 Ce contrat doit être signé en double exemplaire par les parties. Toutes les parties parapheront chaque page de ce contrat.

1.3 Il est admis par les deux parties qu'en raison des aspects pratiques de l'organisation de ce type d'exposition, certaines exigences, y compris, sans y être limité, celles concernant les Pièces de l'Exposition, les Nouvelles Épreuves, le Budget de l'Exposition et les Produit Dérivés qui ne seront finalisée qu'après la signature de cette Convention. Les deux parties ont la ferme intention de trouver un accord quant à ses dispositions en temps voulu au fur et à mesure que ces dispositions sont décidées leurs détails plus précis seront ajoutés aux Annexes correspondantes au présent document et nonobstant leur ajout après la signature de cette Convention, il est entendu qu'elles seront complètement incorporées et seront des termes contraignants légalement de cette Convention.

2. **CONTREPARTIE**

2.1 En contrepartie des autorisations et consentements accordés à l'Exposant par LEL et du prêt par LEL à l'Exposant des Pièces de l'Exposition, l'Exposant s'engage à verser la Rétribution à LEL

2.2 Les modalités du paiement de la Rétribution feront l'objet d'un accord entre les parties en temps voulu mais afin d'éviter toute ambiguïté, le paiement devra être effectué avant le début de la Période de l'Exposition.

3. **CONTENU, PRODUCTION ET PRET**

3.1 **Exposition et Production**

L'Exposant est responsable du projet d'Exposition en collaboration avec LEL. Il s'engage à chercher un accord mutuel pour toutes les questions relatives au commissariat de l'Exposition (contenu intellectuel et pièces exposées).

3.2 **Propriété**

La propriété des Pièces de l'Exposition appartenant à LEL avant cette Convention demeurera en tout temps la propriété de LEL. Rien dans cette Convention ne servira à céder, à transférer le titre de propriété ou la propriété légale à l'Exposant, ou à fournir une licence sur les Pièces l'Exposition (ou autres droits sur ces pièces) au-delà des droits accordés à l'Exposant conformément à la présente Convention. Tous les droits relatifs aux Pièces de l'Exposition, aux Textes et tout autre objet crée par l'Exposant conjointement avec LEL pour l'Exposition et qui ne sont pas spécifiquement désignés dans cette Convention sont en vertu de la présente complètement et expressément réservés à LEL (sous réserve de droits préexistants de tierces parties sur ces objets) pour toute la durée de ces droits (y compris tout amendement, extension et révision) et ultérieurement, pour aussi longtemps que possible, à perpétuité.

3.3 **Commissariat de l'Exposition**

Le commissariat sera à la charge des membres de la famille McCartney et du Commissaire d'exposition, en collaboration avec Mme Claudia Schmid, pour LEL. L'Exposant présentera à LEL un premier projet d'exposition au plus tard à la Date de Livraison du Projet d'Exposition, qui servira de base à une réunion de préparation de l'Exposition qui aura lieu à une date et à un endroit dont les parties devront convenir.

Les parties s'efforceront de façon raisonnable de convenir d'une version détaillée du projet d'Exposition dans un temps raisonnable après la Date de Livraison du Projet d'Exposition et s'efforceront de façon raisonnable de convenir de la liste

des pièces à produire et des prêts dans les deux (2) mois suivant la Date de Livraison du Projet d'Exposition, sous réserve de l'approbation préalable des Pièces de l'Exposition par les membres de la famille McCartney dont l'approbation est nécessaire.

3.4 Propriété physique et Objets prêtés par LEL

Afin de présenter l'Exposition dans le Lieu, LEL prêtera à l'Exposant les Pièces de l'Exposition qui comprendront, dans la limite des droits de LEL, des pièces appartenant aux membres de la famille McCartney et à d'autres prêteurs tiers, selon les conditions de cette Convention. La valeur d'assurance de ces objets sera considérée comme une information confidentielle aux fins du paragraphe 10.

LEL indiquera à l'Exposant chaque objet compris dans les Pièces de l'Exposition qui n'appartient pas à LEL. L'Exposant assumera seul l'entière responsabilité de l'obtention de tous les documents, autorisations et licences nécessaires à l'inclusion de ces objets dans l'Exposition.

LEL informera tous les prêteurs tiers et tout autre titulaire de droits sur les Pièces de l'Exposition du fait que l'Exposition se déroulera dans le Lieu, selon les conditions stipulées ici.

3.5 Objets fournis pour l'Exposition

Les Pièces de l'Exposition incluront les Nouvelles Épreuves (le cas échéant). LEL est responsable de l'organisation de la production des Nouvelles Épreuves, dont le coût, y compris celui de la numérisation et de l'impression, est couvert par le Budget de l'Exposition.

La production commencera immédiatement après obtention d'un accord mutuel sur la liste finale des Pièces de l'Exposition.

3.6 Cadres

Le cas échéant, l'Exposant sera responsable de l'encadrement des Pièces de l'Exposition, Nouvelles Épreuves produites pour l'Exposition selon le paragraphe 3.5 comprises. Après l'Exposition, les cadres deviendront la propriété de LEL conformément aux conditions de cette Convention.

L'encadrement doit être réalisé dans un lieu proche du Lieu, sous la supervision de l'Exposant, avec des cadres droits, en bois de couleur noir. Les cadres doivent être soumis à l'approbation de LEL et doivent correspondre aux Exigences Spécifiques d'Encadrement (le cas échéant).

3.7 Textes de présentation de l'Exposition et des œuvres d'art

Les textes de présentation et descriptifs des œuvres seront fournis par LEL ou par l'Exposant qui devra obtenir une approbation écrite de tous les textes par LEL ("les Textes"). L'Exposant est responsable de leur traduction. Tous les textes de l'Exposition seront présentés en français et en anglais.

4. PRESENTATION DE L'EXPOSITION

4.1 Évaluation de l'état

LEL fournira une évaluation de l'état de toutes les Pièces de l'Exposition, ce formulaire sera fourni à l'Exposant sous forme digitale. L'Exposant complètera l'évaluation de l'état à l'arrivée (au moment du déballage) et au départ (à l'emballage) des Pièces de l'Exposition en présence d'un représentant de LEL.

4.2 Conditions atmosphériques et d'éclairage

L'Exposant veillera à ce que les conditions d'Exposition soient conformes aux normes en usage dans les musées et les galeries de photographie y compris et sans s'y limiter :

- Éclairage à 50 lux pour les épreuves anciennes et 120 lux pour les autres épreuves
- Température : 18° C, plus ou moins 2° C
- Hygrométrie : 50 % plus ou moins 5 %

L'Exposant fournira à LEL un rapport indiquant les résultats de tests menés au cours de la semaine précédant l'accrochage des Pièces de l'Exposition montrant que les conditions ci-dessus sont toutes remplies.

4.3 Sécurité

L'Exposant s'engage à fournir un rapport sur le site à LEL et, par la présente, garantit et certifie que toutes les mesures seront prises afin de protéger les Pièces de l'Exposition pendant toute la durée de l'Exposition.

L'Exposant veillera à ce qu'aucune photographie, vidéo ou autre enregistrement de l'Exposition ne soit autorisé et fera placer des panneaux bien visibles aux entrées, à l'intérieur et autour du Lieu indiquant :

"Photographie interdite. Il est interdit d'utiliser du matériel d'enregistrement audio ou audio-vidéo (appareils photographiques et téléphones compris) dans l'exposition."

4.4 Assurance

L'Exposant devra prendre les mesures nécessaires pour que toutes les Pièces de l'Exposition soient bien couvertes par une police d'assurance contre tous dommages ou risques pendant la Période, de "clou à clou" (c'est-à-dire de leur enlèvement à Vienne, pendant toute la Période de l'Exposition puis jusqu'au retour des Pièces de l'Exposition à LEL). Le prix de cette assurance sera entièrement à la charge de l'Exposant, qui devra fournir une copie du certificat d'assurance à LEL avant l'expédition d'une seule des Pièces de l'Exposition au Lieu. L'Exposant veillera à ce que LEL soit ajouté comme partie couverte par la police d'assurance mentionnée ci-dessus.

4.5 Livraison et emballage

L'Exposant assumera l'entière responsabilité de la collecte des Pièces de l'Exposition de LEL ainsi que de la sûreté du transport et de la livraison des Pièces de l'Exposition au Lieu pendant la Période. L'Exposant assumera de surcroît l'entière responsabilité de la sûreté du transport retour des Pièces de l'Exposition au lieu exact indiqué par LEL. L'Exposant tiendra des consultations détaillées avec et obtiendra l'accord préalable écrit de LEL pour chaque livraison et disposition de transport et assumera intégralement les coûts liés à ces transports ou livraisons.

4.6 Douanes

Tous les documents douaniers (carnet ATA) nécessaires au transport des Pièces de l'Exposition jusqu'au Lieu de l'Exposition seront fournis par LEL avec les conseils de l'Exposant. Tous les frais liés aux formalités douanières seront payés par l'Exposant.

4.7 **Détériorations**

L'Exposant sera responsable notamment de toute perte, vol ou changement d'état des Pièces de l'Exposition pendant toute la Période et l'Exposant doit veiller à ce que les Pièces de l'Exposition soient régulièrement inspectées pendant la Période. L'Exposant sera tenu de verser à LEL, notamment, au moins la valeur d'assurance la plus élevée et les coûts de réimpression ou de reproduction des Pièces de l'Exposition en cas de perte, détérioration ou changement d'état.

Sans que cela limite les dispositions ci-dessous, à aucun moment les Pièces de l'Exposition ne seront dupliquée ou transférée sur un nouveau support ou modifiée de quelque façon que ce soit sans l'accord écrit préalable de LEL.

En cas d'accident de quelque type que ce soit pendant la Période, l'Exposant s'engage à en informer LEL sous 24 heures par téléphone (+44 207 534 2001) et par courrier électronique (Claudia@mpl.co.uk et rewbank@mpl.co.uk). L'Exposant s'engage de surcroît à signaler immédiatement par écrit l'accident à l'assureur et à envoyer une copie à LEL.

Dans le cas d'un accident particulièrement sérieux ou dans un cas de force majeure (incendie, inondation, catastrophe naturelle, etc.), l'Exposant s'engage à entreprendre immédiatement toutes les actions nécessaires afin d'assurer la sécurité des Pièces de l'Exposition et, ce faisant, à payer tous les coûts nécessaires.

Dans le cas où une restauration des Pièces de l'Exposition serait nécessaire, suite à une détérioration qu'elles auraient subie, cette restauration sera réalisée dans le Lieu ou dans les locaux principaux de l'Exposant par l'un de ses restaurateurs professionnels, entièrement aux frais de l'Exposant ou de la compagnie d'assurance de l'Exposant, toujours à condition d'avoir l'accord écrit préalable de LEL.

5. **ACCORD FINANCIER**

5.1 **Budget de l'Exposition.**

Afin de déterminer la taille et l'importance de cette Exposition et à condition que le travail de commissariat ait été effectué, l'Exposant et LEL établiront d'un commun accord le Budget de l'Exposition qui, une fois convenu sera attaché à cette Convention dans l'Annexe 3 et y sera inclus par voie de référence. L'Exposant prendra à sa charge l'intégralité des coûts et dépenses liées à l'Exposition. Si des coûts ou dépenses non inclus dans le Budget de l'Exposition venaient s'ajouter, ces coûts supplémentaires seraient eux aussi intégralement à la charge de l'Exposant.

L'Exposant sera responsable financièrement de toutes les dépenses liées à la présentation de l'Exposition sur le Lieu y compris et sans limitation, les numérisations par scanners à tambour à haute définition, impression, livraison, tous documents douaniers et assurances des Pièces de l'Exposition, coûts de scénographie, déballage et emballage des Pièces de l'Exposition, stockage, pose, conception graphique, traduction, promotion, publicité, événements, logement des représentants à proximité du Lieu (conformément au paragraphe 5.2 ci-dessous) ainsi que les relations avec la presse, la sécurité, et les frais d'assurance. Afin d'éviter toute ambiguïté, l'Exposant paiera les fournisseurs ou tierces parties directement (si possible) immédiatement à la réception des factures par l'Exposant. Les fournisseurs ou tierces parties installés au Royaume-Uni seront payés en livres sterling (GBP) sauf en cas d'accord contraire entre les parties.

L'Exposant prendra intégralement à sa charge tout coût ou dépense non inclus dans le Budget de l'Exposition et en aucun cas il ne sera demandé à LEL de payer ou de participer à ces coûts ou dépenses.

L'Exposant s'engage à supporter tous les coûts et dépenses de change des devises liés aux transactions avec les fournisseurs ou tierces parties n'appartenant pas à la zone Euro.

Les parties s'engagent à respecter le Budget et acceptent les contraintes financières que le Budget peut imposer à l'Exposition.

5.2 Représentant de LEL ou de la famille McCartney

Deux représentants de LEL assisteront à l'installation de l'Exposition, à l'ouverture de l'Exposition et à l'évaluation d'état qui suivra la fin de l'Exposition.

Dans l'éventualité où des membres de la famille McCartney (autres que Sir Paul McCartney) assisteraient à la conférence de presse ou à l'ouverture de l'Exposition dans le Lieu, l'Exposant prendra en charge leurs frais (de transport, logement et sécurité) dans les limites du Budget de l'Exposition. Au cas où Sir Paul McCartney assisterait personnellement à l'ouverture de l'Exposition, l'Exposant se conformera aux Dispositions pour Sir Paul McCartney.

Afin d'éviter toute ambiguïté, dans le cas où des représentants de LEL se rendraient sur le Lieu, tous les frais et dépenses de LEL ou des représentants de LEL (y compris et sans restriction, transport, logement, nourriture) seront inclus dans le Budget de l'Exposition. Si l'Exposant est dans l'incapacité de payer des fournisseurs ou des tierces parties directement, l'Exposant s'engage à rembourser ces coûts et dépenses à LEL (comme prévu dans le Budget de l'Exposition) immédiatement après la communication d'un justificatif.

5.3 Compensation des droits et prêt

En échange du prêt des Pièces de l'Exposition par LEL et des droits et services nécessaires, l'Exposant s'engage ce que les Nouvelles Épreuves (le cas échéant) produites pour l'Exposition ainsi que tous les cadres, passe-partout et supports fabriqués suivant le paragraphe 3.6 soient la propriété de LEL.3.6

Indépendamment de ce qui précède, une fois que l'Exposant aura amorti les coûts directs, identifiables et attribuables spécifiquement à la présentation de l'Exposition tel qu'établis dans le Budget (ces frais n'incluant pas les frais généraux de l'Exposant) tous les revenus supplémentaires découlant de l'Exposition ("Bénéfices de l'Exposition") seront attribués selon l'Attribution des Bénéfices de l'Exposition.

5.4 Comptabilité et audit

Toutes les deux (2) semaines pendant la Période de l'Exposition (et pendant les trois (3) mois suivants) L'Exposant fournira à LEL des relevés de compte complets comportant les deux (2) semaines précédentes (au niveau détail que LEL demandera) indiquant toutes les entrées d'argent liées à l'Exposition, la situation du recouvrement des coûts et dépenses de l'Exposition et (le cas échéant) les parts des bénéfices de l'Exposant et de LEL et (le cas échéant) effectuera le versement de la part des bénéfices de LEL (s'il y a lieu) correspondant à ladite période précédente.

5.5 L'Exposant tiendra des livres de comptes complets et précis relatifs à l'objet de cette Convention. LEL se réserve le droit, après avoir donné un préavis raisonnable à l'Exposant, pendant la Période et pendant les six (6) ans qui

suivront, de faire examiner les livres et registres de l'Exposant par un contrôleur indépendant qui confirmera l'exactitude des paiements versés à LEL conformément à cette Convention. Si une de ces inspections devait révéler un versement insuffisant par rapport aux sommes dues à LEL par la présente, l'Exposant verserait immédiatement la somme encore due à LEL ainsi que les frais raisonnables engagés par LEL dans la conduite de l'audit (incluant les frais de justice de LEL, mais sans s'y limiter).

5.6 Partenaires et mécénat d'entreprise

L'Exposant et LEL peuvent obtenir le soutien de partenaires, de media et de mécènes, à leur discrétion, sous réserve de l'approbation écrite préalable par LEL de ses soutiens et des conditions qui leur sont attachées. Tout mécénat devra être inclus dans le Budget de l'Exposition et sera soumis à l'Attribution de Bénéfices de l'Exposition ci-dessus. Les parties conviennent de ne pas impliquer de mécénat provenant des domaines suivant : armes, énergie nucléaire, tabac, alcool, production de viande, produits ayant recours à des tests sur des animaux et toutes chaînes de restaurants, producteur alimentaire, associations ou marques produisant, utilisant ou servant de la viande.

6. RELATIONS PUBLIQUE ET PRESSE

6.1 L'Exposant assumera la responsabilité de la promotion de l'Exposition. À cette fin, il organisera la conférence de presse et l'ouverture de l'Exposition à une date décidée d'un commun accord, concevra et produira tous les supports de relation publique (invitations, affiches, programmes, contenu internet, etc.) qu'il soumettra à l'approbation de LEL avant production. Tout matériel destiné à la presse et à la promotion devra être approuvé au préalable par LEL.

6.2 Logotypes et descriptifs

L'Exposant doit veiller à ce que le logo LEL soit affiché à une taille représentative (et dans tous les cas, pas inférieure à celle du logo de l'Exposant) sur tous les matériels promotionnels, de relation publique et informatifs (y compris en ligne) relatifs à l'Exposition avec l'Attribution de l'Exposant qui doit apparaître dans toutes les pièces de l'Exposition, éditions papier ou électroniques, affichages, invitations, dossiers de presse, encarts publicitaires dans des périodiques et sites web de l'Exposant, etc. Le placement des descriptifs et logos sera soumis à l'approbation préalable de LEL avant production des documents. L'Exposant s'engage à proposer sur son site web des hyperliens pointant vers le site web de LEL, soumis à l'approbation préalable de LEL.

Toute utilisation par l'une ou l'autre des parties des noms, logotypes ou autres signes distinctifs de l'autre partie sur quelque matériel que ce soit devra être soumis à l'accord préalable de l'autre partie.

Les commissaires d'exposition se verront conférer l'Attribution du Commissariat de l'Exposition dans les attributions, affichées dans les aires d'Expositions, sur les invitations et dans le dossier de presse. Dans ses remerciements, l'Exposant inclura la liste de noms que lui fournira LEL à laquelle il pourra ajouter des noms supplémentaires qui devront être soumis à l'approbation préalable de LEL.

6.3 Traduction

L'Exposant est responsable de la traduction des descriptifs des Pièces de l'Exposition et matériel promotionnel fourni par LEL. Tous les Textes de l'Exposition seront dans la langue parlée par la majorité du pays dans lequel le Lieu se situe et en anglais.

6.4 Presse et images promotionnelles

À la demande raisonnable de l'Exposant, LEL s'engage à fournir gratuitement à l'Exposant un maximum de 10 images haute-définition choisies d'un commun accord, à utiliser sur les différents matériels promotionnels pour l'Exposition, tel que définis ici, pendant la Période, sous réserve de l'approbation préalable de ces matériels promotionnels par LEL.

6.5 Invitations et matériel promotionnel

Tout matériel promotionnel doit être soumis à l'approbation préalable de LEL. Quand cela est possible, l'Exposant fournira à LEL des échantillons de son matériel promotionnel (affiche, tract, etc.). LEL devra également donner un accord préalable écrit de la liste des invités de tout événement auquel des membres de la famille McCartney seraient présents, et ce avant l'envoi des invitations.

6.6 Traiteur

Les parties s'engagent par la présente à ce que la nourriture proposée à tout événement qui aurait lieu en relation avec l'Exposition, y compris et sans limitation, l'ouverture de l'exposition, et toutes conférences de presse, réceptions et dîners soit entièrement végétarienne, et que le lieu, (s'il n'est pas le lieu d'Exposition) et le menu de tels événements soient toujours soumis à l'approbation préalable de LEL.

6.7 Compte-rendu

À la fin de l'Exposition, l'Exposant fournira à LEL une revue de presse, des statistiques sur le nombre de visiteurs, de prises de vue de l'installation et un compte-rendu des événements organisés en relation avec l'Exposition.

7. GARANTIES

7.1 L'Exposant, par la présente, offre les garanties et prend les engagements suivants.

7.1.1 Il ne fera rien qui suite à son action ou à son omission entraînerait ou risquerait d'entraîner :

- (a) la perte ou la détérioration des Pièces de l'Exposition, ou
- (b) une atteinte aux droits des personnes ou aux droits des propriétés d'une tierce partie.

7.1.2 Il se conformera à toutes les dispositions législatives et réglementaires, codes et lignes directrices en vigueur dans l'exercice des droits qui lui sont accordés ci-dessous.

7.1.3 Il renverra les Pièces d'Exposition à LEL à une adresse qui sera indiqué en temps voulu à l'Exposant (selon et conformément aux conditions de cette Convention) exactement dans l'état dans lequel celles-ci ont été collectées et l'envoi sera effectué rapidement après la fin de la Période.

- 7.1.4 Il ne permettra à aucune tierce partie de faire quoique ce soit qui soit interdit à l'Exposant dans le cadre de cette Convention.
- 7.1.5 L'organisation et la promotion de l'Exposition seront faites selon les normes les plus strictes régissant une exposition de premier ordre et digne d'une exposition consacrée à un œuvre artistique d'une importance comparable à celle des Pièces de l'Exposition.
- 7.1.6 En assumant toutes ses obligations suite à cette Convention, ou en assurant la promotion ou l'organisation de l'Exposition, l'Exposant fera preuve à tout moment du soin et des compétences nécessaires, de façon professionnelle et opportune en employant un personnel compétent, qualifié, expérimenté.

8. RESILIATION

- 8.1 Sans préjudice des droits qui découlent de cette Convention ou de tout droit ou recours, une partie peut à tout moment mettre fin à cette Convention avec effet immédiat en notifiant l'autre partie par écrit dans les circonstances suivantes :
 - 8.1.1 si l'autre partie commet une violation substantielle des termes de cette Convention et (si cette violation peut être corrigée) ne la corrige pas sous un délai de quinze (15) jours après avoir reçu une notification l'invitant à le faire ("Période de Remède"),
 - 8.1.2 si l'autre partie est incapable de régler ses dettes à leur date d'échéance ou reconnaît son incapacité à payer ses dettes ou est considéré dans l'incapacité de régler ses dettes dans le sens donné par la section 123 de la Loi sur l'Insolvabilité de 1986 ou est considéré dans l'incapacité de régler ses dettes ou ne semble pas être amené à pouvoir le faire ou a un partenaire à qui ce qui précède s'applique.
 - 8.1.3 une requête est présentée, un préavis est donné, une résolution est adoptée ou une ordonnance est rendue, pour ou en rapport avec la liquidation de l'autre partie,
 - 8.1.4 un tribunal est saisi, ou une ordonnance est rendue, désignant un administrateur, ou si une notification d'intention de désigner un administrateur est donnée, ou si un administrateur est désigné, pour la gestion de l'autre partie,
 - 8.1.5 l'Exposant perd une source significative de son financement, de sorte que sa capacité à accueillir l'Exposition selon les conditions ci-dessous est remise en question, ou
 - 8.1.6 l'Exposant, ou une partie avec laquelle l'Exposant est en relation, par son action jette ternit la réputation de LEL, Linda McCartney ou un membre de la famille McCartney.

9. FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne devra contrevenir à cette Convention, ni être responsable d'un retard ou d'un manquement dans l'exécution de ses obligations définies par cette Convention, si ce retard ou manquement est causé par des événements, des circonstances ou des causes au-delà de son contrôle raisonnable comprenant, sans restriction, tout événement qu'il était impossible d'empêcher, de prévoir, et hors du pouvoir de l'une des parties, comme une guerre, des émeutes, des inondations, des catastrophes naturelles et des grèves. Dans ces circonstances, la partie affectée se verra gratifiée d'un délai raisonnable pour

remplir ces obligations dans la mesure où si cette période de retard ou d'inexécution dure plus de trente (30) jours, la partie non affectée peut mettre fin à cette Convention en donnant à l'autre partie un préavis par écrit de 14 jours.

10. **NON-DIVULGATION**

10.1 Au cours de cette Convention, et à tout moment, l'Exposant ou ses employés, fournisseurs, associés et affiliés pourraient découvrir des Informations Confidentielles concernant LEL ou ses associés, employés, affilié ou la famille McCartney. L'Exposant accepte et s'engage par la présente à traiter toutes ces informations comme strictement confidentielles (après et pendant la Durée de la Convention) et s'engage par la présente (et obtiendra cet engagement de ses employés, fournisseurs, associés et affiliés) :

10.1.1 à garder confidentielle et à ne pas divulguer, révéler ou utiliser à ses fins ou dans quelque but que ce soit (que ce soit directement ou indirectement) les Informations Confidentielles,

10.1.2 à ne publier dans aucun media de quelque sorte que ce soit (y compris mais sans limitation, tous journaux, magazines, ou sur un site Internet ou d'autre media électronique similaire) qu'il soit déjà existant ou développé par la suite, des articles, informations, données, enregistrements, photographies, images, enregistrements audio, enregistrements audio-visuels ou tout autre matériel qui comporte ou contient des Informations Confidentielles,

10.1.3 à ne donner aucun entretien à la radio, la télévision ou autre media au sujet de ou comprenant des Informations Confidentielles, et

10.1.4 à ne déplacer aucun document ou objet matériel appartenant à LEL, ses affiliés, associés, employés ou à la famille McCartney ou qui contiendrait des Informations Confidentielles, du lieu où ils se trouveraient, sauf autorisation de LEL et conformément aux conditions de cette Convention.

10.2 Aux fins de ce paragraphe, Informations Confidentielles comprend, sans se limiter :

10.2.1 l'existence et les conditions de cette Convention,

10.2.2 toute information relative ou appartenant à LEL, ses affaires ou les affaires personnelles d'un membre de la famille McCartney,

10.2.3 toute information confidentielle ou commercialement sensible (qu'elle soit ou pas indiquée comme "confidentielle") et qui ne serait pas à disposition du grand public ou dont l'accès demanderait une grande dépense d'énergie, d'argent ou de grandes compétences.

10.2.4 toute information, donnée, enregistrement, photographies, images, enregistrements audio ou enregistrements audio-visuel ou autre élément relatifs à LEL ou à la famille McCartney, y compris, mais sans se limiter à des détails de leur vie privée, de leur mode de vie qui pourraient intéresser ou avoir une valeur pour, notamment, la presse, les auteurs à sensation, ou toute autre information qui pourrait raisonnablement être considérée comme confidentielle par LEL.

11. **CONTRAT DE LICENCE DES ÉPRE**

12. **UVES**

Les parties reconnaissent par la présente que suite à la signature de cette Convention, LEL a l'intention de convenir dans l'Annexe 4 ("Contrat de Licence des Épreuves") avec Madame Hélène Mandroux, Maire de la Ville de Montpellier de la licence de certaines épreuves des photographies de Linda McCartney. Il est prévu par les parties que le Contrat de Licence des Épreuves sera signé au plus tard le 28 mars 2014.

13. **DIVERS**

13.1 Sans préjudice des autres droits et recours qui appartiennent à LEL, l'Exposant reconnaît et accepte que :

13.1.1 sous réserve de la Période de Remède, une violation de cette Convention, par l'Exposant accordera à LEL le droit de mettre fin à cette convention et à toute autre entre l'Exposant et LEL sans plus aucune responsabilité envers l'Exposant, et

13.1.2 des indemnités financières uniquement ne seraient pas une solution adéquate en cas de violation des dispositions de cette Convention par l'Exposant et que, en conséquence, LEL pourra prétendre sans preuve de préjudice particulier aux recours aux injonctions, exécution en nature et autre compensation équitable pour toute infraction à ces dispositions.

13.2 L'Exposant protège par la présente LEL, ses directeurs, employés, actionnaires, cessionnaires, ou ayant-droits contre toutes pertes directes ou indirectes, coûts, responsabilités, dommages et frais y compris des frais de justice résultant de ou causés par une violation ou une violation présumée de ses obligations, garanties ou déclarations contenues dans cette Convention.

13.3 L'Exposant ne peut pas céder cette Convention ou aucun de ses droits ni faire sous-traiter aucune des obligations que lui impose la présente Convention.

13.4 Cette Convention est rédigée en anglais. Si cette convention est traduite dans une autre langue, le texte anglais fait foi.

13.5 Rien dans cette Convention ne confère aucun droit ou autre avantage en vertu de la Loi sur les Contrats (Droits des Tiers) de 1999 ou de quelque façon que ce soit en faveur d'une personne autre que les parties.

13.6 Cette Convention constitue l'intégralité de l'accord entre les parties et se substitue à tout accord préalable ou concomitant, entente entre les deux parties, à l'oral ou à l'écrit concernant l'objet de cette Convention.

13.7 Cette Convention devra être interprétée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles dont les tribunaux seront seuls compétents.

.....
pour et au nom de
Linda Enterprises Ltd

.....
Philippe SAUREL
Adjoint au maire chargé de la Culture
Pour et au nom du
Maire de Montpellier

SCHEDULE 1

Exhibition Materials

Subject to LEL's final approval thereof, the following materials (to include the New Prints):

Épreuves dont le détail est donné dans l'Annexe 2 ci-dessous).

1001

| PACKING LIST 30.4.2013 - DEC. | | | | | | | | | |
|-------------------------------|---|---------------|----------------|----------------------|--------------|-------|------------|-----------|------------|
| | Image title | UFI Image Ref | Paper Size | Signed | B&W / Colour | Dated | Print type | Condition | Value GBP |
| | Entrée | | | | | | | | |
| 1 | Linda by Eric Clapton, London, 1968 | 110_24 V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 2 | Mick Jagger, New York, 1966 | 190_34a V | 76.5 x 56.5 cm | LM Stamp | B&W | NO | Platinum | Good | £4 085.00 |
| 3 | Heather, Stella and Paul, Unknown location, 1975 | 700_11 V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 4 | | | | | | | | | |
| 5 | Paul, Stella and James, Scotland, 1982 | 1285_36 V | 76.5 x 56.5 cm | LM Stamp/Editted | B&W | NO | Platinum | Good | £4 085.00 |
| 6 | My Love, London, 1978 | C15-6a V | 20x24" | Stamped/Signed by LM | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 7 | Old Men, Scotland, 1968 | 452_6a V | 76.5 x 56.5 cm | LM Stamp | B&W | NO | Platinum | Good | £3 800.00 |
| 8 | Snarling Cat, London, 1970 | 1386_1 V | 20x24" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 9 | | | | | | | | | |
| 10 | Chile Crowd, 1993 | 3620_14 V | 76.5 x 56.5 cm | NO | B&W | NO | Platinum | Good | £4 085.00 |
| 11 | Lucky Spot in Daisy Field, Sussex, 1985 | T1398_1 V | 20x24" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 12 | Brian Jones and Mick Jagger, New York, 1966 | 192_7a V | 16x20" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £27 820.00 |
| 13 | Brian Jones, New York, 1966 | 187_9a V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £4 085.00 |
| 14 | 188 King, New York, 1967 | 90-15 V | 20x14" | LM Front | B&W | 1982 | Bromide | Good | £10 000.00 |
| 15 | Jim Morrison, New York, 1967 | 159-2a V | 30x22" | NO | B&W | NO | Platinum | Good | £4 800.00 |
| 16 | Eric Clapton, London, 1968 | 111_26 V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 17 | Frank Zappa, New York, 1968 | 336_25 V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 18 | | | | | | | | | |
| 19 | Ginger Baker, Atlantic Recording Studio, New York, 1967 | 107_27a V | 20x14" | LM Front | B&W | 1982 | Bromide | Good | £10 000.00 |
| 20 | The Yardbirds, London, 1968 | 306-20 V | 16x20" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £120.00 |
| 21 | Simon and Garfunkel, CBS Studios, New York, 1966 | 223_36a V | 76.5 x 56.5 cm | LM Stamp | B&W | NO | Platinum | Good | £3 800.00 |
| 22 | Simon and Garfunkel, New York, 1966 | 224_23a V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 23 | | | | | | | | | |
| 24 | Aretha Franklin Modeling for Mademoiselle, Los Angeles, | T68_18 V | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 25 | Charles Aznavour, Connecticut, 1968 | 304_31 V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 26 | | | | | | | | | |
| 27 | Willem de Kooning, Amagansett, New York, 1968 | 426-13 V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 28 | Twiggy, London, 1969 | T163_7 V | 16x12" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 29 | John and Paul Recording, Abbey Road, London, 1969 | 47_18a V | 20x16" | LM/Verso | B&W | NO | Bromide | Good | £10 000.00 |
| 30 | Paul and John at the Mixing Console, London, 1968 | 26_3 V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 31 | John and Yoko Ono at a Play-back, London, 1986 | 24_33 V | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| | Family Life | | | | | | | | £72 780.00 |

| | | | | | | | | | |
|----|---|--------------|----------------|----------------------|--------|------|-----------|------|------------|
| 33 | 1 Paul and Heather, Cliveden, 1969 | 72x16-12x4 | 20x24" | Stamped/Signed by MN | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 34 | 1 Paul, London, 1968 | 42x9 2x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 35 | 1 Martha My Dear, London, 1968 | 19 28 4x4 | 14x20" | LM Front | B&W | 1982 | Bromide | Good | £4 115.00 |
| 36 | 1 Stella and Paul, Scotland, 1978 | 84x30 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 37 | 1 Boyshape, Sussex, 1985 | 2022 8x4 | 16x12" | NO | B&W | NO | Cyanotype | Good | £2 500.00 |
| 38 | 1 James, Sussex, 1981 | 1138 3A 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 39 | 1 Paul and James, Los Angeles, 1983 | CL47-26 8x4 | 20x24" | Stamped/Signed by MN | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 40 | 1 Mary and Paul, Unknown Location, 1973 | 546 6x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 41 | 1 Paul, Venice, 1976 | 674 50 8x4 | 76.5 x 56.5 cm | LM Stamp | B&W | NO | Platinum | Good | £3 500.00 |
| 42 | 1 Mary, New York, 1970 | 512 16A 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 43 | 1 Mary, Paul and Heather, London, 1969 | 732-8 8x4 | 16 x 20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 44 | 1 Paul and Michael Jackson, Sussex, 1981 | 1110-1 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 45 | 1 Heather, Scotland, 1970 | 7389 18 8x4 | 16 x 20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £2 500.00 |
| 46 | Social Commentary | | | | | | | | £40 775.00 |
| 47 | 1 Our Neighbour, Montserrat, 1981 | 1065 20 8x4 | 16x20" | LM Front | B&W | 1982 | Bromide | Good | £10 000.00 |
| 48 | 1 Hector, Scotland, 1970 | 849 34A 8x4 | 20x24" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £500.00 |
| 49 | 1 Punter, London, 1979 | 888 13 8x4 | 20x24" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £500.00 |
| 50 | 1 Partial Eclipse, London, 1984 | 1599-19A 8x4 | 16x20" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £500.00 |
| 51 | 1 Out Here, California, 1975 | 7528 15 8x4 | 16 x 20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £500.00 |
| 52 | 1 Dead Fish, Martinique, 1976 | 651 13 8x4 | 20x14" | LM Front | B&W | 1982 | Bromide | Good | £10 000.00 |
| 53 | Later Works | | | | | | | | £22 000.00 |
| 54 | 1 Allen Ginsberg, Sussex, 1995 | 3903 6A 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 55 | 1 Gilbert and George, Spitalfields, London, 1985 | 2089 24 8x4 | 56.5 x 76.5 cm | LM Stamp on verso | B&W | NO | Platinum | Good | £3 500.00 |
| 56 | 1 Johnny and Kate, London, 1995 | 3898-6A 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 57 | 1 Jim Jarmusch, Phoenix Festival, Stratford-on-Avon, 1996 | 3972 3 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 58 | 1 Stella, Arizona, 1994 | 3648 27A 8x4 | 16x12" | NO | B&W | NO | Cyanotype | Good | £2 500.00 |
| 59 | 1 Stella, Tokyo, 1990 | C588-34 8x4 | 56.5 x 76.5 cm | LM Stamp | Colour | NO | Platinum | Good | £3 500.00 |
| 60 | 1 Shadow Jumping, Sussex, 1984 | 1836 21A 8x4 | 11.5 x 15.25" | LM Verso | B&W | NO | Cyanotype | Good | £10 000.00 |
| 61 | 1 Lucky Spot in Snow, Sussex, 1984 | 1836 25A 8x4 | 11x14" | LM Front | B&W | NO | Cyanotype | Good | £10 000.00 |
| 62 | 1 Blankt From Behind, Sussex, 1985 | 1951-31 8x4 | 12x16" | LM Front | B&W | NO | Cyanotype | Good | £10 000.00 |
| 63 | 1 Stallion and Standing Stone, Scotland, 1996 | 3988-25A 8x4 | 30x22" | LM Front | B&W | NO | Platinum | Good | £10 000.00 |
| 64 | 1 Stallion's Neck, Standing Stone, Scotland, 1993 | 3576 11A 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 65 | 1 Three Men of Winchelsea, Sussex, 1990s | 1646 31 8x4 | 11x14" | LM Front | B&W | NO | Cyanotype | Good | £10 000.00 |
| 66 | 1 Three lanterns, Westminster, London, 1984 | 1557 6A 8x4 | 16x12" | NO | B&W | NO | Cyanotype | Good | £2 500.00 |
| 67 | 1 Monkey Boy, Sussex, 1985 | 1551 28 8x4 | 16x12" | NO | B&W | NO | Cyanotype | Good | £2 500.00 |
| 68 | 1 Eyeglass, Sussex, 1984 | 1595 5 8x4 | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £500.00 |
| 69 | 1 Heather and Javelina, Arizona, 1997 | C778-29A 8x4 | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £500.00 |

| | | | | | | | | | |
|-----|---|-------------|--------|----|--------|----|---------|------|---------|
| 104 | 1 Stella, Amsterdam, 1989 | 2860 23A 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 105 | 1 Mary, Arizona, 1992 | 2707-30K | 20x24" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £150.00 |
| 106 | 1 Mary, Sussex, 1994 | 3746 3 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 107 | 1 Mary and Paul, Australia, 1993 | 3496 27A 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 108 | 1 On Horse Back, Scotland, 1986 | 2304 4 8K | 20x24" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £150.00 |
| 109 | 1 Self Portrait, New York, 1967 | 346 15 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 110 | 1 Linda by Paul, Scotland, 1978 | 852-28 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 111 | 1 Linda by Paul, Scotland, 1978 | 852-28 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 112 | 1 Linda by Paul, Scotland, 1978 | 852-28 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 113 | 1 Linda by Jim Morrison, New York, 1968 | 167 30A 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 114 | 1 Linda by Jim Morrison, New York, 1968 | 167 30A 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 115 | 1 Linda by Jim Morrison, New York, 1968 | 167 30A 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 116 | 1 Linda by Jim Morrison, New York, 1968 | 167 30A 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 117 | 1 Linda by Paul, Scotland, 1978 | 852-28 8K | 12x16" | NO | B&W | NO | Bromide | Good | £110.00 |
| 118 | 1 Paul McCartney, Los Angeles, 1968 | T6 14 8K | 20x24" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £150.00 |
| 119 | 1 Jimi Hendrix, The Record Plant, New York, 1969 | T51 19 8K | 20x24" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £150.00 |
| 120 | 1 Janis Joplin, New York, 1967 | T78-2 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 121 | 1 The Beatles in Colour, London, 1967 | T13-8 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 122 | 1 The Beatles in Colour, London, 1969 | T29-10 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 123 | 1 John Lennon in Colour, London, 1969 | T9-6 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 124 | 1 McCartney Album Cover, Scotland, 1970 | T342 1 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 125 | 1 Paul and Heather, London, 1969 | T139-5 8K | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125.00 |
| 126 | 1 Paul and Mary, Scotland, 1970 | T406 1 8K | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125.00 |
| 127 | 1 Mary, Scotland, 1969 | T330-22 8K | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125.00 |
| 128 | 1 Local Children/Paul and Stella, Caribbean, 1979 | T391 7 8K | 20x24" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £150.00 |
| 129 | 1 Paul, Liverpool, 1970 | T439-38 8K | 20x24" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £150.00 |
| 130 | 1 Paul, Jamaica, 1971 | T605-4 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 131 | 1 Skis and TV, USA, 1976 | T2125 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 132 | 1 Lava Lamp and Magritte, Sussex, 1995 | T267-10 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 133 | 1 Mother and Child, Corfu, 1969 | T249-1 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 134 | 1 Glance, Portugal, 1969 | T652-11 8K | 20x24" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £150.00 |
| 135 | 1 Fans, London, 1979 | T262-1 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 136 | 1 Women on a Bike, Portugal, 1969 | T1358-16 8K | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125.00 |
| 137 | 1 Willen de Kooning, Amagansett, New York, 1984 | T1418 8K | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125.00 |
| 138 | 1 Divided Window, Sussex, 1985 | T565-5 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 139 | 1 Self Portrait, Abbey Road Studios, London, 1975 | T565-5 8K | 16x20" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £130.00 |
| 140 | 1 Linda with Mick Jagger, New York, 1966 | T59-7 8K | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125.00 |

late

| | | | | | | | | | |
|-----|--|-------------------------|----------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|-----------------|--------------------|
| 142 | 1 Linda by Paul, London, 1968 | T32-29 OK | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125,00 |
| 143 | 1 Linda by Paul, Scotland, 1970 | T360-4 | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125,00 |
| 144 | 1 Linda by Paul, Sussex, 1980 | T722-16 OK | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125,00 |
| 145 | 1 Linda by Paul, 1981 | T610-21 | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125,00 |
| 146 | 1 Linda by Paul, Scotland, 1976 | T602-26 OK | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125,00 |
| 147 | 1 Linda and Wings, Rude Studios, Scotland, 1971 | T428-12 | 12x16" OK | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125,00 |
| 148 | 1 Linda by Paul, 1980 | T610-21 | 12x16" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £125,00 |
| 149 | 1 Self Portrait with Paul and Mary, London, 1969 | T337-16 OK | 20x24" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £150,00 |
| | New Polaroid Replicas - METRO | | | | | | | | |
| 150 | 1 Polaroid by Linda | P-3.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 151 | 1 Polaroid by Linda | P-14.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 152 | 1 Polaroid by Linda | P-41.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 153 | 1 Polaroid by Linda | P-102.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 154 | 1 Polaroid by Linda | P-113.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 155 | 1 Polaroid by Linda | P-167.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 156 | 1 Polaroid by Linda | P-190.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 157 | 1 Polaroid by Linda | P-201.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 158 | 1 Polaroid by Linda | P-214.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 159 | 1 Polaroid by Linda | P-228.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 160 | 1 Polaroid by Linda | P-235.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 161 | 1 Polaroid by Linda | P-277.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 162 | 1 Polaroid by Linda | P-283.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 163 | 1 Polaroid by Linda | P-286.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 164 | 1 Polaroid by Linda | P-287.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 165 | 1 Polaroid by Linda | P-291.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 166 | 1 Polaroid by Linda | P-312.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 167 | 1 Polaroid by Linda | P-337.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 168 | 1 Polaroid by Linda | P-360.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 169 | 1 Polaroid by Linda | P-468.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 170 | 1 Polaroid by Linda | P-484.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 171 | 1 Polaroid by Linda | P-547.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 172 | 1 Polaroid by Linda | P-551.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 173 | 1 Polaroid by Linda | P-552.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 174 | 1 Polaroid by Linda | P-562.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 175 | 1 Polaroid by Linda | P-569.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 176 | 1 Polaroid by Linda | P-642.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 177 | 1 Polaroid by Linda | P-654.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |
| 178 | 1 Polaroid by Linda | P-735.tif OK | 5x7" | NO | Colour | NO | C-Type | Good | £45,00 |

5/12

new prints: N & B

X 15



418 33 - cople



852 1 - cople



3458-12 - cople



3893 16



4004 24 - cople



Beatles 1 - cople



Cops Beatles - cople



Dog & Baby - cople



J. Joplin - cople



John Lennon - cople



Neil Young - cople



P. Townsend - cople



Ringo Starr - cople



111 - cople
62 62 62



Yoko - cople

15 62 62

1014

5/12

new prints = twice X1.1



14323 - copie



Beatles Abbey Rd - copie



M. Jagger & US Flag



mpl682 - copie



Paul & DeKooning - copie



Paul on horse with kids



Paul's foot+(10)



T 559 9 - copie



T 559 7 - copie



T553 18 - copie



T2237 30A - copie

(11) colours

Pavillon Populaire - New Polaroid Wall



P 21.tiff



P 33.tiff



P 37.tiff



P 50.tiff



P 59.tiff



P 69.tiff



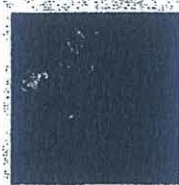
P 106.tiff



P 140.tiff



P 158.tiff



P 189.tiff



P 209.tiff



P 267.tiff



P 314.tiff



P 376.tiff



P 403.tiff

1016

Pavillon Populaire - New Polaroid Wall



P 587.tiff



P 603.tiff



P 614.tiff



P 625.tiff



P 655.tiff



P 1078.tiff



P 1537.tiff



P 1540.tiff



P 2327.tiff



P-313.tif



P-374.tif



P-575.tif



P-875.tif



P-1856.tif



P.105 tiff.tiff

SCHEDULE 2

Subject to LEL's final approval thereof, the following images shall be the "New Prints":



4004 24 - copie



John Lennon - copie



Yoko - copie



3893 16



Joplin - copie



111 - copie
Ringo Starr



3458-12 - copie



Dee & Baby - copie



Ringo Starr - copie



652 1 - copie



Cups Beatles - copie



P. Townsend - copie



418 33 - copie



Beatles 1 - copie



Neil Young - copie

1018



14323 - couple



Beaules Abbaye Rd - couple



M. Jagger & US Flag



mpl682 - couple



Paul & DeKooning - couple



Paul on horse with kids



Paul's foot+(10)



T 559 9 - couple



I 569 7 - couple



T553 18 - couple

T2237 30A - couple

1019

New Prints

- Black & White Prints (12 x 16 Inches):

15 new prints = 15 x £49 (excluding taxes): **£735** (excluding taxes)

Production by LEL

- Colour Prints (12 x 16 Inches)

11 new prints = 11 x £45 (excluding taxes): **£495** (excluding taxes)

Production by LEL

- Polaroids

30 x £9.5: **£285**

Production by LEL

TOTAL: €2200 (including VAT)

Framing

- 26 black frames (50 x 60 cm): **€4167** (excluding taxes)

- 30 light oak frames (for 30 new Polaroid), 30 x 30 cm: **€2500** (excluding taxes)

TOTAL: €8000 (including VAT)

Decoration

- **Wallpapers:** 10 x 6 square meters 60 x €50 (excluding taxes): **€3500** (excluding taxes) – Production by LEL

TOTAL: €4200 (including VAT)

SCHEDULE 3
Exhibition Budget

1773570(1)3

1764192(1)3

| LINDA MCCARTNEY RETROSPECTIVE | | | |
|--|--------------------------------|---------------|--------------------------------|
| Provisional Exhibition Expenses | Provisional Exhibition Incomes | Objt | Exhibition fee / Own resources |
| Agreement LML | | | 187,000.00 € |
| Exhibition fee | | Own resources | |
| Exhibition development | | Sales | |
| Curator class hours (1 exhibition on 3 year) | | Catalogs | 19,966.00 € |
| Curator research and travel | | | 2,000.00 € |
| Designer Vintage Series | | | 4,000.00 € |
| Graphic artist Frances O'Rand | | | 3,200.00 € |
| Press Officer Catherine Phipps | | | 17,400.00 € |
| Exhibition implementation Costs Total | | | 27,566.00 € |
| Shipping | | | 10,000.00 € |
| Packaging | | | 1,000.00 € |
| Insurance | | | 5,000.00 € |
| Installation & Packing | | | 25,000.00 € |
| New prints | | | 2,200.00 € |
| Framing | | | 8,000.00 € |
| Wallpapers | | | 4,300.00 € |
| Educational Programs Total | | | 27,566.00 € |
| Additional publications | | | 4,000.00 € |
| Marketing and Promotion | | | 15,000.00 € |
| Print advertising | | | 15,000.00 € |
| Opening events / reception | | | 10,000.00 € |
| Indirect Costs | | | 10,000.00 € |
| Unexpected costs | | | |
| Guests | | | 4,000.00 € |
| Claudia Schmidt's travel et hotel | | | 4,000.00 € |
| Members of the Linda's Family Vips | | | 5,000.00 € |
| 2 nights in a Presidential Suite | | | 2,000.00 € |
| 2 bodyguards (24 hours) | | | 2,000.00 € |
| Travel + hotel assistant | | | 2,000.00 € |
| Dedicated first class chef | | | 3,000.00 € |
| Purchase earnings | | | 14,000.00 € |
| 400 catings | | | |
| Acquisition (off cost production budget) | | | 10,000.00 € |
| Acquisition - purchase print | | | |
| TOTAL | 207,000.00 € | TOTAL | 207,000.00 € |
| TOTAL | 207,000.00 € | TOTAL | 207,000.00 € |

SCHEDULE 4
Prints Licence Agreement

18

1773570(0)3

29

1764192(1)3

1023

From: **LINDA ENTERPRISES LIMITED**
1 Soho Square
London
W1D 3BQ ("LEL"/"we"/"us")

To: **MADAME HELENE MANDROUX**
Mairie de la Ville de Montpellier
1 Place Francis Ponge
34064 Montpellier
Cedex 2
France ("you"/"your")
(together "the Parties")

Date:

Dear Sirs

LINDA MCCARTNEY PHOTOGRAPH PRINTS

We have recently entered into an agreement with you granting you permission to stage an exhibition of Linda McCartney's ("the Artist") photography work at Pavillon Populaire, Espace d'art photographique de la Ville de Montpellier, France ("the Venue") during spring, 2014 ("the Exhibition Agreement").

As part of the negotiations around the Exhibition Agreement, it was agreed that we would also grant you a licence to use certain prints embodying the Artist's photographs. This letter sets out the terms on which this licence is granted.

In consideration of, and subject to, the payment by you to us of ten thousand euros (€10,000) ("the Licence Fee") on or before the Payment Date it is HEREBY AGREED AS FOLLOWS:

1. DEFINITIONS

1.1 The following terms set out below shall have the following meanings:

- 1.1.1 "Prints" shall mean one [size] print of each of the photographs listed in Schedule 1 of this Agreement;
- 1.1.2 "Term" shall mean in perpetuity;
- 1.1.3 "Payment Date" shall mean forthwith upon signature of this Agreement;
- 1.1.4 "Licensed Use" shall mean the right to physically exhibit the Prints at the Venue.

2. RIGHTS GRANTED

- 2.1 We hereby grant to you a non-exclusive non-sublicensable and non-assignable right to use the Prints solely for the Licensed Use during the Term ("the Licence"). For the avoidance of doubt, you shall not be entitled to sell or transfer the rights granted without our express prior written approval.
- 2.2 The rights in the Prints granted hereunder are strictly limited to the Licensed Use and any other restrictions specified in this Agreement and are conditional upon you complying with the terms of this Agreement. For the

1024

avoidance of doubt you shall not be entitled to reproduce any Prints, photographs or other copyright work(s) without our express prior written approval.

3. OWNERSHIP

- 3.1 It is hereby agreed and confirmed between the Parties that title to the Prints shall remain vested in us and we shall own all rights in and to the Prints and accordingly all rights not specifically granted to you hereunder are expressly reserved to us and for the avoidance of any doubt, no ownership of copyright in any of the Prints shall pass to you by the issuance of the Licence contained in this Agreement.

4. TERMINATION

- 4.1 In the event that you breach any of the terms or conditions of this Agreement, we shall be entitled at our sole option, without prejudice to our other rights and remedies, to serve notice on you terminating the Term of this Agreement with immediate effect, whereupon all rights in and to the Prints shall revert to us in full and you shall return the Prints to us at our direction and your sole cost.

5. CREDIT / NAME AND LIKENESS

- 5.1 You agree to ensure that wherever the Prints are used in accordance with the Licensed Use the following credit shall be clearly displayed:

"© [YEAR SHOT] Paul McCartney / Photographer: Linda McCartney"

- 5.2 Save for the foregoing any use of the name or likeness of Linda McCartney shall be subject to our express prior approval.

6. WARRANTIES

You hereby warrant, agree, undertake and represent that you:

- 6.1.1 are entitled to enter into this Agreement;
- 6.1.2 shall not use the Prints for any commercial, promotional, endorsement, advertising or merchandising use nor alter, edit, modify, reconfigure or amend the Prints or any portion thereof in any manner and shall not do any act which may infringe our moral rights;
- 6.1.3 shall not use the Prints in any manner which is illegal, obscene, pornographic, indecent, defamatory or otherwise unlawful;
- 6.1.4 will co-operate fully and in good faith with us for the purpose of securing or preserving our rights in and to the Prints; and
- 6.1.5 agree to accompany all uses of the Prints with the above credit.

7. CONFIDENTIALITY

- 7.1 We also refer to certain confidential information which may come into your possession. For the purposes of this Agreement, "Confidential Information" shall mean any information, data, spoken words, documentation, photographs, images, audio and audio visual recordings relating to the services or to the business, personal affairs, properties, assets, activities

1025

and/or health of Paul McCartney or any member of his family or any of their companies, including any information which although not strictly confidential in a legal sense may be of interest or value to, amongst others, the press or gossip writers. In counter-signing this Agreement where indicated below, you agree to treat as confidential and private any and all Confidential Information disclosed to or observed by you. You further agree that, except with our prior written consent and/or unless required by law and under no circumstances otherwise, you will not disclose the Confidential Information or any part thereof to any third party.

8. MISCELLANEOUS

- 8.1 Nothing contained herein shall be deemed to constitute or create a partnership or joint venture between the parties and neither party shall hold itself out as the agent of the other.
- 8.2 No waiver by the parties of any failure by them to perform any covenant or condition herein shall be deemed to be a waiver of any preceding or succeeding breach of any covenant or condition herein.
- 8.3 If any clause or any part of these terms or their application to any party shall for any reason be adjudged by a court or other legal authority of competent jurisdiction to be invalid, this judgment shall not affect the remainder of the terms which shall remain in full force and effect.
- 8.4 This letter represents the entire agreement between the parties in respect of its subject matter and replaces any previous agreement(s) relating to the subject matter and may be varied only in writing signed by the parties.
- 8.5 You and us hereby agree to promptly execute such further documents or agreements as may be reasonably required to confirm the grant of rights hereunder and each party will further will afford the other all reasonable assistance to protect the rights hereunder granted to us.
- 8.6 The laws of England shall govern the terms herein and the English courts shall have exclusive jurisdiction.

We would be grateful if you would confirm your agreement to the above by signing and returning a copy of this letter.

Yours faithfully

READ AND AGREED:

.....
**For and on behalf of
Linda Enterprises Limited**

.....
**Madame Hélène Mandroux
Maire de la Ville de Montpellier**

1026

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Création et certification de réseaux cuivre,
contrôle qualité de lignes Télécom (RNIS, DSL)
Marché 3B0966**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2013/2034, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que pour la mise en réseau DSL des sites municipaux il convient de créer, certifier et qualifier ces accès réseau ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 19 novembre 2013, la société EURL G.METRAL a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 3B0966 précité à la société EURL G.METRAL sise 310 avenue de Villeveyrac – 34560 MONTBAZIN pour une durée de deux ans et un montant minimum de 20 000 € HT et maximum de 80 000 € HT, à compter de la date de notification.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 15/11/2014

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16/11/2014
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée pour des travaux et
l'entretien d'arrosage des sols sportifs et éducatifs.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2893/T/R en date du 17 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Municipal délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux et de la maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs de la Ville,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 8 novembre 2013, conformément aux articles 28-30 et 77 du code des marchés publics, l'entreprise SARL DEBART IRRIGATION sise 942, rue de l'Industrie à Montpellier a présenté l'offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande n° 3B0937 précité à l'entreprise SARL DEBART IRRIGATION pour un montant maximum 85 000,00 € et une durée d'un an à compter de la notification.

Montpellier, le 16/11/2014

En application de la loi n° 2012-275 du 27 septembre 2012 relative à la simplification administrative, le Maire délégué aux sports

Patrick VIGNAL

Publiée le : 17/11/2014
Notifiée le :

**MISE EN PLACE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE
AUPRES DE LA BANQUE POSTALE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, c'est la proposition de la Banque Postale qui répond le mieux à notre demande, aux conditions suivantes :

| | | |
|----------------------|---|--|
| Montant maximum | : | 10 000 000.00 EUR (dix millions d'euros) |
| Durée maximum | : | 364 jours |
| Taux d'intérêt | : | Eonia + marge de 1.33 % l'an |
| Base de calcul | : | Exact/360 jours |
| Taux Effectif Global | : | 1.57 % l'an (taux donné à titre indicatif et n'engageant pas le Prêteur) |

| | | |
|----------------------------|---|--|
| Modalités de Remboursement | : | Paiement trimestriel à terme échu des intérêts Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale |
|----------------------------|---|--|

| | | |
|----------------------------|---|-----------------|
| Date d'effet | : | 07 janvier 2014 |
| Date d'échéance du contrat | : | 06 janvier 2015 |

| | | |
|----------|---|-------|
| Garantie | : | Néant |
|----------|---|-------|

| | | |
|-------------------------|---|---|
| Commission d'engagement | : | 0.10 % du montant, soit 10.000 euros payable au plus tard à la date de prise d'effet du contrat |
|-------------------------|---|---|

Commission de non utilisation : 0.20 % du montant maximum non utilisé due à compter de la Date de prise d'effet du contrat et payable trimestriellement à terme échu le 8^{ème} jour ouvré du trimestre suivant.

Modalités d'utilisation : Tirages/Versements – Procédure de Crédit d'Office privilégiée

Montant minimum : 10.000 euros pour les tirages

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie avec la Banque Postale aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat de ligne de trésorerie et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 02/01/2013

**Pour Mme le Maire,
Monsieur l'Adjoint Délégué**



Max LEVITA

Publiée le : 03/01/2013

Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances Archives
Municipales
Modification de la Décision

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2176 du 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 14/02/2003, instituant une régie d'avances auprès des Archives Municipales de la Direction de la Culture et du Patrimoine,
- Vu la Décision 0396 du 14/09/2011, relative à l'élargissement des dépenses autorisées,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 02/12/2013,

Considérant : que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Archives Municipales, et afin de respecter la réglementation, il est nécessaire de modifier les informations figurant dans la Décision

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avance « Archives » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Médiathèque Emile Zola, 287, rue Poséidon, 34000 Montpellier.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Acquisition de documents susceptibles de compléter les fonds actuels en ce qui concerne les archives de la Ville de Montpellier (photographies, plans manuscrits d'anciens élus ou fonctionnaires, estampes),
- Menues dépenses de fonctionnement : frais d'envoi de documents, remboursement de frais d'envoi à des tiers, petites fournitures.

Article 4: Les dépenses désignés à l'article 3 sont payés selon les modes de règlement suivants :

- Espèces
- Chèques

Article 5: Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Il est demandé au mandataire et au régisseur de prendre connaissance de l'acte de nomination dans lequel apparaissent les obligations relatives au régisseur.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 000 €.

Article 8: Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur n'est pas assujetti au cautionnement.

Article 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/01/2014

Notifiée le :

Aménagement du barrage du lac des Garrigues
Mission de maîtrise d'oeuvre passée en procédure de
dialogue compétitif
Montant de la prime à verser aux candidats
participant au dialogue

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2178 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, Adjoint délégué ;
- Vu les articles 36, 67 et 74 du code des marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal n°2013/2792/T/R du 4 novembre 2013 portant la liste des candidats admis à participer au dialogue ;

Considérant :

- La présente consultation concerne une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du lac des garrigues, barrage ancien et actuellement en eau ;
- La modification des ouvrages existants s'avère particulièrement complexe du fait de la diversité des solutions existantes, de leur incidence sur le montant des travaux, et des contraintes de leur mise en œuvre.
- Le pouvoir adjudicateur n'étant pas en mesure de déterminer seul et à l'avance le choix d'une solution déterminée, la procédure de dialogue compétitif a été retenue ;
- L'article 67 du code des marchés publics prévoit le versement d'une prime aux candidats admis à participer au dialogues compétitif en représentant une offre conforme au règlement de consultation.

Décide en conséquence :

- De reverser une prime d'un montant de 10 000,00 euros HT à l'issue de la procédure de dialogue compétitif, au candidat retenu ainsi qu'à chaque concurrent non retenu mais ayant remis une offre conforme au règlement de la consultation. Le montant de la prime sera déduit des honoraires de l'équipe lauréate ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 30/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 31/12/2013
Notifiée le :

**Avenant à l'attribution du marché négocié de prestations
de service avec le club de haut niveau
EUSRL Montpellier Handball
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'attribution d'un avenant au marché 3D02002201, d'un montant initial de 120 614 € H.T, relatif à un contrat de prestations de service avec le club de haut niveau EUSRL Montpellier Handball.
- qu'il convient d'adapter le marché selon le niveau de jeu et le projet de développement économique 2013/2014 du Montpellier Handball, et ainsi, de formaliser la prestation spécifique auprès d'opérations localement adaptées (150 places sèches sur le match MAHB/Nîmes du 21/12/2013, 150 places sèches sur une date européenne de 2014, opération « MAHB » village » : caravane mobile pour dynamiser la pratique du handball).

Décide en conséquence :

- d'augmenter le montant du contrat de prestations de service Club de Haut Niveau de l'EUSRL Montpellier Handball, pour un montant de 18 092 € H.T, soit de porter le montant du contrat à 138 706 € H.T ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville nature 6188 fonction 9240 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer l'avenant au marché 3D02002201 et tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le
Conseiller Spécial délégué aux Sports

Patrick VIGNAL

Publiée le : 27/12/2013
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

EUSRL Montpellier Handball
Centre Jean Paul Lacombe
1000 avenue Val de Montferrand
34090 Montpellier

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Contrat de prestation de service Club de Haut Niveau MAHB – Saison 2013-2014

N° du marché : 3D02002201

Notifié le : 18/11/2013.

Montant initial du marché :

Montant HT : 120 614..Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :...../...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Adaptation du marché selon le niveau de jeu et du projet de développement économique 2013/2014 du MAHB.

Cet avenant a pour principal objet de formaliser la prestation spécifique du MAHB auprès d'opérations localement adaptées.

150 places sèches sur le match MAHB / Nimes du 21 décembre 2013

150 places sèches sur une date européenne de 2014

Opération "MAHB Village" (caravane mobile pour dynamiser la pratique du handball : jeu, arbitrage, motricité...)

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **18 092 € H.T.**

Le montant du contrat est donc porté à **138 706 € H.T** soit une augmentation de **15%** par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Le délai d'exécution du marché reste inchangé.

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° *83 / 381*

**Atribution d'un marché passé selon un procédure
adaptée.**
**Mission d'AMO Médiation pour la Cité du Corps
Humain**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté de délégation n°2010/2175/T/R de Monsieur Jacques Touchon Adjoint délégué à la Culture Scientifique et Technique ;

Considérant :

-qu'il est nécessaire d'informer les habitants de la Ville de Montpellier des objectifs culturels et scientifiques du projet de Cité du Corps Humain ;

-que cette information devra s'appuyer sur des recherches, des actions et des outils de médiation scientifique précisant les contenus, les approches et les messages développés au sein de la Cité ;

-que pour atteindre cet objectif, la Ville de Montpellier a souhaité s'adjoindre les services d'un AMO qui l'accompagne dans la documentation raisonnée des contenus scientifiques et pédagogiques ; la conception et la mise en œuvre d'outils et d'actions de médiation scientifique ; les actions de communication interne au comité d'orientation scientifique de la Cité du Corps Humain ;

-qu'il est d'autre part nécessaire de poursuivre la rédaction du programme muséographique des espaces d'exposition permanents (exposition Manifeste et plateau d'expérimentation) ;

-qu'à cette fin un marché de prestation intellectuelle a été organisé conformément à l'article 28 du code des marchés publics, **publié le 21 février 2013 et clôturé le 8 mars 2013 ;**

-que le marché précité a été attribué à Mme Emilie GULDNER, sise 52 rue Roucher, 34 000 Montpellier - pour un **montant total de marché de 23 600.00 € HT (vingt- trois mille six cents euros hors taxe) ;**

-que la Ville de Montpellier a pu vérifier que Mme Emilie GULDNER, concepteur-auteur de projets de médiation scientifique, dispose des compétences professionnelles attendues et d'une connaissance pointue du projet de Cité du Corps Humain, qui lui permettent d'occuper un rôle central dans l'élaboration des actions et des outils de médiation et dans la conception des contenus muséographiques

Décide en conséquence :

-d'attribuer selon une procédure adaptée un marché similaire à Mme Emilie GULDNER, sise 52 rue Roucher, 34 000 Montpellier - pour un montant total de marché de **29 000.00 € HT (vingt-neuf mille euros hors taxe) ;**

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec le prestataire titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville de Montpellier – Mission Grands Equipements,

Montpellier, le 08/01/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 08/01/2014

Notifiée le :

